

INFORMATION TO USERS

This manuscript has been reproduced from the microfilm master. UMI films the text directly from the original or copy submitted. Thus, some thesis and dissertation copies are in typewriter face, while others may be from any type of computer printer.

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleedthrough, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send UMI a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

Oversize materials (e.g., maps, drawings, charts) are reproduced by sectioning the original, beginning at the upper left-hand corner and continuing from left to right in equal sections with small overlaps.

Photographs included in the original manuscript have been reproduced xerographically in this copy. Higher quality 6" x 9" black and white photographic prints are available for any photographs or illustrations appearing in this copy for an additional charge. Contact UMI directly to order.

ProQuest Information and Learning
300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
800-521-0600

UMI[®]



Université d'Ottawa • University of Ottawa

L'ENVIRONNEMENT DE SOCIALISATION POLITIQUE
DES JEUNES FEMMES AU QUÉBEC

par
Carole Barbeau

Thèse déposée à
la Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention de
la maîtrise ès arts en science politique

Directrice : professeure Manon Tremblay

Université d'Ottawa
janvier 2001



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-58440-2

Canada

RÉSUMÉ

L'objectif de cette thèse est de déterminer si l'environnement de socialisation des jeunes femmes du Québec a une influence sur leur propension à s'engager en politique. Une comparaison est faite entre l'environnement de socialisation d'un échantillon de sept militantes de 18 à 30 ans et celui de l'ensemble des femmes de cette génération. Les vecteurs de socialisation étudiés sont l'environnement socio-économique des jeunes femmes et celui de leur famille d'origine; les liens existant entre la famille et la politique et l'action communautaire; et l'exemple particulier donné par la mère. Les données vont dans le sens de l'hypothèse pour la majorité des dimensions de l'environnement pour lesquelles la comparaison a pu être réalisée. Les résultats font ressortir l'importance de l'instruction et des liens familiaux avec la politique ainsi que l'émergence de l'influence de l'exemple de la mère dans la socialisation politique.

TABLE DES MATIÈRES

TABLEAUX ET FIGURES	IV
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 - Cadre théorique et opérationnalisation de la recherche	9
1.1 Théories de la socialisation	9
1.1.1 Pierre Bourdieu — La socialisation et la domination	10
1.1.2 Annick Percheron — La participation de l'individu à sa socialisation	13
1.1.3 Diane L. Fowlkes — La contre-socialisation	17
1.2 Question spécifique et hypothèse	19
1.3 Opérationnalisation	23
1.4 Méthodologie	30
CHAPITRE 2 - Présentation et analyse des résultats	38
2.1 Environnement socio-économique	40
2.1.1 Environnement socio-économique de la famille d'origine	42
2.1.1.1 Statut socio-économique	42
2.1.1.2 Instruction des parents	50
a) Instruction de la mère (52)	
b) Instruction du père (54)	
2.1.1.3 Occupation des parents	57
a) Modalité de travail de la mère (59)	
b) Occupation de la mère (61)	
c) Occupation du père (63)	
2.1.2 Environnement socio-économique des jeunes femmes	67
2.1.2.1 Instruction	72
2.1.2.2 Domaine d'études	76
2.1.2.3 Occupation	80
2.1.2.4 Revenu annuel	83
2.2 Liens de la famille avec la politique et l'action communautaire	88
2.2.1 La mère — Lien avec la politique et l'action communautaire	97
2.2.2 Le père — Lien avec la politique et l'action communautaire	104
2.2.3 Liens de l'entourage familial avec la politique	108
2.3 Exemple de la mère	113
2.3.1 Instruction	116
2.3.2 Modalité de travail	117
2.3.3 Occupation	118
2.3.4 Lien avec la politique et l'action communautaire	119

CONCLUSION	122
ANNEXE - Protocole d'entrevue et questionnaire	130
BIBLIOGRAPHIE	138

TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1.1	Caractéristiques féminines et masculines (<i>Bem Sex Role Inventory</i>).....	4
Tableau 2.1	Plus haut niveau d'instruction atteint par les femmes de 45 à 64 ans au Québec — 1996.....	53
Tableau 2.2	Plus haut niveau d'instruction atteint par les hommes de 45 à 64 ans au Québec — 1996.....	55
Tableau 2.3	Plus haut niveau d'instruction atteint par les femmes de 20 à 29 ans au Québec selon le groupe d'âge — 1996.....	74
Figure 1.1	Opérationnalisation — Environnement socio-économique.....	24
Figure 1.2	Opérationnalisation — Liens de la famille avec la politique et l'action communautaire.....	25
Figure 1.3	Opérationnalisation — Exemple de la mère.....	26

INTRODUCTION

La présence des femmes dans les postes de représentation politique est une question qui revient périodiquement dans l'actualité. Les femmes ne sont pas présentes dans les assemblées législatives des démocraties occidentales dans la même proportion qu'elles le sont dans la population. Le cas du Québec ne fait pas exception. Vingt-neuf femmes siègent actuellement à l'Assemblée nationale, ce qui représente moins du quart des parlementaires (23,4 %). La proportion des femmes représentant des circonscriptions québécoises à la Chambre des communes est du même ordre, soit 22,7 %. Le Sénat, chambre non élue, compte pour sa part 8 sénatrices et 14 sénateurs québécois¹. Les travaux traitant de cette question montrent que les principaux obstacles qui se dressent entre les femmes et la fonction de représentation sont la socialisation aux rôles sociaux traditionnels, l'adoption des rôles féminins traditionnels, le fait de se situer hors des réseaux de contacts qui mènent aux postes clés, le processus de recrutement mis de l'avant par les partis politiques et les contraintes financières. C'est au premier de ces facteurs, la socialisation, que j'entends consacrer cette recherche. La question a été l'objet d'un grand nombre de travaux aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en Europe. Les chercheuses et les chercheurs y ont par contre moins porté attention au Québec et au Canada.

La socialisation est généralement définie en sociologie comme le « processus par lequel les individus intériorisent codes, normes et valeurs d'une société » (Akoun, 1999 : 481). Tout en mettant en garde contre une vision déterministe de la socialisation, Mohamed Cherkaoui écrit pour sa part ce qui suit :

¹En décembre 2000, 2 des 24 sièges réservés au Québec au Sénat étaient vacants.

[a]u sens fort, socialiser, c'est transformer un individu d'un être asocial en un être social en lui inculquant des modes de penser, de sentir, d'agir. Une des conséquences de la socialisation est de rendre stables les dispositions du comportement ainsi acquises. Cette intériorisation des normes et valeurs a également pour fonction de rendre siennes les règles sociales, qui sont par définition extérieures à l'individu, et d'augmenter la solidarité entre les membres du groupe. [...] Le groupe n'a besoin [...] ni de rappeler indéfiniment à l'individu l'existence de ces règles ni d'exercer sur lui une contrainte pour qu'elles soient observées : les violer engendre un sentiment de culpabilité (1999 : 217).

On peut supposer que la socialisation joue un grand rôle dans la présence ou l'absence des femmes en politique parce qu'elle forge la personnalité, les attitudes, les comportements et les manières de penser de chaque femme. La socialisation est un facteur qui intervient intimement auprès de l'individue, affectant les dispositions psychologiques de celle-ci pour l'action politique. La socialisation traditionnelle aux rôles féminins tend à faire des femmes des êtres apolitiques centrés sur la sphère privée. Une femme peut être à l'aise financièrement, connaître « les bonnes personnes » et habiter une circonscription où le recrutement des candidats par les partis se ferait sans biais sexiste, si elle ne considère pas, consciemment ou non, le politique comme une sphère où elle désire et peut agir, elle ne briguera pas les suffrages et, de là, ne sera jamais élue à un poste de représentation. C'est pour cette raison qu'il est intéressant d'étudier la socialisation comme un facteur expliquant le faible nombre de femmes en politique.

Mais qu'entend-on par l'expression *socialisation aux rôles féminins traditionnels*? On parle ici de la division sexuelle du travail entre les sphères privée et publique qui a historiquement forgé les sociétés occidentales ainsi que des répercussions de cette division sur

les attitudes, les comportements et les schèmes de pensée des femmes². Dans le cadre de cette division, la sphère publique, qui comprend notamment la politique et le travail rémunéré à l'extérieur du foyer, est réservée aux hommes. Les femmes sont exclues de cette sphère et concentrent leurs activités dans le monde dit privé, soit le foyer et la famille. Historiquement, cette division a été justifiée par les différences biologiques entre les hommes et les femmes. En raison de leur rôle prépondérant dans la reproduction humaine, les femmes ont été confinées à la sphère privée dans les rôles d'épouse, de mère et de ménagère (Sapiro, 1983 : 32) pour lesquels elles étaient soi disant « fait[e]s » (Burt, 1986 : 126)³.

Selon cette vision dichotomique du monde, certaines caractéristiques dites naturellement féminines rendraient les femmes particulièrement aptes à remplir ces rôles. C'est ainsi que Virginia Sapiro (1983 : 51, 52, 185, 190) parle de *nurturance*, d'altruisme, de service, de docilité, de subordination, de soumission, de sacrifice de soi et de dépendance. Pour son indice d'androgynie, le *Bem Sex Role Inventory* (BSRI), Sandra Bem (1974) a recours à des caractéristiques féminines, masculines et neutres. Le tableau 1.1 présente les caractéristiques féminines et masculines du BSRI⁴.

2

Ce portrait de la socialisation traditionnelle aux rôles sociaux de genre est inspiré en grande partie des écrits de Virginia Sapiro (1983) et Sandra Burt (1986).

3

Depuis toujours, un grand nombre de femmes sont actives sur le marché du travail par nécessité. L'exclusion des femmes de la sphère publique et leur cantonnement dans la sphère privée sont vécus par une partie des femmes seulement, mais il n'en demeure pas moins que cette division est un idéal type, une idée forte qui est à la base des sociétés occidentales.

4

Il s'agit d'un indice parmi tant d'autres développés dans le but de tester la féminité et la masculinité. Le *Personal Attributes Questionnaire* (PAQ), l'échelle ANDRO, la *Adjective Checklist* (ACL) et le *Behavioral Self-report of Femininity* sont d'autres instruments qui tentent de mesurer à peu près la même réalité. J'utilise le BSRI ici parce que son emploi d'adjectifs et la manière dont il a été élaboré se prêtent bien à l'argumentation présentée. Certaines échelles utilisent, au lieu de caractéristiques personnelles, des situations de la vie qui

Tableau 1.1

Caractéristiques féminines et masculines (*Bem Sex Role Inventory*)⁵

Caractéristiques féminines	Caractéristiques masculines
Portée à faire des compromis	Qui compte sur soi-même
Enjouée	Qui défend ses idées
Timide	Indépendant
Affectueuse	Athlétique
Qui aime se faire complimenter	Qui s'affirme
Loyale	Qui a une forte personnalité
Féminine	Énergique
Bienveillante	Analytique
Sensible aux besoins des autres	Qui possède des habiletés de leadership
Compréhensive	Prêt à prendre des risques
Compatissante	Qui prend des décisions facilement
Désireuse de reconforter	Autosuffisant
De ton égal	Dominant
Chaleureuse	Masculin
Tendre	Qui est prêt à prendre position
Crédule	Agressif
Qui agit comme une enfant	Qui agit comme un leader
Qui n'utilise pas de mots durs	Individualiste
Qui aime les enfants	Compétitif
Douce	Ambitieux

peuvent ne pas s'appliquer à tous (l'échelle ANDRO et le *Behavioral Self-report on Femininity*). Le BSRI est composé d'adjectifs qu'un groupe de personnes a jugé plus souhaitables pour l'un ou l'autre sexe — à part quelques-unes des caractéristiques féminines qui ont été incluses pour garder l'équilibre des deux listes au plan de l'attrait social, par exemple, *timide, qui agit comme une enfant et crédule*. Les adjectifs n'ont pas été choisis de manière rationnel-intuitive, comme ceux de l'échelle ANDRO, ou à partir des caractéristiques qui différenciaient les femmes qui s'identifiaient à des mères féminines et les hommes qui s'identifiaient à des pères masculins, comme la ACL (Bem, 1981; Greene et Gynther, 1994; Ramanaiah et Martin, 1984; Wilson et Cook, 1984).

5

La traduction est la mienne. Version originale : yielding, cheerful, shy, affectionate, flatterable, loyal, feminine, sympathetic, sensitive to the needs of others, understanding, compassionate, eager to soothe hurt feelings, soft spoken, warm, tender, gullible, childlike, does not use harsh language, loves children, gentle, self-reliant, defends own beliefs, independent, athletic, assertive, strong personality, forceful, analytical, has leadership abilities, willing to take risks, makes decisions easily, self-sufficient, dominant, masculine, willing to take a stand, aggressive, acts as a leader, individualistic, competitive, ambitious (Bem, 1974 : 156).

Le monde politique est souvent présenté comme une arène, un champ de bataille, un lieu sans merci, « une mêlée dans laquelle s'affrontent des adversaires agressifs » (Burt, 1986 : 136) ou encore comme « un sport sanguinaire », comme l'a déclaré à Sylvia Bashevkin (1991 : 78) une ancienne candidate. Si la loyauté, la sensibilité aux besoins des autres et la compassion peuvent être des caractéristiques désirables chez le personnel politique, on peut par contre avancer que l'image traditionnelle du politicien ne comprend pas la timidité, la tendresse, la douceur, le fait d'éviter les mots durs et la crédulité, des caractéristiques dénotant aussi la féminité dans le BSRI. Certaines des caractéristiques masculines de l'indice cadrent beaucoup mieux avec l'image traditionnelle de la politique : qui défend ses idées, indépendant, qui s'affirme, qui a une forte personnalité, analytique, qui prend des décisions facilement, dominant, qui est prêt à prendre position, agressif, qui agit comme un leader, compétitif et ambitieux. Sapiro présente bien la contradiction qui existe entre la socialisation traditionnelle des femmes et le rôle de citoyen :

[a] discussion of psychological resources for participation in politics is crucial for understanding women's relationship to politics and government.[...] [M]any of the norms of femininity are in direct conflict with those associated with the democratic participant. The ideals of docility, passivity, irrationality, dependence, and the resulting low levels of self-esteem found among women are more appropriate to the subject than to the citizen, or to the acquiescent semicitizen than to the full participant. The view that full citizens concern themselves with issues that go beyond immediate personal concerns also conflicts with traditional images of women (1983 : 87).

En somme, non seulement la division traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes exclut-elle la politique du champ d'action de ces dernières, les caractéristiques dites naturelles des femmes les en éloignent également.

Au cours du présent siècle, l'explication biologique de la division sexuelle du travail et des caractéristiques de genre a été contestée, notamment par les groupes et les penseuses féministes pour qui les caractéristiques et les rôles féminins seraient davantage appris qu'innés (Burt, 1986 : 128). Selon ces groupes et ces penseuses, cet apprentissage, cette assimilation de ce qu'est une femme et de ce qu'elle doit faire s'accomplit par le processus de socialisation. Les enfants sont élevés en fonction des rôles qui les attendent à l'âge adulte, soit les rôles du privé pour les filles et les rôles du public pour les garçons. En plus d'offrir aux petites filles une éducation qui les prépare à leurs rôles d'épouses, de mère et de ménagère et aux garçons une éducation pour les rôles et les métiers qui les attendent, on forge la personnalité de ces enfants en fonction de ces rôles et de manière à ce que chacun accepte la place qui lui est réservée.

La division traditionnelle du travail exclut les femmes de la politique institutionnelle. Leur socialisation les prépare à d'autres rôles que ceux de la sphère publique, elle fait d'elles des êtres du privé, des êtres apolitiques. Même si les femmes peuvent maintenant participer à la sphère politique au même titre que les hommes parce que les lois ne les en empêchent plus, la division des rôles en fonction du public et du privé et l'orientation psychologique qui en découle pour les femmes comptent toujours dans la littérature parmi les facteurs explicatifs de la faible présence de celles-ci en politique électorale, particulièrement dans le cas des jeunes mères. En dépit des changements survenus au cours du XX^e siècle, la division sexuelle du travail et la socialisation aux rôles sociaux de genre sont toujours à la base de l'organisation des sociétés et des mentalités, ce qui peut les rendre plus tenaces que les lois.

Des études abordant la question de la socialisation des femmes par rapport au monde politique affirment que certains éléments de la vie d'une femme peuvent lui donner des dispositions et des aspirations contraires à celles qui résultent de la socialisation traditionnelle réservée aux femmes (Bennett et Bennett, 1989; Brodie, 1985; Clark, Clark et Chou, 1993; Costantini, 1990; Damico, Damico et Conway, 1998; Deutchman, 1985-1986, Fowlkes, 1983; Fowlkes 1984; Gingras, Maillé et Tardy, 1989; Kelly et Boutilier, 1978; Lee et Rinehart, 1995; Legault, Desrosiers et Tardy, 1988; Sapiro, 1983; Schlozman, Burns et Verba, 1994; Schlozman, Burns et Verba, 1999; Tardy, Tremblay et Legault, 1997; Tremblay et Pelletier, 1995; Verba, Burns et Schlozman, 1997). Une telle socialisation par laquelle une femme s'éloigne des dispositions et des rôles traditionnels féminins est appelée *contre-socialisation* par certains auteurs et certaines auteures. La théorie de la contre-socialisation (Fowlkes, 1983; Fowlkes, 1984) avance que les femmes engagées en politique, une activité non traditionnellement féminine, ont connu une socialisation les ayant éloignées des rôles traditionnels féminins à travers leur environnement familial ou par divers événements de leur vie. Un certain nombre d'éléments de l'environnement familial d'origine et de l'environnement actuel des femmes sont considérés par les auteures et les auteurs comme des facteurs de contre-socialisation prédisposant les femmes à l'activité politique parce qu'ils sont plus présents chez les politiciennes que dans la population féminine en général ou encore plus présents chez les politiciennes que chez les politiciens.

Dans le cadre de cette thèse, je tenterai de voir si les jeunes femmes québécoises qui sont actives en politique ont connu un environnement de socialisation différent de celui des femmes de leur âge dans l'ensemble, un environnement de socialisation qui les prédisposerait

à cet engagement. Cette comparaison avec leur groupe d'âge plutôt qu'avec la population féminine en général est essentielle parce que, suite à la seconde vague du féminisme, les trente dernières années ont vu une transformation marquée de la place qu'occupent les femmes dans la société ainsi qu'une évolution dans la manière d'éduquer les filles. L'ensemble des jeunes femmes d'aujourd'hui pourraient donc avoir connu un environnement de socialisation différent de celui de leur mère, si ce n'est qu'en raison du contexte social différent dans lequel elles ont grandi. D'emblée, cette socialisation pourrait les éloigner dans une certaine mesure des normes et des rôles traditionnels féminins. La comparaison permettra de voir si les militantes ont connu une contre-socialisation allant au-delà de celle de l'ensemble des femmes de leur génération dans la population en général.

Cette démarche permettra de voir si la socialisation implicite véhiculée par l'environnement est un facteur déterminant de l'engagement en politique pour ce groupe de femmes et de tester l'influence de certains facteurs de contre-socialisation dans leur cas. Afin d'explorer cette hypothèse, des entrevues ont été réalisées et des questionnaires ont été distribués auprès de jeunes femmes québécoises militant dans des partis politiques.

Le premier chapitre de cette thèse jettera les bases du travail de recherche et d'analyse. Le chapitre suivant présentera et analysera les données recueillies à l'aide des questionnaires et des entrevues au sujet de différents éléments de l'environnement de socialisation politique des femmes interrogées et comparera ces données à celles amassées dans le cadre d'une recherche documentaire au sujet de l'ensemble des femmes de 18 à 30 ans au Québec. En conclusion, je reprendrai les principales tendances observées en regard de la problématique et ouvrirai la réflexion au sujet de la socialisation politique des femmes.

CHAPITRE 1

Cadre théorique et opérationnalisation de la recherche

Afin de jeter les bases du travail, je présenterai tout d'abord dans ce chapitre les théories de la socialisation qui l'ont inspiré, c'est-à-dire celles de Pierre Bourdieu, d'Annick Percheron et de Diane L. Fowlkes. Elles serviront à expliquer la pertinence de l'étude de la question de la socialisation. Je présenterai ensuite la question spécifique et l'hypothèse de la recherche ainsi que l'opérationnalisation des concepts utilisés. Pour finir, je décrirai la méthodologie utilisée afin de tester l'hypothèse.

1.1 Théories de la socialisation

La socialisation politique est une question qui a généré une littérature abondante, en particulier entre la fin des années cinquante et le milieu des années quatre-vingt. Il existe donc plusieurs théories à ce sujet et un grand nombre d'études empiriques la mesurant de différentes manières, chez des populations variées, à divers moments et dans de multiples contextes. J'ai décidé de fonder mon travail sur les analyses de trois auteurs ayant travaillé la question de la socialisation : Pierre Bourdieu, Annick Percheron et Diane L. Fowlkes. Les travaux de Bourdieu assoient sur un système de domination sociale global le cantonnement des femmes dans la sphère privée et la reproduction de cet état de fait à travers l'histoire. Percheron endosse pour sa part certaines des idées de Bourdieu et les utilise pour l'analyse de la socialisation politique en particulier. Ses réflexions sur l'individu comme acteur de sa socialisation ouvrent la porte à l'idée d'une modification des rapports sociaux par le processus de socialisation. Fowlkes concrétise cette idée en avançant qu'une socialisation politique

s'éloignant de la socialisation féminine traditionnelle mènerait les femmes vers l'activité politique. Voici plus en détails les idées de ces auteurs.

1.1.1 Pierre Bourdieu — La socialisation et la domination

Cet exposé des idées de Pierre Bourdieu sur la socialisation féminine est inspiré d'un ouvrage paru en 1998 intitulé *La domination masculine*. Annick Percheron (1985) a aussi présenté la pensée de Bourdieu sur la socialisation proprement politique dans sa contribution au *Traité de science politique* de Madeleine Grawitz et Jean Leca. Les réflexions de Bourdieu sur la socialisation politique sont éparpillées dans l'ensemble de son œuvre, la synthèse qu'en fait Percheron est donc un outil salutaire pour leur compréhension.

Les travaux de Pierre Bourdieu abordent principalement la question de la domination. Cet auteur voit la socialisation comme un instrument de reproduction d'un système de domination. À la base de l'argumentation de Bourdieu sur la domination masculine se trouve une inversion de la justification qu'on donne traditionnellement à cette domination. Bourdieu croit, à l'instar des penseuses féministes, que la domination historique des hommes sur les femmes ne s'explique pas par les différences physiques entre les hommes et les femmes : ces différences biologiques seraient en fait une construction sociale servant à justifier une domination arbitraire des hommes. Bourdieu explique :

[L]oin que les nécessités de la reproduction biologique déterminent l'organisation symbolique de la division sexuelle du travail et, de proche en proche, de tout l'ordre naturel et social, c'est une construction arbitraire du biologique, et en particulier du corps, masculin et féminin, de ses usages et de ses fonctions, notamment dans la reproduction biologique, qui donne un fondement en apparence naturel à la vision androcentrique de la division du travail sexuel et de la division sexuelle du travail et, par là [*sic*], de tout le cosmos (1998 : 29).

Les différences entre les sexes seraient présentées comme naturelles afin de justifier « objectivement » la domination masculine. La socialisation sert à inculquer à l'individu cette vision du monde et ce qui en résulte, c'est-à-dire la division sexuelle du travail et les représentations de soi et de sa place dans la structure sociale qui en découlent (pour le dominant comme pour le dominé). La socialisation des femmes au statut de dominé passe par leur corps et le transforme. Pour Bourdieu (1998), la socialisation est à la fois « diffuse et continue » (p. 29) et explicite. Les femmes apprennent à tenir et à présenter leur corps, par exemple garder le ventre serré, sourire, baisser les yeux et se vêtir pudiquement, et à accepter leur place inférieure dans la société. Un tel façonnement du corps et de l'esprit au statut de dominé forge l'identité de la personne. Les dominées intègrent la domination masculine à leurs attitudes et à leurs comportements, mais aussi à leur vision du monde, à leur façon de se définir et d'appréhender la réalité.

Selon Bourdieu, une personne apprend et intègre sa place dans la société par mimétisme et de manière diffuse, par une discipline constante qui lui est inculquée, mais aussi par une socialisation explicite et ciblée. Sur le plan politique, Percheron (1985 : 175), qui étudie spécifiquement la socialisation politique chez les enfants, recense dans les écrits de Bourdieu ces deux types de socialisation. Tout d'abord, il y a l'intériorisation implicite de systèmes de valeurs par familiarisation dès la petite enfance. L'enfant comprend quelle place lui est réservée par ce que lui présente son environnement quotidien. Cette intériorisation « sert à habituer chacun à sa position dans la structure sociale, à donner à chacun le sentiment “librement” accepté de sa compétence ou de son incompétence sociale » (Percheron, 1985 : 175). Le second type de socialisation est réservé à un type d'enfant particulier. On

suppose à ces enfants une compétence sociale et politique supérieure et, par la force des choses, une socialisation particulière finit par leur donner cette compétence. C'est aux enfants des classes favorisées que l'on suppose une compétence politique supérieure et, à partir de cela, c'est à eux que l'on donne cette socialisation qui les rendra effectivement plus compétents. On développe chez eux des aptitudes, on leur inculque des comportements et leur donne des compétences et des connaissances les préparant à un rôle dominant. Ces enfants intériorisent leur rôle de meneur et leur place dominante dans la société. Tout le contraire se produit pour les enfants de classes inférieures qui intériorisent leur incompétence politique et le statut de dominé qui leur est assigné dans la structure sociale. L'ouvrage *La domination masculine* de Pierre Bourdieu est témoin du rapprochement que fait cet auteur entre le système de domination existant entre les classes sociales, d'une part, et le système de domination qu'on retrouve entre les genres, d'autre part.

C'est en intégrant la vision androcentrique du monde et la perception d'elles-mêmes qui en découle que les femmes en viennent à trouver la structure sociale naturelle et à tendre à la perpétuer. Leur statut de dominés leur fait développer des dispositions comme la gentillesse, l'attention aux besoins des autres et l'obéissance tout en leur réservant des occupations taillées sur mesure pour ces traits de personnalité : des occupations dans la sphère privée, des postes subalternes et des activités de service. La logique de la vocation fait concorder chez les femmes les dispositions, les goûts et les aptitudes qu'on leur inculque, d'une part, et les positions sociales et les occupations que leur statut de dominés leur réserve, d'autre part (Bourdieu, 1998 : 64). Cette logique s'applique à la participation politique. Dans la division traditionnelle des rôles, les femmes sont exclues de la politique. Elles seront

socialisées comme des êtres apolitiques; elles ne développeront pas les aptitudes qui leur seraient utiles dans ce genre d'activités, par exemple la compétitivité, l'agressivité, la confiance en soi ou l'ambition, et ne développeront pas d'aspirations politiques. Les femmes cultiveront des aspirations pour les tâches de la sphère privée (le mariage, les enfants, etc.). La socialisation fera en sorte que leurs personnalités et leurs aspirations seront en harmonie avec la place qui leur est assignée dans la structure sociale.

Comment sortir de cette structure de domination masculine? Pierre Bourdieu n'approfondit pas la question. Il dit par contre que le renversement de cette structure ne peut se faire par une simple prise de conscience de la domination par les dominées et les dominants ou même par un changement de la place des femmes dans le système économique. La domination masculine est inscrite profondément dans les cerveaux et dans les corps des acteurs, dans l'ordre social ainsi que dans les institutions — l'État en particulier. Pour renverser le système de domination masculine, il faudra, selon Bourdieu (1998 : 124), une action politique tenant compte de tous ces éléments.

Les réflexions des deux prochaines auteures offrent davantage d'espoir quant au renversement de cette domination, du moins en ce qui touche la participation politique.

1.1.2 Annick Percheron — La participation de l'individu à sa socialisation

Les travaux d'Annick Percheron sont intéressants dans le cadre de cette recherche parce qu'ils traitent spécifiquement de la socialisation politique. Même si elle n'étudie que la socialisation initiale, c'est-à-dire la socialisation des enfants et des adolescents, Percheron

ne nie pas l'existence d'une socialisation à l'âge adulte. Ses considérations théoriques et certains de ses résultats d'enquêtes seront donc utiles ici.

Percheron donne la définition suivante de la socialisation politique :

[1] la notion de socialisation politique, dans son acception la plus globale, désigne les mécanismes et les processus de formation et de transformation des systèmes individuels de représentation, d'opinions et d'attitudes politiques (1985 : 165).

Percheron (1985) se montre très critique à l'endroit des sociologues et des politicologues fonctionnalistes et des psychologues behavioristes américains qui ont étudié la socialisation au cours des années soixante. En plus de remettre en question la validité de leurs méthodes de recherche et de leurs résultats, elle conteste les motivations du genre d'études qu'ils réalisent. Ces auteurs et auteures s'intéressent à la socialisation infantile — et non à l'enfant lui-même — dans l'espoir qu'elle puisse les aider à expliquer les comportements des adultes qu'ils deviendront et à étudier les conditions de la reproduction du système et de l'ordre politiques actuels. Percheron (1974 : 11) s'intéresse pour sa part à la socialisation politique de l'enfance parce qu'elle fonde les systèmes de valeurs, précède les autres expériences et se caractérise par la malléabilité des sujets.

Annick Percheron reprend les idées de Pierre Bourdieu sur la socialisation et fait ressortir celles qui touchent plus particulièrement la socialisation politique. Pour Percheron comme pour Bourdieu, la socialisation politique n'est pas indépendante, elle fait partie du processus général de socialisation de la personne. Nonna Meyer et Anne Muxel (1993), en

introduction à un recueil de textes de Percheron sur la socialisation politique, présentent ce processus comme suit :

[l]a socialisation « politique » n'est qu'une dimension d'un processus plus large, la construction de l'identité sociale de tout individu, requérant l'acquisition d'un certain nombre de codes symboliques, de normes ou de conduites, parmi lesquels figurent les attitudes et les comportements politiques (1993 : 8).

Percheron ajoute aux idées de Bourdieu la notion d'interaction entre l'individu et la société dans la socialisation. S'inspirant d'autres auteurs, elle avance que l'enfant est partie agissante de sa socialisation : il ne fait pas que recevoir en héritage des représentations et des façons d'agir. Il réagit à son environnement, l'interprétant et cherchant à le modifier. La socialisation n'est pas qu'une accumulation de connaissances venant de l'extérieur, il s'agit d'un point de rencontre entre l'individu et ses connaissances préalables, d'une part, et de nouvelles expériences et connaissances, d'autre part (Percheron, 1985 : 182). L'individu intègre et s'approprie les connaissances, les expériences et l'environnement. Percheron écrit :

[c]'est par accommodations et assimilations successives que l'enfant parvient à s'approprier et à faire la synthèse entre les divers objets de ses expériences, à construire son propre système de représentations, son propre système de normes, de valeurs et de pratiques (1985 : 178).

Elle reconnaît que la socialisation n'est pas une affaire de choix individuels : le milieu conditionne et limite les possibilités des représentations, des valeurs et des pratiques qui peuvent se développer chez l'individu. Le champ des probables, le territoire de la socialisation, est déterminé par l'époque où l'enfant grandit, sa famille, sa société, etc. (1985 : 180).

Même si Percheron est d'accord avec Bourdieu sur le fait que la socialisation soit un moyen de reproduction des rapports sociaux, un des aspects notables de sa vision de la socialisation est qu'elle considère que l'interaction entre le socialisé et la société dans ce processus laisse la porte ouverte à l'idée de la socialisation comme agent de changement des rapports sociaux de génération en génération (1985 : 177). La socialisation initiale (de 0 à 16 ans) est, pour Percheron (1985 : 224), la trame, la matrice initiale des attitudes, des prédispositions, des perceptions et des représentations sur laquelle s'inscriront et à laquelle s'intégreront les expériences de toute la vie. Cette trame peut s'enrichir, changer de forme, produire des attitudes et des comportements différents à divers moments de la vie. Elle peut aussi être affectée par une rencontre ou encore par un événement personnel ou historique. Malgré tout cela, on y verra toujours une continuité. Percheron résume ainsi sa pensée :

[e]nvisager la socialisation comme processus formateur de grille de lecture, de prédispositions, d'attitudes profondes, c'est plaider en faveur de la persistance. Mais penser que les effets de la première socialisation ne s'effacent jamais complètement, ce n'est pas rejeter l'idée qu'une partie de l'identité et de la compétence du sujet puisse se transformer ni refuser qu'une même prédisposition puisse à des moments, dans des circonstances autres, produire des comportements dissemblables (1985 : 224).

Elle souligne également que la multiplicité des groupes auxquels appartient et s'identifie un individu (sexe, classe sociale, ville, etc.) fait en sorte que la socialisation devient un processus de confrontation des valeurs liées à ces différentes identités et mène à l'ouverture et à l'innovation (Percheron, 1985 : 182). La socialisation est un processus de création.

Annick Percheron reconnaît donc que la socialisation ne se termine pas à 16 ans et qu'elle peut servir d'instrument de changement. Tout en utilisant cette idée d'une socialisation continue tout au long de la vie, Diane L. Fowlkes explique avec sa théorie de la

contre-socialisation comment une socialisation qui diffère de la socialisation traditionnelle des femmes peut mener certaines d'entre elles vers la politique et leur donner l'ambition de solliciter un mandat de représentation.

1.1.3 Diane L. Fowlkes — La contre-socialisation

L'apport de Diane L. Fowlkes à la conceptualisation de la présente thèse est majeur, entendu que c'est la présence de certains facteurs de contre-socialisation politique qui sera examinée chez des jeunes femmes actives en politique, d'une part, et chez l'ensemble des jeunes Québécoises, d'autre part.

La notion de contre-socialisation a été élaborée par Diane L. Fowlkes (1983, 1984) au début des années quatre-vingt⁶. Selon cette auteure, il ne faut pas sous-estimer l'importance des questions de socialisation dans l'explication du faible nombre de femmes briguant les suffrages. Elle est d'avis que l'ambition politique ne peut être évaluée avec les mêmes instruments, avec le même modèle, pour les hommes et pour les femmes. Elle conteste plus précisément l'approche utilitariste selon laquelle une personne qui décide de se lancer en politique fonde son choix sur un calcul de coûts et de bénéfices matériels et psychologiques en jugeant la situation comme elle se présente à elle à ce moment-là (Fowlkes, 1984 : 6). Selon Fowlkes, pour une femme, un bilan positif à ce calcul de coûts et de bénéfices ne suffit pas. L'ambition politique de la femme doit s'expliquer par des éléments de son passé ou de sa vie actuelle qui permettent de comprendre le fait qu'elle passe par-dessus les rôles que la

6

Rita Mae Kelly et Mary A. Boutilier (1978) avaient, quelques années plutôt, examiné les différences de socialisation entre les femmes politiques et les épouses de politiciens, mais Diane L. Fowlkes est celle qui a développé la théorie de la contre-socialisation à proprement parler et qui l'a nommée ainsi.

société lui assigne en raison de son genre, rôles qui devraient la garder hors de l'arène politique⁷. Fowlkes affirme que les femmes qui s'engagent en politique connaissent ou ont connu des expériences qui les ont éloignées des rôles et des valeurs traditionnellement assignés à leur genre par la socialisation. Elles ont connu une réorientation psychologique. C'est ce que Fowlkes appelle la *contre-socialisation*. Selon elle (Fowlkes, 1983 : 182), cette notion pourrait être utile pour expliquer l'ambition politique chez les membres de groupes minorisés comme les femmes et les minorités raciales.

Fowlkes (1984 : 9-11) met l'accent sur quatre instances possibles de contre-socialisation en matière d'ambition politique. La première instance serait la socialisation au sein de la famille pendant l'enfance, tout particulièrement en ce qui touche la politique. Pour une femme, le fait que l'accent soit mis dans sa famille sur l'activité politique plutôt que sur le mariage et les enfants ainsi que l'engagement en politique de membres de la famille seraient des facteurs de contre-socialisation. En second lieu, Fowlkes pose les différentes étapes de la vie et les rôles exercés par une femme à l'âge adulte comme des facteurs potentiels de contre-socialisation. Elle parle de la maternité, du mariage, de l'occupation d'un emploi rémunéré et de l'action communautaire, bref des événements ou des conditions de vie à l'âge adulte. Le troisième vecteur possible de contre-socialisation politique serait une reconnaissance de l'existence des intérêts politiques des femmes. En dernier lieu, s'appuyant sur la littérature, Diane L. Fowlkes ajoute à son analyse le statut socio-économique. La société aurait à l'égard de ceux qui ont un statut professionnel, une instruction, un nombre

7

Diane L. Fowlkes (1984 : 7) précise que son étude a été réalisée auprès de femmes blanches et que, par conséquent, ses conclusions ne peuvent être généralisées à l'ensemble des femmes américaines.

d'années de résidence dans leur collectivité et un revenu élevés des attentes en matière d'engagement politique. Ces attentes pourraient pousser une femme de ce statut à dépasser les rôles traditionnels féminins et accentuer sa contre-socialisation (Fowlkes, 1984 : 11)

Ce sont de tels vecteurs de contre-socialisation politique qui seront analysés ici dans le cas des jeunes femmes actives en politique et de l'ensemble des femmes de leur âge au Québec.

1.2 Question spécifique et hypothèse

La socialisation figure-t-elle parmi les obstacles à l'entrée des femmes en politique lorsqu'on parle de la génération des 18 à 30 ans? Voilà la question fondatrice de cette étude.

La recherche porte sur les femmes âgées de 18 à 30 ans en 1999, c'est-à-dire les femmes nées entre 1969 et 1981. J'ai décidé d'étudier ce groupe d'âge pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, cette période de la vie en est une de transition. C'est à ce moment que les femmes (et les hommes) entrent dans la société comme citoyennes actives. Pour Anne Muxel (1991), cette phase transitoire d'insertion dans la société est assez particulière pour qu'on l'étudie séparément et qu'on lui donne l'appellation de *période moratoire*⁸. En second lieu, le fait que ce groupe d'âge soit généralement perçu comme apolitique ou

8

Muxel situe la période de transition entre 20 et 25 ans, mais la catégorie a été élargie ici pour des raisons méthodologiques, c'est-à-dire afin de réunir le plus grand nombre de répondantes possible. Je ne crois pas abuser du concept de période d'insertion de Muxel en étendant la tranche d'âge vu la fluidité de la définition du concept de jeunesse (Gauthier, 1999) et l'étalement de la période d'insertion sociale observé ces dernières années.

dépolitisé (Hudon et Fournier, 1994) justifie que l'on s'intéresse à ce qui pousse certaines de ses membres à s'engager en politique⁹.

Finalement, les jeunes femmes qui ont entre 18 et 30 ans aujourd'hui forment la première cohorte à avoir grandi pendant et après la seconde vague du féminisme au Québec. Il sera intéressant d'observer l'influence que le mouvement et les avancements qu'il a suscités pour les Québécoises ont pu avoir sur l'environnement de socialisation des jeunes femmes actuelles, entre autres en ce qui a trait à leur instruction et leur occupation ainsi qu'à celles de leurs mères. De plus, ces femmes font aussi *grosso modo* partie de la première génération à avoir vécu l'entièreté de leur vie dans un Québec post-Révolution tranquille. Cal Clark, Janet Clark et Bih-er Chou (1993 : 506) ont identifié comme facteur de contre-socialisation chez les politiciennes de Taiwan le fait de vivre dans une société où la modernisation économique a érodé les structures sociales patriarcales. Ethel Klein (1984 : 117) affirme que le contexte historique dans lequel grandissent les femmes influence leur propension à développer une conscience féministe. Il n'est pas exclu que les changements sociaux qui ont suivi la Révolution tranquille au Québec aient eu un effet similaire de contre-socialisation sur les femmes visées par l'étude.

Dans la présente étude, *être active en politique* veut dire être membre d'un des principaux partis politiques fédéraux ou provinciaux au Québec. Certaines auteures incluent dans leur définition de la politique autre chose que la politique électorale. Par exemple, Iva Ellen Deutchman (1985-1986) définit la participation politique très largement afin

9

William Mishler (1979 : 102) considère d'ailleurs que le fait que les jeunes soient en période de transition (départ du foyer parental, mariage et entrée sur le marché du travail) explique leur faible participation politique.

d'inclure des sphères où les femmes ont plus de chances d'être actives et d'exercer du pouvoir. Afin d'observer la relation que les femmes ont avec le pouvoir où elles en ont, en plus d'étudier les formes officielles de participation (le vote, l'inscription à un parti ou l'appui à un groupe de pression), Deutchman sonde les orientations des femmes et des hommes face au pouvoir dans la famille, à l'école, au travail, dans le groupe d'amis, dans les organisations bénévoles, dans la communauté, à l'église, dans le couple, dans le pays et dans le monde. Une telle vision du politique n'a pas été adoptée pour le recrutement des participantes à la présente recherche. J'ai restreint le concept d'*activité politique* à l'engagement dans un parti politique parce que cette thèse s'inscrit dans la lignée des études sur la faible présence des femmes dans les organes de représentation et que les partis politiques sont la voie presque exclusive d'accès à ces assemblées au Québec et au Canada¹⁰.

Afin de savoir si leur environnement de socialisation est un obstacle à l'entrée en politique des jeunes femmes au Québec, la question spécifique suivante est posée :

Au Québec, les femmes de 18 à 30 ans qui sont actives en politique connaissent-elles un environnement de socialisation politique différent de celui de l'ensemble des femmes de leur génération en ce qu'il les prédispose à cet engagement?

L'hypothèse qui en découle se lit comme suit :

Au Québec, les femmes de 18 à 30 ans qui sont actives en politique connaissent un environnement de socialisation politique différent de celui de l'ensemble des femmes de leur génération en ce qu'il les prédispose à cet engagement.

10

Au mois de janvier 2001, tous les députés et les députées élus à l'Assemblée nationale et à la Chambre des communes étaient affiliés à un parti politique.

Pour tester cette hypothèse, l'environnement de socialisation d'un groupe de jeunes femmes actives en politique sera comparé à celui de l'ensemble des femmes de cette génération. Dans le cas de la génération étudiée ici, en raison des changements survenus dans l'environnement de socialisation des jeunes femmes québécoises en général, il importe d'effectuer une comparaison entre l'environnement de socialisation du groupe des femmes actives en politique et celui de l'ensemble des femmes de leur âge afin d'évaluer la pertinence de la socialisation comme facteur explicatif du faible nombre de ces femmes en politique. On ne peut se contenter d'une comparaison à l'ensemble de la population féminine québécoise en raison des particularités de cette génération. Certains éléments de l'environnement de socialisation ont été et restent différents pour les femmes des générations précédentes, notamment en ce qui a trait à l'instruction, aux métiers exercés et à l'activité politique.

Si les données n'appuient pas l'hypothèse, c'est-à-dire que l'environnement de socialisation des militantes s'avère semblable à celui de la population générale des femmes de leur âge, cela remettra en question l'idée de l'environnement de socialisation comme explication du peu d'engagement des jeunes femmes en politique. Si au contraire les données tendent à appuyer l'hypothèse, c'est-à-dire qu'il existe des différences marquées entre l'environnement de socialisation des militantes politiques et celui de la population générale des femmes de 18 à 30 ans au Québec, l'environnement de socialisation pourra être considéré, comme dans le cas des générations précédentes, comme une des explications du faible nombre de femmes actives en politique, cela en tenant compte, bien sûr, des limites de la présente recherche.

1.3 Opérationnalisation

Je présenterai ici brièvement l'opérationnalisation du concept d'environnement de socialisation politique qui a servi à préparer la grille d'analyse et les outils de cueillette de données. Plus de détails et de références documentaires sur chacun des éléments seront offerts dans le chapitre suivant avec la présentation et l'analyse des résultats.

Les vecteurs de socialisation que j'ai décidé d'examiner ont été identifiés par des auteurs et auteurs comme étant des facteurs d'une contre-socialisation aux rôles de genre en matière politique. Ces vecteurs ont surtout été proposés et testés par Cal Clark, Janet Clark et Bih-er Chou (1993) et Diane L. Fowlkes (1983, 1984). Il s'agit de l'environnement socio-économique d'une personne et celui de sa famille d'origine, des liens de la famille avec la politique et de l'exemple de la mère. Les figures 1.1, 1.2 et 1.3 présentent schématiquement l'opérationnalisation des trois vecteurs de contre-socialisation étudiés.

Figure 1.1

Opérationnalisation — Environnement socio-économique

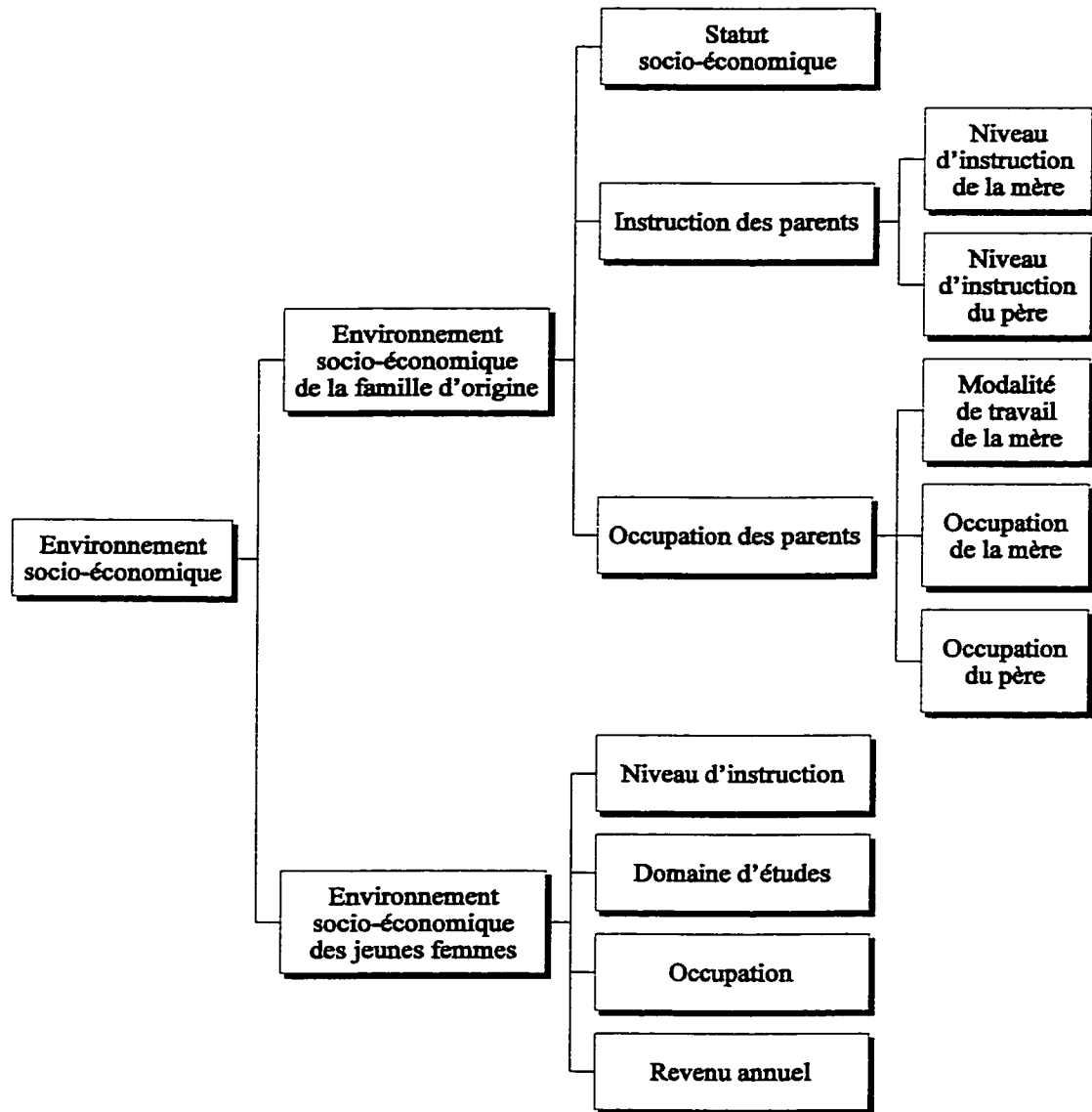


Figure 1.2

Opérationnalisation — Liens de la famille avec la politique et l'action communautaire

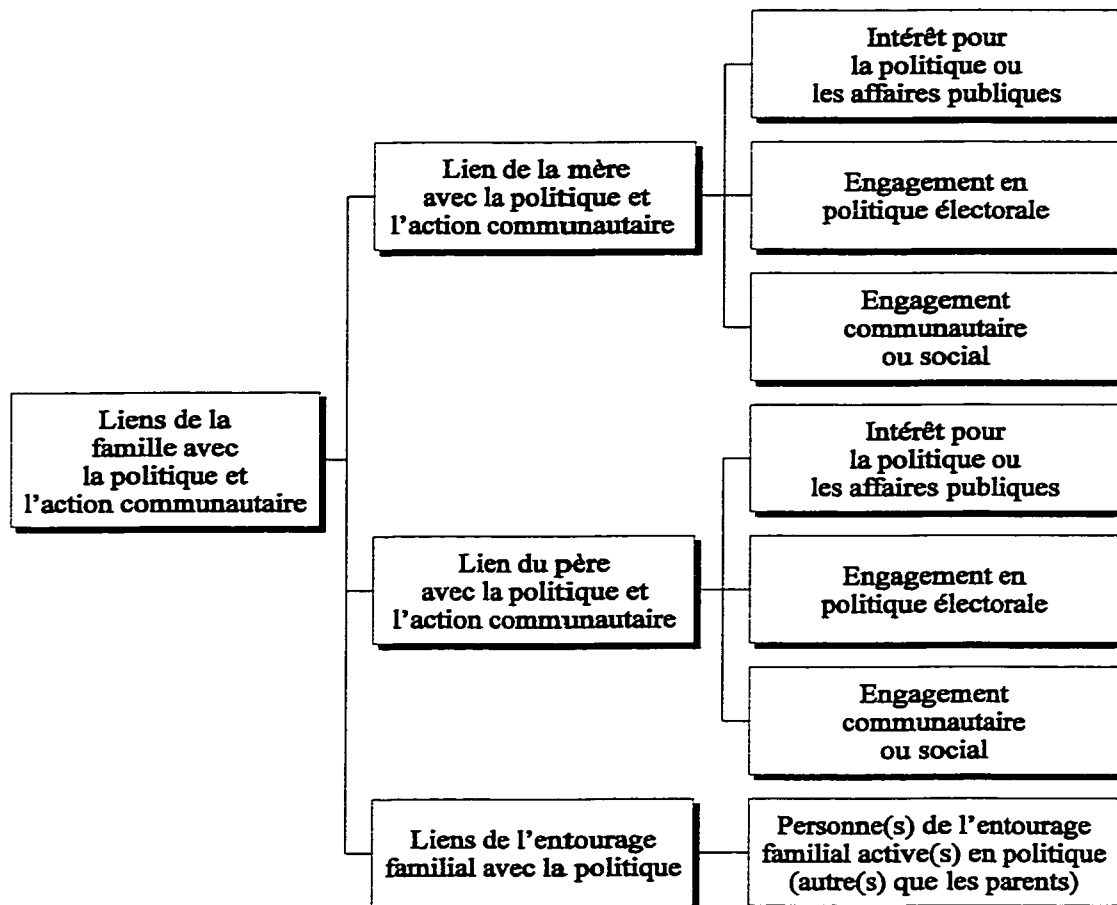
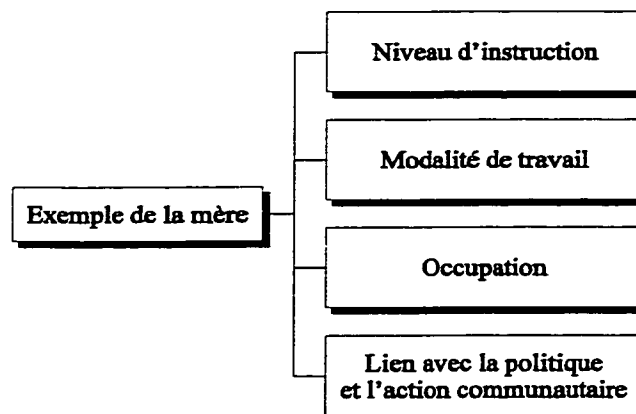


Figure 1.3

Opérationnalisation — Exemple de la mère



En ce qui a trait à l'environnement socio-économique (figure 1.1), la première composante étudiée comme agent de socialisation est l'environnement socio-économique dans lequel a grandi l'individu. Tout d'abord, la place que sa famille occupe dans la société peut influencer sur le sentiment d'efficacité politique et sociale d'une individu ainsi que sur le rôle qu'elle croit pouvoir occuper dans la société à l'âge adulte (Clark, Clark et Chou, 1993 : 495). Je n'ai pas utilisé l'indicateur *revenu* pour jauger le statut socio-économique parce qu'on peut supposer que l'impression de la répondante sur la situation sociale et économique de sa famille aura plus d'influence sur sa compétence politique subjective que le revenu réel de ses parents. De plus, un même niveau absolu de revenu peut être perçu comme modeste ou élevé selon le milieu dans lequel vit la famille. À cela s'ajoute la difficulté méthodologique de mesurer les revenus d'une ou de deux personnes rétrospectivement et pour une période d'une vingtaine

d'années en interrogeant quelqu'un, leur enfant, qui n'est peut-être pas au courant de cette donnée. Pour évaluer le statut socio-économique, j'ai plutôt utilisé une échelle qualitative, demandant à chaque répondante si elle avait grandi dans un milieu modeste, dans un milieu de classe moyenne ou dans un milieu aisé et si cette situation avait changé au cours de son enfance ou de son adolescence.

Les niveaux de scolarité des parents et leurs occupations sont utilisés à titre d'indicateurs du niveau socio-économique mais aussi parce qu'ils font partie du contexte familial général et peuvent influencer notamment sur les valeurs des parents. Par exemple, Virginia Sapiro (1983 : 65) affirme qu'une éducation poussée est liée à un point de vue plus égalitariste, notamment en matière de rôles de genre. Dans le cas des mères, en plus d'examiner le type d'occupation, j'ai aussi considéré le fait qu'elles aient travaillé ou non à l'extérieur du foyer pendant la plus grande partie de la vie de leur fille. Virginia Sapiro (1983) intègre ce facteur, le fait de travailler à l'extérieur du foyer familial, à son analyse de la socialisation politique des femmes et Évelyne Tardy, Manon Tremblay et Ginette Legault (1997 : 42) ont observé que les mères des maîtresses québécoises qu'elles ont interrogées étaient plus souvent en emploi que les mères des mairies de leur échantillon.

Dans l'optique d'une socialisation continue, il faut prendre en ligne de compte les expériences récentes et actuelles des répondantes comme facteurs possibles de contre-socialisation. Par exemple, le niveau socio-économique d'une personne au moment où on l'interroge à l'âge adulte peut avoir un effet semblable à celui du milieu socio-économique d'origine (Clark, Clark et Chou, 1993 : 495; Fowlkes, 1984 : 11). L'instruction et le type de métier exercé par une individuée peuvent également avoir une influence sur sa perception de

sa compétence sociale et politique. Dans la même veine, Deutchman (1985-1986 : 85) a trouvé que plus le niveau d'éducation des femmes interrogées était élevé, moins elles avaient d'anxiété face au pouvoir et qu'il suffisait que les femmes n'aient pas d'anxiété face au pouvoir pour qu'elles en désirent. L'environnement socio-économique de la personne au moment de l'entrevue et de la complétion du questionnaire est donc un élément de contre-socialisation qui a été examiné dans la présente recherche.

Pour étudier l'environnement de socialisation actuel des répondantes, j'ai utilisé les indicateurs du niveau d'instruction, du domaine d'études, de l'occupation et du revenu annuel. Le niveau d'instruction aurait des répercussions positives sur la politisation selon nombre d'auteurs et d'auteurs (Bennett et Bennett, 1989; Clark, Clark et Chou, 1993; Damico, Damico et Conway, 1998; Deutchman, 1985-1986; Gingras, Maillé et Tardy, 1989; Lee et Rinehart, 1995). L'occupation et le domaine d'études permettent aussi de jauger l'environnement dans lequel les répondantes évoluent. Les mêmes valeurs face à la politique et à la place des femmes dans la société ne sont pas véhiculées dans tous les milieux de travail et les professions ni dans tous les environnements et les programmes scolaires. Je n'ai pas eu recours ici à la perception que les répondantes avaient de leur niveau socio-économique comme dans le cas de la famille d'origine. Puisqu'il est question de jeunes personnes en période de transition et d'insertion sociale, il se peut qu'un bon nombre des répondantes n'auraient su ou n'auraient pu se situer dans des catégories socio-économiques.

Le second élément de l'environnement de socialisation analysé ici est le lien existant entre la famille de la répondante et la politique et l'action communautaire (figure 1.2). Clark, Clark et Chou (1993 : 500) présentent le fait qu'il y ait un ou des membres de la famille qui

soient actifs en politique comme un facteur de contre-socialisation qui pourrait mener à l'engagement politique. Voici ce qu'écrivent Évelyne Tardy, Manon Tremblay et Ginette Legault sur les liens existant entre les familles des maires et des mairesses du Québec et la politique :

[p]our la majorité des maires et mairesses, l'engagement politique prend sa source dans la famille. Non seulement auprès des parents (pères et mères), mais aussi auprès d'autres membres de la famille élargie (en particulier les oncles). Précisément, 39 % des mairesses et 55 % des maires ont vécu dans des familles où quelqu'un avait fait de la politique municipale. [...] Les maires et les mairesses viennent, dans la grande majorité, de familles politisées qui ont su donner à leurs enfants sinon le goût pour la politique municipale, à tout le moins l'intérêt pour la politique. [...] Dans le cas des mairesses, cela illustre la contre-socialisation qui fait échec aux normes culturelles qui ont contribué à exclure les femmes du champ politique. Il est évident qu'un milieu politisé les a aidées à transgresser certains rôles sociaux, encore très sexués, qui contribuent à éloigner les femmes de la politique (1997 : 41).

Les participantes à la présente étude ont été interrogées sur l'engagement en politique de leurs parents. Dans les cas où ces personnes n'étaient pas actives en politique, une autre question portait sur leur intérêt pour la politique et les affaires publiques. Le questionnaire de l'entrevue comprenait également des questions sur l'engagement social et communautaire des parents. D'autre part, les répondantes ont aussi été interrogées sur les activités politiques d'autres membres de leur famille ou de personnes proches de celle-ci. Nombre d'auteurs et d'auteurs ne restreignent pas l'influence politique aux parents. Anne-Marie Gingras, Chantal Maillé et Évelyne Tardy (1989) ainsi que Manon Tremblay et Réjean Pelletier (1995) incluent les autres membres de la parenté dans leur analyse. Annick Percheron (1974 : 6) affirme même que toute personne active en politique qu'un enfant connaît peut influencer sur l'engagement politique de celui-ci.

Le troisième vecteur de contre-socialisation examiné dans le cadre de cette thèse est l'exemple donné par la mère (figure 1.3). Selon différentes recherches, l'exemple de la mère serait un facteur probant de contre-socialisation. Fowlkes (1984 : 23) ainsi que Clark, Clark et Chou (1993 : 500) ont découvert qu'une bonne partie des politiciennes interrogées dans le cadre de leurs recherches avaient eu une mère qui s'intéressait à la politique et qui détenait un niveau de scolarisation assez élevé. Dans cette courte section, je reprendrai les résultats qui auront déjà été présentés au sujet des mères. Il s'agira de leur niveau d'instruction, de leur modalité de travail, de leur occupation et de leur lien avec la politique et l'action communautaire.

À l'aide de cette grille d'analyse, afin de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse, les données recueillies dans les questionnaires et les entrevues seront comparées avec des données semblables pour la population féminine de 18 à 30 ans du Québec. Je décrirai au fur et à mesure de la présentation des résultats les indicateurs précis ayant permis de décrypter les entrevues et les questionnaires. La section qui suit traite de la méthodologie utilisée.

1.4 Méthodologie

Dans les prochains paragraphes, je présenterai les outils ayant servi à la collecte des données, les précautions déontologiques adoptées, les démarches entreprises afin de constituer l'échantillon de personnes à interroger ainsi que la manière dont se sont déroulées les entrevues.

Un protocole d'entrevue ainsi qu'un questionnaire écrit ont été élaborés en français et en anglais (voir l'annexe)¹¹. Les questions d'entrevue portaient sur le milieu d'origine de la personne et sur son environnement socio-économique actuel, sur les liens entre sa famille et la politique et l'action communautaire ainsi que sur ses activités politiques. Le questionnaire comportait des questions sur l'environnement de socialisation en plus de quelques questions factuelles.

À l'origine, les critères de recrutement de l'échantillon étaient assez stricts. Pour rendre le processus d'entrevue plus simple, je voulais trouver des jeunes militantes de la région de l'Outaouais, de 18 à 30 ans, qui étaient actives en politique depuis moins d'un an environ. Ce dernier critère s'inscrivait dans l'optique d'une socialisation continue : si une femme est active en politique depuis longtemps, elle y a peut-être vécu des expériences de contre-socialisation (Sapiro, 1983) et le portrait qu'on fait de sa socialisation est donc faussé; on ne peut observer la socialisation qui l'a mené en politique en premier lieu¹².

Avant d'entreprendre les démarches de recrutement de l'échantillon, le projet de recherche a été présenté au comité de déontologie de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa. Une description du projet, une copie des instruments de collecte de données, une copie du formulaire de consentement et les réponses à un questionnaire sur les méthodes employées ont été soumises au comité qui les a trouvées conformes à ses règles et

11

Les réponses à certaines des questions posées ne se sont pas avérées utiles dans le processus de vérification de l'hypothèse. Ces réponses ne seront donc pas présentées dans le cadre de ce rapport de recherche. L'annexe présente les questions dont les résultats sont analysés ici.

12

Ce critère était particulièrement important pour assurer la validité des réponses à certaines des questions dont les résultats ne sont pas présentés ici.

a autorisé le début du recrutement de l'échantillon et de la collecte des données. Les principales précautions déontologiques qui ont dû être prises dans le cadre de cette recherche sont les suivantes :

- Lors des contacts téléphoniques avec les présidents et présidentes d'associations locales de partis politiques qui ont servi au recrutement de l'échantillon, après avoir présenté le projet, je demandais à la personne au bout du fil si elle voulait bien transmettre mes coordonnées à des femmes de son organisation répondant aux critères énoncés. Cette méthode de recrutement, conforme à l'autorisation du comité, a été adoptée afin que les répondantes potentielles prennent l'initiative de leur participation à l'étude.
- Chaque participante a signé un formulaire de consentement dans lequel il était indiqué qu'elle pouvait refuser de participer à l'étude et qu'elle était libre de se retirer de l'étude en tout temps et de refuser de répondre à certaines questions. Le consentement des participantes leur a aussi été demandé pour l'enregistrement de l'entrevue. Ces procédures étaient conformes aux exigences du comité de déontologie de la Faculté des sciences sociales.
- Afin de conserver l'anonymat des participantes, toute information pouvant mener à leur identification (parti, ville, lieu de travail, etc.) a été exclue du présent document. Certaines informations sont présentées globalement (ex. x répondantes ont étudié en droit). Quand la présentation se fait de manière individuelle pour les participantes ou pour leur entourage, les données ont été mélangées afin que, par exemple, la répondante A ne soit pas nécessairement la fille de la mère A ou le père B, le conjoint de la mère B. Aussi, l'homme identifié comme le père C n'est pas nécessairement la

même personne d'une partie de l'analyse à une autre. Sans ces précautions, certains rapprochements entre les données présentées auraient pu rendre possible l'identification des participantes et de leurs proches¹³.

- La confidentialité des participantes a été assurée par un entreposage sécuritaire des enregistrements et des transcriptions d'entrevues à mon domicile, dans un classeur personnel. Les enregistrements seront détruits une fois le travail terminé.

Une fois l'approbation du comité de déontologie obtenue, des démarches téléphoniques ont été entreprises auprès des présidents et des présidentes des associations de comté des partis suivants dans la région de l'Outaouais : l'Action démocratique du Québec (ADQ), le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ) au niveau provincial et le Bloc Québécois (BQ), le Nouveau Parti Démocratique (NPD), le Parti libéral du Canada (PLC), le Parti progressiste-conservateur du Canada (PC) et le Parti réformiste du Canada (PR) au niveau fédéral. Ces démarches n'ayant pas porté de fruits abondants, la recherche a été ouverte à l'ensemble des régions du Québec et la période d'activité politique a été élargie. Les présidentes et présidents des associations de jeunes des partis politiques ont été contactés. Quand une telle structure n'existait pas, j'ai cogné à la porte des organisations centrales ou provinciales des partis politiques.

Un suivi a été assuré auprès des personnes-ressources des partis lorsqu'elles avaient dit qu'elles réfléchiraient ou encore qu'elles communiqueraient mes coordonnées à des

13

Malgré toutes les précautions prises, il s'avère possible de faire des rapprochements entre quelques-unes des données au sujet des parents. Par contre, ces rapprochements ne permettent pas de lier les parents à leur fille et ne mettent pas en péril l'anonymat des participantes ou de leurs proches.

répondantes potentielles et que celles-ci tardaient à me contacter. La méthode boule de neige d'échantillonnage a aussi été utilisée : certaines participantes ont transmis mes coordonnées à des femmes de leur connaissance qui répondaient aux critères. En tout, huit personnes m'ont contactée dont une qui était active en politique depuis environ six ans et qui n'a pas été retenue en raison de son long passé de militante. L'échantillon fut donc formé de sept personnes.

Cette manière de former l'échantillon et le faible nombre de participantes recrutées font en sorte qu'on ne peut considérer les résultats de cette étude comme représentatifs ni au plan statistique ni au plan qualitatif puisque la saturation des données n'a pas été atteinte. Parce que la plupart d'entre elles ont été recrutées par des contacts avec des présidents et des présidentes d'organisations jeunesse, des secrétaires ou présidents d'associations régionales ou encore des personnes travaillant aux administrations centrales des partis, l'échantillon est formé de personnes très actives dans leurs partis respectifs. Il s'agit souvent de « super-militantes » occupant des postes bénévoles élevés dans la hiérarchie de la section jeunesse ou encore travaillant pour une quelconque structure du parti, pour un ministre ou encore pour le chef du parti. L'échantillon n'est donc probablement pas représentatif de l'ensemble des formes d'engagement des jeunes femmes dans les partis politiques au Québec.

L'échantillon recueilli suite à ce processus, quoique peu fourni, est diversifié sur plusieurs plans. Huit partis politiques ont été sollicités. L'échantillon compte des représentantes de cinq d'entre eux. Le PLC, l'ADQ et le Bloc Québécois comptent chacun deux militantes dans l'échantillon. Le Parti réformiste en compte une. Une des militantes du Bloc est aussi active au sein du Parti québécois.

Les femmes formant l'échantillon sont nées entre 1971 et 1978, elles avaient donc entre 21 et 28 ans en 1999 lors des entrevues et de l'administration des questionnaires. L'échantillon compte six francophones et une anglophone. Les difficultés de formation de l'échantillon ont fait que le critère initial d'un engagement de moins d'un an a été délaissé. Toutefois, parce que, lors des contacts initiaux avec les partis, j'avais signifié à mes interlocuteurs le contexte de la recherche, la plupart des personnes qui m'ont contactée n'étaient pas des militantes de longue date. Les militantes interrogées étaient actives en politique en moyenne depuis 23 mois. Les premières activités partisans de la participante la moins expérimentée remontaient à 4 mois et celles de la plus expérimentée, à 4 ans.

Des entrevues semi-directives ayant duré entre 7 et 48 minutes ont été réalisées entre le 23 août et le 14 septembre 1999. Deux des entrevues ont été réalisées en personne sur le lieu de travail des répondantes à la convenance de celles-ci. Les autres entrevues ont été faites par téléphone parce que les participantes demeuraient hors de la région outaouaise ou parce que cette méthode était plus pratique pour elles. Six des entrevues ont été enregistrées sur cassette. Une des participantes a refusé d'être enregistrée; ses réponses ont été retranscrites à mesure pendant l'entrevue. À la fin des entrevues en personne, le questionnaire, accompagné d'une enveloppe affranchie, était remis aux participantes. Suite aux entrevues téléphoniques, les mêmes documents étaient envoyés par la poste. Tous les questionnaires ont été retournés et tous étaient remplis.

Cette thèse repose sur les réponses données par sept femmes aux questions d'une entrevue semi-directive et d'un questionnaire auto-administré ainsi que sur des données statistiques servant à établir une comparaison avec l'ensemble des femmes de 18 à 30 ans au

Québec. Les règles de déontologie ont été observées afin d'assurer l'anonymat des participantes et le bon déroulement de la recherche selon les normes de l'Université d'Ottawa en matière d'éthique. L'échantillon est diversifié aux plans de l'âge des répondantes et des partis politiques représentés. Le peu de personnes interrogées et le fait qu'il s'agisse de femmes souvent actives dans les hautes instances jeunesse de leur parti ou dans l'appareil politique rendent impossible une généralisation des résultats de cette étude à l'ensemble des jeunes militantes québécoises.

* * *

La présente thèse cherchera donc à vérifier la pertinence de l'environnement de socialisation politique comme facteur explicatif de la faible présence des femmes en politique dans le cas des jeunes femmes au Québec. Pour cela, la question suivante sera examinée :

Au Québec, les femmes de 18 à 30 ans qui sont actives en politique connaissent-elles un environnement de socialisation politique différent de celui de l'ensemble des femmes de leur génération en ce qu'il les prédispose à cet engagement?

L'hypothèse sera :

Au Québec, les femmes de 18 à 30 ans qui sont actives en politique connaissent un environnement de socialisation politique différent de celui de l'ensemble des femmes de leur génération en ce qu'il les prédispose à cet engagement.

Pour vérifier cette hypothèse, l'environnement de socialisation d'un échantillon de femmes actives dans des partis politiques sera comparé à celui de l'ensemble des femmes de la même génération. On pourra dire que les données appuient l'hypothèse s'il existe des différences marquées d'environnement de socialisation entre les militantes politiques et la

population générale des femmes de 18 à 30 ans dans le sens d'une contre-socialisation pour les premières. Si tel est le cas, tout en gardant à l'esprit les limites de la présente étude, l'environnement de socialisation pourra être considéré comme une explication du peu de femmes actives en politique chez les jeunes. Si par ailleurs l'environnement de socialisation des deux populations s'avère semblable, ce facteur, l'environnement de socialisation aux rôles de genre en matière de politique, devra être écarté comme explication du faible nombre de femmes actives en politique au Québec chez les 18 à 30 ans.

Le prochain chapitre présente et analyse les résultats de l'enquête réalisée.

CHAPITRE 2

Présentation et analyse des résultats

Dans ce chapitre, en mesurant les différents facteurs de socialisation politique adoptés, on pourra arriver à dresser un portrait général de l'environnement dans lequel les jeunes femmes interrogées ont vécu et vivent présentement. On pourra ainsi voir si ces facteurs environnementaux participent d'une contre-socialisation des répondantes au plan politique. Les vecteurs de contre-socialisation étudiés, soit l'environnement socio-économique, les liens de la famille avec la politique et l'exemple que donne la mère, ont été sélectionnés à partir des littératures de la socialisation et de la contre-socialisation politiques.

Dans le cadre des études sur la socialisation, il est important d'observer l'environnement pour les raisons énoncées au premier chapitre. Les facteurs environnementaux forment à la fois la toile de fond et le contenu de la socialisation implicite de l'individu à laquelle Annick Percheron et, surtout, Pierre Bourdieu donnent une importance certaine. La socialisation, selon Bourdieu, se fait à l'école et dans la famille de manière à la fois implicite et explicite. L'individu y apprend les comportements et les attitudes désirables, notamment par rapport à la politique. C'est aussi dans la famille et à l'école que s'apprennent les différences entre les comportements et les attitudes dites masculines ou féminines. Selon Percheron, chaque personne est actrice de sa socialisation; ce sont les différents éléments de l'environnement social et familial qui établiront le champ des possibles et des probables de la socialisation. C'est aussi à travers l'environnement de socialisation que se fera la transmission de valeurs importantes comme le rôle des femmes dans la société, ce que sont un bon citoyen et une bonne citoyenne, la place que l'individu occupe dans la structure sociale, la place de

l'activité politique dans la vie d'une personne ainsi que l'accessibilité et l'à-propos de l'engagement politique.

Certains événements et conditions de vie au cours de l'enfance et de la vie adulte sont des facteurs de la réorientation psychologique que Diane L. Fowlkes (1983) observe chez les militantes politiques ambitieuses. Il s'agit de conditions de vie actuelles et passées qui favorisent le développement de caractéristiques personnelles prédisposant à l'engagement en politique. Ce sont ces conditions que j'explore ici. Je tenterai de voir pour chacun des vecteurs de contre-socialisation choisis si la situation des jeunes femmes actives en politique diffère de celle de l'ensemble des femmes de leur génération.

Tout d'abord, je présenterai l'environnement socio-économique des répondantes et de leurs familles d'origine. En ce qui a trait à la famille d'origine, les dimensions étudiées sont le statut socio-économique tel que perçu par la répondante ainsi que l'instruction et l'occupation des parents. Dans le cas des participantes elles-mêmes, il s'agit du degré d'instruction, du domaine d'études, de l'occupation et du revenu annuel. La seconde section du chapitre présentera les liens existant entre la famille de la répondante, d'une part, et la politique et l'action communautaire, d'autre part. J'ai examiné l'intérêt des parents pour la politique et les affaires publiques et leur engagement politique et communautaire ainsi que les liens d'autres membres de la famille et de proches avec la politique. La dernière section traitera de l'exemple de la mère en matière de socialisation politique. J'y reprendrai les principales conclusions tirées au sujet de l'instruction des mères, de leur occupation ainsi que de leur lien avec la politique et l'action communautaire et les examinerai à la lumière de la littérature sur l'importance de la mère dans la socialisation politique.

Comme je l'ai mentionné précédemment, le nombre restreint de femmes dans l'échantillon et le mode de recrutement empêchent de tirer des conclusions solides sur la population des jeunes femmes québécoises actives en politique. Je présenterai donc les résultats et mettrai en évidence les tendances qui en ressortent sans prétention à la validité statistique ni à la généralisation.

2.1 Environnement socio-économique

L'environnement socio-économique des répondantes au cours de leur enfance et de leur adolescence ainsi qu'au moment de la collecte des données est le premier vecteur de socialisation qui sera étudiée ici. William Mishler pose en ces termes l'influence de l'environnement socio-économique sur la personnalité politique :

[s]ocial and economic circumstances influence behaviour in two ways: they structure political opportunity and they shape the development of political attitudes thereby influencing motivations. Specifically, occupation and social status substantially determine the resources available for political activity. They influence perceptions of the personal importance of politics, the susceptibility of political decisions to individual effort and influence and, thus, the rationality of individual political effort. Citizens with higher status occupations are more likely to be viewed as opinion leaders in the community, to feel they have a stake in the political system, and to know and be known by public officials and political decision-makers. The theory, simply stated, is that citizens with the highest status occupations are exposed to more political stimuli, have greater political skills, and experience a wider range of political opportunities (1979 : 88).

De leur côté, Cal Clark, Janet Clark et Bih-er Chou (1993) posent l'hypothèse que le fait de vivre dans un contexte social stimulant constitue une expérience de contre-socialisation pour les femmes politiques de Taïwan. Ces auteurs (1993 : 499, 500) définissent un contexte social stimulant comme le fait d'avoir fait des études collégiales, de vivre dans une famille

dont le revenu annuel est de plus de 15 000 dollars, d'être une ou un professionnel et d'être originaire d'une famille de l'élite (définie par une éducation collégiale du père).

En continuité avec un certain nombre d'auteurs et d'auteures (Sapiro, 1983; Clark, Clark et Chou, 1993; Percheron, 1985), j'ai adopté le point de vue selon lequel la socialisation est un processus qui se joue à toutes les étapes de la vie, que ce soit durant l'enfance ou la vie adulte¹⁴. J'ai donc interrogé les participantes sur l'environnement socio-économique dans lequel elles avaient grandi ainsi que sur leur environnement actuel. Certains indicateurs observés chez les familles d'origine comme dans la vie actuelle des répondantes visent à jauger le statut socio-économique mais aussi l'environnement général dans lequel évolue et a évolué la personne interrogée. Le niveau d'instruction et le métier exercé permettent dans une certaine mesure d'évaluer le niveau socio-économique d'une personne ou de sa famille, mais ils permettent aussi de dresser une image générale de l'environnement sur un plan qui n'est pas celui du niveau de vie. Par exemple, certaines professions exercées par les répondantes ou leurs parents, sans classer une personne ou sa famille dans la classe économique supérieure, ont le potentiel d'offrir un environnement politique plus riche que d'autres. À cet effet, Sidney Verba, Nancy Burns et Kay Lehman Schlozman (1997 : 1059) ont pu observer chez les participants à la *Citizen Participation Study* américaine de 1989-1990 que l'intérêt pour la politique et le fait d'être informé à ce sujet variaient selon le groupe professionnel, les professeurs de collèges se situant à un extrême et les travailleurs des postes et des services d'alimentation, à l'autre.

14

L'adoption de ce point de vue ne signifie pas que je postule la continuité de l'intensité du phénomène tout au long de la vie.

La première composante de l'environnement socio-économique qui sera examinée est l'environnement socio-économique de la famille d'origine. L'analyse de cette dimension sera suivie de celle de l'environnement socio-économique des participantes au moment de la collecte des données.

2.1.1 Environnement socio-économique de la famille d'origine

Si la socialisation est un processus qui se fait tout au long de la vie d'une personne, les années d'enfance et d'adolescence sont celles pendant lesquelles se forme, selon Annick Percheron (1985 : 224), la matrice initiale des attitudes, des prédispositions, des perceptions et des représentations sur laquelle s'inscriront et à laquelle s'intégreront les expériences futures. Les caractéristiques socio-économiques de la famille d'origine participent à cette socialisation. Certains des attributs socio-économiques de la famille ont été identifiés par les auteures et les auteurs comme facteurs de contre-socialisation politique. Ceux que j'ai décidé d'étudier ici sont le statut socio-économique de la famille ainsi que l'instruction et l'occupation des parents. Je tenterai de voir dans cette section s'il existe des différences au plan de ces caractéristiques socio-économiques familiales entre les participantes et l'ensemble des femmes québécoises de 18 à 30 ans.

2.1.1.1 Statut socio-économique

Venir d'un milieu socio-économique de statut élevé est présenté par plusieurs auteures et auteurs comme un des facteurs environnementaux de socialisation qui prédisposent les femmes à s'engager en politique. En général, le personnel politique vient d'un milieu socio-économique plus élevé que la moyenne des gens qu'il représente. Lisa Bourke et

A. E. Luloff (1997 : 3) affirment, en se basant sur des écrits sur la question des leaders dans les communautés rurales, que c'est le cas autant pour les leaders ruraux masculins que féminins. Si l'interprétation de la pensée de Bourdieu que fait Percheron (1985 : 75) est juste, chacun apprend par la socialisation sa place dans la société; une personne à qui on transmet implicitement et explicitement qu'elle appartient à une classe privilégiée dont les membres forment (entre autres) le personnel politique considérera l'activité politique comme faisant partie des possibilités qui s'offrent à elle.

Selon Alfonso J. Damico, Sandra Bowman Damico et Margaret M. Conway (1998 : 7), les filles de familles de statut socio-économique élevé se retrouvent plus que les autres filles dans les profils académiques à l'école secondaire et, de là, sont plus engagées dans les activités de l'école, ce qui les mènera à une plus grande activité communautaire à l'âge adulte.

L'étude longitudinale de Anne Muxel (1991 : 211) sur les jeunes et la politique établit pour sa part un lien direct entre l'origine sociale et l'inscription sur les listes électorales. Bien que l'inscription ne soit pas l'équivalent de l'engagement dans un parti politique, elle demeure un geste minimal de participation politique.

Même si après analyse il s'avère que dans l'étude de Clark, Clark et Chou (1993) ce facteur a un impact limité, il est intéressant de savoir que ces auteurs incluent dans le concept de contexte social stimulant le fait d'avoir vécu dans une famille de l'élite. Les résultats démontrent que, isolé, le fait de venir d'une telle famille a pour sa part un impact sur les politiciennes même si cet impact est lui aussi modéré. L'impact est plus grand chez les

politiciennes que chez les politiciens, ce qui laisse croire que ce facteur fait partie de ceux qui offrent en particulier une contre-socialisation aux femmes. Clark, Clark et Chou assimilent ici le statut socio-économique de la famille d'origine à l'éducation du père.

Le lien que Daniel Boy (1978) établit entre la classe sociale d'origine et l'intérêt pour la politique chez les hommes est le suivant : « à une origine modeste correspond généralement un niveau d'études moins élevé, une carrière plus lente et un revenu plus bas » (p. 83), le revenu étant lié à l'intérêt politique. Boy (1978 : 75) dit aussi que les niveaux d'études et de revenu sont les principaux déterminants de la hiérarchie sociale. Par contre, ses données démontrent que l'origine sociale affecte l'orientation des idées politiques davantage que l'intérêt pour la politique. Boy (1978 : 92) précise que l'effet de l'origine sociale est un mécanisme complexe qui dépend de plusieurs facteurs non étudiés dans le cadre de sa recherche. Il conclut que « la variable d'origine sociale n'est pas négligeable lorsque l'on cherche à expliquer le comportement politique des individus » (p. 97).

Au sujet du lien entre l'origine sociale et la socialisation politique, Percheron fait entendre un son de cloche différent. Sa recherche sur la socialisation politique des enfants démontre que les enfants de la classe ouvrière peuvent avoir un niveau de connaissance du vocabulaire politique semblable à celui des enfants dont le père exerce une profession libérale. Les mots qu'ils connaissent sont toutefois différents : les enfants de milieux culturellement favorisés connaissent les mécanismes et les institutions, alors que les enfants d'ouvriers semblent avoir appris par expérience directe le vocabulaire des luttes sociales et partisans

(1974 : 223). Percheron en conclut donc qu'

[u]n milieu culturel favorisé faciliterait, hâterait le développement politique de l'enfant, quitte à lui donner parfois un tour un peu abstrait et théorique, mais ce facteur ne serait pas seul en jeu. La motivation personnelle, l'apprentissage de l'action politique pourraient dans d'autres milieux remplacer le facteur culturel et permettre un développement politique aussi affirmé (1974 : 228).

L'existence d'une relation directe entre le niveau socio-économique d'origine et l'activité politique semble toutefois recevoir l'approbation du plus grand nombre d'auteurs et d'auteurs et Percheron (1974 : 248) avoue qu'il serait périlleux d'inférer des comportements politiques adultes sur la base de données acquises de l'observation d'enfants.

Partant de cette revue de la littérature, j'ai posé la question suivante aux participantes :

De façon générale, diriez-vous que vous avez grandi dans un milieu modeste, dans un milieu de classe moyenne ou encore dans un milieu aisé?

suivie de :

Est-ce que cette situation a changé au cours de votre enfance ou de votre adolescence?

Comme je l'ai déjà mentionné, j'ai préféré ces questions générales à des questions plus directes sur le revenu des parents. Les participantes n'auraient peut-être pas été en mesure de répondre à une telle question. Cela aurait d'ailleurs été une question touchant la vie personnelle de gens qui n'ont pas consenti à être interrogés. Questionner les participantes sur leur impression quant à l'appartenance de leur famille à une classe sociale permet également de mieux voir comment elles perçoivent par ricochet leur place dans la société.

Plusieurs chercheurs et chercheuses déterminent le statut socio-économique d'origine de quelqu'un à partir de celui de son père. Par exemple, quand Daniel Boy (1978) étudie les conséquences politiques de la mobilité sociale chez les hommes, il s'informe de l'origine

sociale des participants en leur demandant la profession de leur père. Anne Muxel (1991) évalue l'origine sociale d'un jeune par l'appartenance socioprofessionnelle et le niveau d'instruction de son père. Cal Clark, Janet Clark et Bih-er Chou (1993) utilisent l'instruction du père pour déterminer le statut socio-économique de la famille d'origine : avoir un père détenant une instruction de niveau collégial veut dire être issu de l'élite de Taiwan (1993 : 500). Nancy Romer déclare ceci à propos de l'éducation du père :

[t]his variable, father's education, may well be the best indicator of the participants' objective family social class status, compared to mothers' education or self-perceived social class background of the family (1990 : 235).

Annick Percheron (1993) est par contre d'avis que limiter la définition de l'origine sociale au groupe socio-professionnel du père est « un raccourci brutal et réducteur » (p. 91). Cette manière de définir l'origine sociale se base sur une idée restrictive de la famille et évacue le parcours social du père dans le temps et d'autres éléments du contexte qui pourraient affecter l'interprétation de la profession (milieu rural ou urbain, ouvrier qualifié ou non, religion, orientation politique, etc.) (1993 : 92).

C'est afin d'éviter ce réductionnisme que j'ai adopté une question générale sur la classe sociale plutôt qu'une question sur le revenu et que, dans la présente étude, la profession et l'instruction de la mère ont été examinées au même titre que celles du père. Aussi, les facteurs *instruction des parents* et *occupation des parents* sont observés dans cette section traitant du milieu socio-économique de la famille d'origine. Les participantes ont également été interrogées sur l'évolution dans le temps de la classe sociale de leur famille et de la profession et de l'instruction de leurs parents.

Pour ce qui est de la dimension *statut socio-économique de la famille d'origine*, je ne fais pas de comparaison spécifique avec le reste de la génération des répondantes. Au Québec, en 1997, les trois premiers quintiles de revenu total réunissaient 85,3 % des familles. En 1986, cette proportion était de 84,9 % (Institut de la statistique du Québec, 2000d). On peut donc déduire de ces données que la très grande majorité des jeunes femmes québécoises ont grandi dans des familles de classe modeste ou moyenne. Dans son analyse des activités politiques des Canadiennes et des Canadiens, Mishler (1979 : 91) avance que c'est entre les classes modeste et moyenne, d'une part, et les classes moyenne-aisée et aisée, d'autre part, que les différences entre les niveaux de participation politique (le vote, le travail lors de campagnes électorales, la communication avec les députés et l'activité communautaire) sont les plus marquées.

Des sept répondantes, quatre ont affirmé avoir grandi dans un milieu de classe moyenne; une a affirmé venir d'un milieu modeste. Une femme a déclaré que sa famille était de classe moyenne pendant son enfance et était devenue plus à l'aise au courant de son adolescence. Une autre a dit avoir vécu son enfance dans un milieu modeste à cause du divorce de ses parents. La situation s'est par ailleurs améliorée au cours de son adolescence suite au remariage de sa mère. La famille a fait partie de la classe aisée à partir de ce moment.

Aucune des femmes interrogées n'a répondu avoir vécu toute son enfance et son adolescence dans une famille de la classe supérieure et deux ont dit que leur famille avait appartenu à cette classe à partir de l'adolescence. Dans l'ensemble, les données ne semblent donc pas aller dans le sens de l'hypothèse en ce qui a trait au milieu socio-économique dans

lequel ont grandi ces femmes : la plupart ont grandi dans un milieu de classe moyenne ou modeste comme la grande majorité des femmes de leur génération.

Pour une des répondantes venant d'un milieu modeste, on peut avancer que son origine sociale a eu l'effet contraire à celui auquel on aurait pu s'attendre en fait de socialisation politique à la lecture des différents travaux traitant de la question. Cette personne affirme toujours vivre dans la pauvreté et fait des problématiques sociales et de la lutte à la pauvreté le centre de son engagement en politique. De plus, selon elle, le fait d'avoir eu une vie difficile, notamment sur le plan économique, lui a permis de développer des caractéristiques personnelles comme la détermination, l'ambition, le caractère et la sensibilité à ce que vivent les citoyens. Elle croit que, grâce à ces traits de caractères, elle peut aider à améliorer les choses dans la société. Ce cas rejoint les idées de Percheron sur deux points : ses conclusions au sujet de la socialisation politique des enfants de la classe ouvrière et sa conception de l'individu comme agent de sa propre socialisation. On retrouve chez cette répondante les caractéristiques identifiées par Percheron (1974 : 228) chez les enfants d'ouvriers : une forte politisation et une forte hostilité au personnel politique et à la politique du gouvernement en place. Cette femme parle en effet des politiciens et des politiques publiques en termes peu élogieux. D'autre part, on peut voir dans ses réponses une démonstration du phénomène d'acquisition sur lequel repose, en conjonction avec l'assimilation, la socialisation selon Percheron : elle a construit son propre rapport au politique à partir de ses expériences et de l'environnement auquel elle a été confrontée (Percheron, 1985 : 209). Toutes les répondantes ont réalisé ce processus, mais ce qui attire l'attention chez celle-ci est que le résultat soit

différent de celui que les conclusions de la plupart des auteures et auteurs auraient laissé supposer.

Les données recueillies ici portent donc à croire que l'hypothèse n'est pas fondée dans le cas du statut social de la famille d'origine. La littérature de la socialisation politique présentée au début de cette section établit que le fait de venir d'une famille de statut social élevé est un facteur de contre-socialisation politique. Il exercerait une réorientation psychologique chez les femmes qui porterait ces dernières à dépasser leur socialisation traditionnelle face à la politique. Or, aucune des femmes interrogées dans le cadre de la présente étude n'a dit avoir vécu toute sa vie dans un milieu aisé et seulement deux ont dit que leur famille était devenue aisée à un moment de leur vie. Ce facteur ne semble donc pas expliquer l'engagement en politique de la plupart des femmes interrogées. Le fait que la pluralité des femmes interrogées, quatre, ait déclaré avoir grandi dans un milieu de classe moyenne est peut-être dû à ce que la catégorie est vaste et la définition, indéterminée. Cela s'explique peut-être aussi par de la gêne ou de la pudeur à reconnaître qu'on vient d'une famille pauvre ou d'une famille riche.

Annick Percheron (1985) rappelle que la classe sociale « n'est pas toujours [la variable] qui produit les plus grands effets » (p. 220), l'expérience de contre-socialisation vient de l'ensemble des facteurs (1985 : 219). La prochaine dimension de l'environnement socio-économique de la famille d'origine étudiée sera l'instruction des parents.

2.1.1.2 Instruction des parents

L'instruction de ses parents participe au milieu dans lequel une personne grandit. En plus d'affecter le statut socio-économique familial, une instruction plus avancée des parents peut, selon Alfonso J. Damico, Sandra Bowman Damico et Margaret M. Conway (1998), mener ceux-ci à l'activité politique et communautaire. En ce qui touche plus particulièrement les femmes, ces auteurs (1998 : 15, 18) ont remarqué un rapport direct entre l'instruction, d'une part, et la participation communautaire et politique des femmes faisant partie de leur échantillon, d'autre part. Clark, Clark et Chou (1993 : 499) ont démontré que le niveau d'instruction des parents était un facteur de contre-socialisation plus probant pour les politiciennes que pour les politiciens. Virginia Sapiro (1983 : 132) a observé que l'éducation promeut la participation électorale chez les femmes mariées. Voici ce qu'écrit cette auteure au sujet de l'importance de l'instruction dans la socialisation des femmes :

[i]t is an important indicator of socio-economic status and cognitive training. More specifically relevant here, education loosely defines subcultures with different gender role conceptions. Changes in traditional gender role norms occur first among the educated stratum and then diffuse throughout society (1983 : 65).

Dans cette étude, j'ai interrogé les participantes sur le niveau d'instruction de leurs mères et de leurs pères afin de voir si ces facteurs les plaçaient depuis leur enfance dans un environnement se démarquant de celui des femmes de leur âge dans le sens d'une contre-socialisation qui prédisposerait à l'engagement en politique.

Afin de vérifier l'hypothèse à ce sujet, il faut comparer le niveau d'instruction de chacun des parents des répondantes avec celui des personnes du même sexe de leur génération.

Le critère d'âge pour la formation de l'échantillon de femmes actives en politique était de 18 à 30 ans. Ces femmes sont donc nées entre 1969 et 1981. En supposant que les femmes enfantent habituellement entre 18 à 45 ans, on peut calculer que les parents des répondantes sont nés entre 1924 et 1963 et donc qu'ils avaient entre 36 et 75 ans en 1999. Cette tranche d'âge n'est pas à proprement parler une génération, il s'agit en fait de la quasi-entièreté de la population québécoise... Parallèlement, les données sur l'instruction ne sont pas présentées dans les publications de Statistique Canada selon cette catégorie d'âge. La catégorie d'âge utilisée par Statistique Canada (1998d) qui se rapproche le plus de celle des 36 à 75 ans est celle des 45 à 64 ans. Tout en reconnaissant les limites de restreindre l'analyse à une partie du groupe d'âge ciblé à l'origine, c'est au niveau d'instruction des personnes de 45 à 64 ans que je comparerai le niveau d'instruction des parents des répondantes.

Les données de Statistique Canada (1998d) sur l'instruction par groupe d'âge sont présentées selon le plus haut niveau atteint. On donne le pourcentage d'une population x , par exemple les femmes de 45 à 64 ans, ayant complété des études secondaires. Pour comparer les données, j'ai jumelé les niveaux d'études jusqu'à ce que la proportion de la population qui les ait complétés atteigne la moitié ou un peu plus. Je peux ainsi déterminer si les parents des répondantes font partie du groupe des plus instruits des personnes de leur sexe de leur génération. Plus de détails seront donnés dans les sections suivantes qui traitent tout à tour de l'instruction des mères et des pères. Bien que ce type de données ne soit pas idéal pour l'usage que je désire en faire, les questions posées par Statistique Canada au sujet de l'instruction lors

du recensement¹⁵ et la manière dont sont présentées les données laissent peu de choix si on veut faire une comparaison du niveau d'instruction des parents des répondantes et de celui de l'ensemble des personnes de leur âge et de leur sexe.

a) Instruction de la mère

D'après Statistique Canada (1998d), chez les Québécoises de 45 à 64 ans, 41,9 % n'ont aucun grade, certificat ou diplôme; le plus haut niveau de scolarité complété est le secondaire pour 26,3 % des femmes de cette génération; 6,9 % d'entre elles possèdent un certificat ou un diplôme d'une école de métier; et 10,4 % détiennent un autre certificat ou diplôme non universitaire. Dans 14,6 % des cas, les femmes détiennent un diplôme universitaire. Si on regroupe les niveaux de scolarité, 68,2 % de femmes n'ont pas de diplôme ou n'ont pas continué leurs études après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires. D'autre part, 31,9 % détiennent un diplôme ou un certificat d'une école de métier, un autre diplôme non universitaire ou un diplôme universitaire. Le tableau 2.1 présente ces données.

15

Les données utilisées sont tirées des réponses à la question 28 du recensement de 1996 : « Quels certificats, diplômes ou grades cette personne détient-elle? » Les choix de réponse étaient les suivants : aucun; certificat d'études secondaires ou l'équivalent, certificat ou diplôme d'une école de métier; autre certificat ou diplôme non universitaire; certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat; baccalauréat; certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat; maîtrise; diplôme en médecine, en art dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie; doctorat acquis. Le *Dictionnaire du recensement — Édition définitive* (1999a : 121) précise que « [b]ien que la liste présentée ne soit pas nécessairement hiérarchique, elle donne quand même une idée générale des différentes étapes des progrès scolaires. » Les autres questions du recensement touchant l'instruction ne convenaient pas à l'analyse envisagée ici (Statistique Canada, 2000b).

Tableau 2.1

Plus haut niveau d'instruction atteint par les femmes de 45 à 64 ans au Québec — 1996

Niveau d'instruction	Pourcentage		
Aucun grade, certificat ou diplôme	41,9	68,2	Catégorie 1
Certificat d'études secondaires	26,3		
Certificat d'une école de métier	6,9	31,9	Catégorie 2
Autre certificat ou diplôme non universitaire	10,4		
Grade, certificat ou diplôme universitaire	14,6		
Total	100	100	

Source : Statistique Canada (1998d).

Les totaux ne correspondent pas à la somme des parties en raison de l'arrondissement des données.

On peut dire qu'une mère se situant dans la seconde catégorie, celle des 31,9 % détenant un diplôme ou un certificat d'une école de métier, un autre diplôme non universitaire ou un diplôme universitaire, alimenterait l'hypothèse de la présente recherche. Elle participerait à un environnement de socialisation pour sa fille différent de celui de la plupart des femmes de 18 à 30 ans au Québec en faisant partie du tiers le plus instruit des femmes de sa génération. Si sa mère entre dans cette catégorie, on pourra dire qu'une répondante vit dans un environnement de socialisation différent de celui de la plupart des femmes de son âge sur ce plan, sa mère faisant partie des plus instruites.

Les réponses de cinq des participantes appuient l'hypothèse sur cette question, à savoir que leur mère fait partie des 31,9 % les plus instruites des femmes de leur génération. Deux

femmes ont répondu que leur mère avait atteint le niveau collégial ou avait achevé un cours professionnel, deux ont dit que leur mère avait fait des études universitaires de premier cycle et la mère d'une des répondantes a complété une maîtrise qu'elle a commencée alors que sa fille avait 18 ans.

Les mères de deux des femmes interrogées faisaient partie des 68,2 % des femmes de leur génération qui n'avaient pas de diplôme ou qui avaient complété leur cours secondaire : une avait terminé ses études primaires et l'autre, ses études secondaires.

Les résultats au sujet de l'instruction des mères chez les jeunes femmes interrogées vont dans le sens de l'hypothèse : leurs mères font pour la plupart, cinq sur sept, partie des femmes les plus instruites de leur génération.

Il semblerait donc que la pluralité de ces jeunes femmes bénéficient sur ce plan d'un environnement de socialisation différent de celui de la plupart des femmes de leur génération en ce que leur mère fait partie des plus instruites. Comme on l'a vu précédemment, un haut niveau d'instruction prédisposerait les femmes à l'engagement politique et communautaire (Damico, Damico et Conway, 1998), un facteur qui sera étudié plus loin.

b) Instruction du père

Il s'agit ici, comme dans le cas des mères, de comparer le niveau d'instruction des pères des répondantes à celui des hommes de 45 à 64 ans au Québec. Selon Statistique Canada (1998d), 38,6 % des hommes de cette génération n'ont aucun grade, certificat ou diplôme; 21,3 % ont terminé leurs études secondaires; 13 % détiennent un diplôme d'une école de

métier; 8,6 % possèdent un autre certificat ou diplôme non universitaire; et 18,5 % ont complété des études universitaires. Si on regroupe les niveaux d'instruction, 59,9 % des hommes n'ont pas de diplôme ou ont mis un terme à leurs études après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires alors que 40,1 % détiennent un certificat ou un diplôme d'une école de métier, un autre certificat ou diplôme non universitaire ou encore un grade, un certificat ou un diplôme universitaire. Le tableau 2.2 présente ces données.

Tableau 2.2

Plus haut niveau d'instruction atteint par les hommes de 45 à 64 ans au Québec — 1996

Niveau d'instruction	Pourcentage		
Aucun grade, certificat ou diplôme	38,6	59,9	Catégorie 1
Certificat d'études secondaires	21,3		
Certificat d'une école de métier	13	40,1	Catégorie 2
Autre certificat ou diplôme non universitaire	8,6		
Grade, certificat ou diplôme universitaire	18,5		
Total	100	100	

Source : Statistique Canada (1998d).

Un père devrait faire partie de la seconde catégorie, donc avoir complété des études postsecondaires ou détenir un certificat d'une école de métier, pour qu'on considère que, sous l'angle de son instruction, sa fille a connu un environnement de socialisation différent de celui de l'ensemble des femmes de sa génération ou du moins de la plupart d'entre elles.

Les résultats sont légèrement plus divisés sur cette question qu'ils ne le sont dans le cas des mères des répondantes, quoique cette différence ne soit pas significative en raison du faible nombre de participantes. Les pères de quatre répondantes ont un niveau d'instruction les classant dans la catégorie des plus instruits tandis que dans trois cas les pères se classent dans le groupe majoritaire, c'est-à-dire parmi ceux qui ne détiennent pas de diplôme ou qui ont arrêté leurs études après le niveau secondaire.

Il faut mentionner que j'ai récolté des réponses au sujet de huit hommes. Une des répondantes a donné deux réponses : son père a complété le niveau collégial ou professionnel alors que le second mari de sa mère, avec qui elle a vécu son adolescence, a complété des études universitaires de deuxième cycle. L'analyse est simplifiée du fait que ces deux hommes se classent dans le groupe des plus instruits de leur génération.

En détail, des cinq hommes qui ont un niveau d'instruction parmi les plus élevés de leur génération, deux ont terminé des études de niveau collégial ou professionnel, deux ont complété des études universitaires de premier cycle et un a complété une maîtrise. Les pères des trois autres répondantes ont complété leurs études primaires.

Les résultats semblent appuyer l'hypothèse dans une majorité des cas. Les pères de quatre répondantes sur sept offrent à leur fille un environnement de socialisation différent de celui de la plupart des femmes de leur âge en détenant un niveau de scolarité supérieur à celui d'environ 60 % des hommes de leur génération, soit un diplôme d'études postsecondaires ou d'une école de métier.

En plus de son impact sur la politisation du principal intéressé (Damico, Damico et Conway, 1998), comme je l'ai souligné plus haut, l'instruction du père serait un facteur déterminant de son statut socio-économique et de celui de sa famille selon certains auteurs et auteures (Clark, Clark et Chou, 1993; Romer, 1990; Muxel, 1991). Même si des données quantitatives apparaissent trop limitées pour statuer sur la nature de l'expérience de socialisation, il est intéressant de constater que la pluralité des participantes à l'étude ont des pères qui se classent parmi les plus instruits de leur génération, offrant ainsi à leur fille un environnement de socialisation se démarquant de celui de l'ensemble des femmes de 18 à 30 ans au Québec.

2.1.1.3 Occupation des parents

L'occupation des parents est un élément de l'environnement socio-économique dans lequel ont évolué les participantes au cours de leur enfance et de leur adolescence qui peut influencer sur leur socialisation politique.

Dans cette section, avant de discuter de l'occupation de chacun des parents des répondantes, j'examinerai tout d'abord les modalités de travail des mères, c'est-à-dire le fait qu'elles aient occupé ou non un emploi à l'extérieur du foyer pendant la plus grande partie de la vie de leur fille. Ce facteur est important en raison de l'exemple que donne la mère en tant que modèle féminin : le foyer est-il son principal champ d'activité? La sphère publique est-elle un lieu d'action pour le principal modèle féminin des participantes à cette étude? Les mairesses interrogées par Évelyne Tardy, Manon Tremblay et Ginette Legault avaient « un peu plus souvent que les mères une mère en emploi » (1997 : 42). Le fait que la mère travaille ou

non à l'extérieur du foyer a aussi une incidence sur la classe socio-économique à laquelle appartient la famille en raison du revenu et du prestige social que l'occupation de la mère peut apporter.

Dans un autre ordre d'idées, Kay Lehman Schlozman, Nancy Burns et Sidney Verba statuent :

[w]omen who are on the job develop skills that are transferable to politics; they become targets of requests for political activity; and alas, they undergo experiences that they perceive as constituting gender discrimination. The first and the last of these have the most substantial effect in boosting women's political activity (1999 : 51).

Le fait de travailler à l'extérieur du foyer peut donc avoir une influence sur la participation politique des femmes, ce qui rend intéressant l'analyse de cette donnée dans le cadre de la présente recherche. Il est par ailleurs à noter que les données de Sapiro (1983 : 134) laissent plutôt croire que le fait d'occuper un emploi n'influe pas sur la participation à des campagnes politiques. Le fait de travailler changerait par contre la conception que les femmes ont de leurs rôles dans les sphères privée et publique (Sapiro, 1983 : 182).

Dans cette section, j'observerai également les occupations des mères afin de voir si elles peuvent être qualifiées de traditionnellement féminines. Des jeunes femmes ayant sous les yeux un exemple de femmes se démarquant des rôles féminins traditionnels ont peut-être plus de chances de s'en détacher elles-mêmes. L'exemple de la mère forge la conception de la fille de ce qu'est une femme et de ce qu'elle peut faire. L'importance de l'exemple de la mère sur les plans du travail, de l'instruction et de l'activité politique et communautaire sera d'ailleurs discutée plus à fond dans la dernière section de ce chapitre.

a) Modalité de travail de la mère

En 1999, les femmes de la génération des mères des répondantes (les 45 à 64 ans¹⁶) faisaient partie de la population active canadienne, c'est-à-dire qu'elles occupaient un emploi à l'extérieur de la maison ou qu'elles en cherchaient un, dans une proportion de 60,9 % (Statistique Canada, 2000a). C'est en 1985, alors que les répondantes à la présente étude avaient entre 7 et 14 ans et la génération de leurs mères, entre 31 et 50 ans, que le taux d'activité des femmes canadiennes dans l'ensemble a atteint la barre des 50 % (Statistique Canada, 1987 : 23). Dans un autre ordre d'idées, ce n'est qu'au milieu des années quatre-vingt que le taux d'activité des mères a rattrapé celui de l'ensemble des femmes (Statistique Canada, 1987 : 29). Le taux d'activité des mères d'enfants de moins de 3 ans au Québec était de 28 % en 1975 (à l'époque, cinq des répondantes à la présente étude entraient dans cette catégorie, une avait 4 ans et la dernière n'était pas encore née). Le taux d'activité des mères dont le plus jeune enfant avait entre 6 et 15 ans était de 43 % en 1977, l'année où la plus vieille répondante a fêté ses 6 ans. En 1984, au moment où la plus jeune répondante atteignait l'âge de 6 ans et la plus vieille, l'âge de 13 ans, le taux d'activité de ce groupe de mères avait grimpé à 54,6 % (Statistique Canada, 1987 : 28). Dans l'ensemble du Canada, ce n'est qu'en 1984 que le pourcentage des mères d'enfants de moins de 16 ans faisant partie de la population active a dépassé 50 % (Statistique Canada, 1993).

En somme, s'il est aujourd'hui la norme de travailler à l'extérieur du foyer pour les femmes et les mères de la génération qui nous occupe, cela n'a pas été le cas durant l'entièreté

16

Encore une fois, même si ce groupe d'âge ne correspond pas exactement à celui des mères des participantes, il est celui qui s'en rapproche le plus pour lequel les données sont disponibles.

de la période de socialisation de leurs filles, soit de leur naissance à aujourd'hui. Dans le cas de cet indicateur, pour offrir à sa fille un environnement de socialisation différent de celui de la plupart des femmes de son âge, il faut donc qu'une mère ait travaillé à l'extérieur du foyer pendant la plus grande partie de la vie de sa fille.

Les mères de quatre des répondantes occupaient un emploi à l'extérieur du foyer durant l'enfance et l'adolescence de leur fille, offrant à celles-ci des modèles s'éloignant du rôle traditionnel de la mère au foyer. Trois mères étaient pour leur part mères au foyer durant le plus clair de l'enfance et de l'adolescence de leur fille. Dans un des cas, la mère occupait un emploi jusqu'à ce que sa fille ait 3 ans et dans un autre cas, la mère a commencé à travailler à l'extérieur du foyer lorsque sa fille a atteint la fin de l'adolescence. À toute fin pratique, l'exemple que ces jeunes femmes ont eu sous les yeux pendant la plus grande partie de leur vie a été une mère au foyer.

La pluralité des femmes interrogées, quatre sur sept, a vécu une expérience de socialisation différente de celle de la plupart des femmes de la génération des 18 à 30 ans : leur mère avait une occupation à l'extérieur du foyer, alors que ce n'était pas la norme pour la majorité des femmes pendant une bonne partie des trois dernières décennies. Ces mères se détachent des rôles traditionnels au plan de leur modalité de travail. Elles participent aussi au statut socio-économique de leur famille par le revenu et, parfois, le prestige qu'apporte leur occupation. Pour obtenir une image plus claire de l'apport de cet emploi maternel à l'environnement de socialisation de la fille, il importe d'examiner quel genre d'emploi elles occupent et ont occupé par le passé, ce qui fait l'objet des prochains paragraphes.

b) Occupation de la mère

Se questionner sur le type d'occupation des mères permet de voir à quel point ces femmes participent, par leur occupation, au niveau socio-économique de la famille par leur revenu ou par le prestige social de leur occupation. Le type d'occupation d'une mère est aussi important parce que le fait d'occuper un emploi qui s'éloigne des rôles traditionnels féminins pourrait être un facteur supplémentaire de contre-socialisation pour sa fille. Il n'est pas certain que la remise en question des rôles traditionnels sera identique selon le type de profession exercé par la mère.

Je présenterai ici le métier de chacune des mères et l'évolution de cette donnée tout au long de la vie de sa fille. Dans le cas de la mère qui a travaillé au foyer pendant toute la durée de l'éducation de ses enfants, la répondante a mentionné au cours de l'entrevue le type de travail que faisait sa mère avant d'avoir des enfants. Voici les occupations des sept mères.

- Mère A Elle œuvre dans le domaine de l'éducation. Au cours de l'enfance et de l'adolescence de sa fille, elle était agente de formation en réinsertion des femmes sur le marché du travail. À l'emploi d'une commission scolaire, elle est actuellement agente de programmes de formation continue en entreprise.
- Mère B Elle a été infirmière puis commis-comptable.
- Mère C Elle était enseignante au niveau primaire avant de quitter le marché du travail quand sa fille avait 3 ans.
- Mère D Elle a été mère au foyer jusqu'à la fin de l'adolescence de sa fille. Depuis ce temps, elle occupe un poste de chercheuse dans un organisme sans but lucratif.
- Mère E Elle est maintenant superviseuse à l'administration d'une succursale de grand magasin. Au cours de l'enfance ou de l'adolescence de sa fille, elle est passée « de simple employée à l'administration à superviseuse de son équipe. »
- Mère F Elle a été infirmière avant d'avoir des enfants et de devenir mère au foyer.

Mère G Elle est ouvrière dans le domaine du textile.

Aucune de ces occupations ne pourrait être qualifiée de masculine ou de neutre au plan du genre. Elles se situent toutes dans des secteurs traditionnellement choisis par les femmes : l'éducation, les soins infirmiers, le textile, la vente au détail et la comptabilité (commis) (Institut de la statistique du Québec, 2000e). On pourrait dire que la recherchiste se démarquerait quelque peu si elle ne travaillait pas pour un organisme aux idées conservatrices, notamment sur la question de la place des femmes dans la société.

Par ailleurs, même si ces femmes œuvrent dans des domaines dits féminins, certaines d'entre elles occupent des postes nécessitant un certain niveau d'éducation, rapportant un revenu non négligeable ou portant un certain niveau de prestige. Je parle ici des infirmières, des personnes travaillant en éducation, de la superviseure de grand magasin et de la recherchiste. Ces occupations ont pu influencer sur le statut socio-économique de leurs familles soit au plan financier ou au plan du prestige social. Par ailleurs, il ne s'agit pas de métiers de la classe supérieure, mais bien d'occupations de la classe moyenne.

En résumé, on ne peut pas dire qu'une de ces mères a offert ou offre aujourd'hui une expérience de contre-socialisation sans équivoque à sa fille par son occupation. Il ne semble pas que les occupations de ces femmes fassent que celles-ci se démarquent de l'ensemble des mères de femmes de 18 à 30 ans au Québec. Elles œuvrent dans des domaines dominés en nombre par les femmes et qui font partie des principaux choix de carrière des femmes de leur âge au Québec. Les résultats sur cette question ne semblent donc pas appuyer l'hypothèse.

Voyons maintenant quels métiers exercent les pères des répondantes afin d'avoir une idée plus claire du milieu familial d'origine des jeunes militantes politiques interrogées dans le cadre de cette étude.

c) Occupation du père

L'occupation du père ne joue pas le même rôle dans la socialisation des jeunes femmes que le métier de la mère. Il ne s'agit pas ici d'un exemple féminin direct. Encore aujourd'hui, les hommes font plus d'argent et occupent des postes plus prestigieux que les femmes et l'écart était encore plus grand à l'époque pas si lointaine de l'enfance et de l'adolescence des répondantes. Le statut socio-économique du père risque d'avoir davantage d'impact que celui de la mère sur la classe sociale à laquelle appartient la famille même si ce n'est pas le seul facteur à prendre en considération. D'autre part, l'occupation du père, tout comme celui de la mère, fait aussi partie de l'environnement familial de socialisation par sa nature. Comme je l'ai mentionné plus haut, certaines professions peuvent offrir un environnement politique plus riche que d'autres, l'intérêt pour la politique et le fait d'être informé à ce sujet variant selon le groupe professionnel (Verba, Burns et Schlozman, 1997 : 1059).

Pour tester l'hypothèse, je cherche à savoir si les pères exercent un métier plus prestigieux ou lucratif que la moyenne afin de voir si l'environnement socio-économique dans lequel baignent et ont baigné les répondantes par leur famille d'origine diffère de celui des femmes de leur génération dans l'ensemble. Voici donc les occupations des pères des répondantes.

- Père A Il est machiniste dans l'industrie aéronautique.
- Père B Il a été vendeur d'assurance et est maintenant planificateur financier.
- Père C Il est garagiste.
- Père D Durant l'enfance de sa fille, il était camionneur et ramassait le lait dans des fermes. À l'époque où sa fille avait 12 ans, il est devenu fermier.
- Père E Le père de la répondante n'a pas d'occupation présentement. Quand sa fille était plus jeune, il était représentant commercial pour différentes compagnies.
- Le beau-père de la répondante occupe un poste de haute direction dans la fonction publique.
- Père F Il est agent de vente pour une compagnie d'équipement de sécurité. Il a toujours œuvré dans la vente d'une quelconque façon avec différentes compagnies.
- Père G Il était fonctionnaire puis est devenu homme d'affaires.

Seul le beau-père E occupe un poste le plaçant dans la classe socio-économique supérieure¹⁷. Aucun des métiers des autres pères ne peut être considéré comme une profession de la classe socio-économique supérieure au plan du prestige, à part peut-être la planification financière et les affaires, dépendant des modalités d'exercice de ces métiers. Par contre, chacune des occupations mentionnées offre la possibilité à la personne qui l'exerce d'avoir un revenu relativement élevé selon le poste occupé ou la compagnie qui l'emploie. C'est le cas d'un vendeur d'assurance, d'un planificateur financier, d'un fermier, d'un vendeur, d'un représentant commercial, d'un machiniste dans une industrie de pointe, d'un garagiste, d'un fonctionnaire et d'un homme d'affaire, bref des occupations de tous les hommes sur lesquels des données ont été recueillies.

17

La répondante a mentionné le salaire de son beau-père et cette donnée me permet de classer son occupation parmi celles de la classe supérieure.

On peut voir chez la cinquième répondante une situation où le statut socio-économique de la famille a été lié à celui de la figure paternelle. La répondante dit que la famille était modeste durant son enfance alors que son père était représentant de commerce, une occupation qui peut être lucrative ou ne pas l'être. La situation socio-économique de la famille s'est améliorée au remariage de sa mère avec un homme dont l'occupation le positionnait dans la classe supérieure.

Il est à noter que les pères de six des sept répondantes sont peut-être ou ont déjà été des travailleurs indépendants, des entrepreneurs ou des vendeurs travaillant à commission (Pères B, C, D, E, F et G). Il s'agit d'emplois de statut ou de modalités atypiques, c'est-à-dire que ces hommes ne travaillent pas nécessairement de 9 h à 17 h, pour une seule entreprise, contre rémunération horaire régulière. Il serait intéressant de voir par des recherches plus poussées si cette tendance est présente chez une proportion significative des militantes et des militants politiques. Les aptitudes et les attitudes requises pour ces types de travail (autonomie, initiative, goût du risque, etc.) sont peut-être également celles qui sont nécessaires à l'engagement politique. Les pères pourraient les avoir transmises à leurs filles qui les auraient actualisées dans leur engagement dans la sphère politique.

On ne retrouve parmi les pères des répondantes aucune personne exerçant une profession libérale, par exemple médecin, avocat ou notaire, alors que ces professions sont traditionnellement de grandes fournisseuses de personnel politique et de familles de l'élite politisée.

Comme on l'a déjà vu, cinq participantes sur sept ont répondu avoir vécu dans un milieu de classe moyenne toute leur vie ou pendant une partie de celle-ci. Si on adopte le point de vue présenté plus haut selon lequel la profession du père détermine le statut social, les réponses aux deux questions vont dans le même sens : seule une des figures paternelles exerce une profession qui le classe d'emblée dans la classe économique supérieure. L'hypothèse selon laquelle les jeunes femmes actives en politique viendraient d'un milieu aisé ne semble donc pas appuyée par les données recueillies ici, que ce facteur soit auto-identifié comme à la première question étudiée ou lié à une profession de haut statut du père.

Dans l'ensemble, la profession du père ne semble pas être un facteur de différenciation entre les militantes interrogées et la population générale des femmes de leur âge. Par contre, les données sur les occupations paternelles ne sont pas assez détaillées pour qu'on puisse conclure quant à l'effet de ce facteur sur l'engagement en politique des jeunes femmes interrogées. Plus de détails seraient nécessaires, notamment au sujet des types d'entreprises dans lesquelles les pères œuvrent et des postes qu'ils occupent au sein de ces organisations. Sans ces détails, il serait risqué de statuer sur le niveau de prestige de la profession d'une personne et sur le niveau socio-économique qui y est associé.

* * *

Dans l'ensemble, leurs familles d'origine ont offert et offrent encore aux militantes interrogées un environnement de socialisation différent de celui de la population générale des femmes de leur âge dans le cas de trois des six facteurs étudiés dans cette section : la pluralité des mères des répondantes font partie du groupe des plus instruites de leur génération, tout

comme la pluralité des pères, et la plupart des mères des répondantes ont été sur le marché du travail pendant le plus clair de la vie de leur fille.

À l'opposé, les données recueillies au sujet du statut socio-économique familial tel que perçu par la répondante et celles qui traitent de l'occupation de la mère ne semblent pas alimenter l'hypothèse posée ici. La plupart des participantes ont dit venir d'un milieu de classe moyenne ou pauvre. En ce qui a trait à l'occupation des mères des répondantes, aucune n'apportait un revenu ou un prestige social élevés et toutes se situaient dans des domaines traditionnellement féminins. Ces femmes ne se démarquent pas de l'ensemble des femmes du Québec par leur domaine d'occupation. Pour ce qui est du métier des pères des participantes, les données ne sont pas assez détaillées pour qu'on puisse tirer quelque conclusion.

Sur le plan de l'environnement socio-économique, la famille d'origine des militantes politiques leur offre donc dans l'ensemble une expérience de contre-socialisation mitigée qui se démarque partiellement de celle vécue par l'ensemble des femmes de 18 à 30 ans au Québec, cela dit en reconnaissant qu'aucune des conclusions tirées ne peut être généralisée à l'ensemble des militantes québécoises et que des données quantitatives comme celles présentées ici, malgré leur pertinence, sont trop limitées pour permettre de statuer sur la nature de l'expérience de socialisation.

2.1.2 Environnement socio-économique des jeunes femmes

Les caractéristiques socio-économiques de la famille pendant l'enfance ou l'adolescence d'une personne ne sont pas les seuls facteurs de cet ordre à influencer sur le rapport de celle-ci à la politique. La situation socio-économique de la personne au moment où on

l'interroge à l'âge adulte est aussi considérée par les chercheuses et chercheurs comme une composante de l'environnement socio-économique pouvant participer d'une contre-socialisation.

Dans son ouvrage *The Political Integration of Women*, Virginia Sapiro (1983) met l'accent sur les expériences de socialisation de l'âge adulte, car elle croit que c'est dans l'adoption et la gestion par les femmes des rôles adultes qui leurs sont réservés que celles-ci actualisent la socialisation de l'enfance, qu'elles la continuent. Elle croit par contre que les expériences de la vie adulte peuvent aussi venir remplacer et obscurcir l'influence de la socialisation initiale (Sapiro, 1983 : 47, 173).

S'inspirant d'autres auteures et auteurs, Aie-Rie Lee et Sue Tolleson Rinehart (1995), dans une étude sur les Coréennes, résumant bien l'influence de facteurs socio-économiques sur l'engagement politique d'une personne :

[e]ducation in particular, but employment as well when it provides more than minimal economic benefits, creates concrete structural changes in women's lives but, perhaps more significantly, furnishes women with those psychological resources — independence, a sense of personal efficacy and competence, and support for participatory norms — necessary to politicization (1995 : 61).

Même si, dans l'étude de Lee et Rinehart, la politisation ne se change pas significativement en participation politique chez les Coréennes interrogées, il reste que cette explication d'un impact potentiel de l'éducation et du revenu est intéressante et en continuité avec une abondante littérature. Les propos de William Mishler vont dans ce sens :

[t]hose who are most politically active are wealthy, middle-aged males with extensive formal educations and high-status occupations. These people are among the most likely to have acquired an appreciation of the personal relevance of political decisions, a sense of political efficacy, substantial information about politics and public policy, a strong sense of community, and a high level of political interest (1979 : 115).

À l'exclusion du sexe, les facteurs mentionnés, soit l'éducation, la richesse, l'âge et l'occupation, peuvent avoir une influence sur la personnalité politique des femmes.

Les recherches de Clark, Clark et Chou (1993) sur les femmes politiques de Taiwan ont démontré que le niveau socio-économique était un facteur de contre-socialisation politique significatif retrouvé à la fois chez les politiciens et les politiciennes : « Clearly, Taiwan's legislators are drawn from a narrow upper-middle-class elite, as measured by education, occupation, and family income » (p. 500). De leur côté, les militantes politiques interrogées par Edmond Costantini (1990 : 748) sont de statut socio-économique favorisé par rapport à la population générale et à l'ensemble des femmes, même si elles sont d'un statut socio-économique inférieur à celui des militants. Les ex-candidates à des élections fédérales, provinciales ou municipales canadiennes interrogées par Janine M. Brodie (1985 : 59) étaient d'origine sociale privilégiée. Cette tendance se retrouve également chez les militants des partis politiques. Par exemple, les militantes et les militants interrogés par Anne-Marie Gingras, Chantal Maillé et Évelyne Tardy (1989 : 72) sont plus éduqués que la population québécoise en générale. Daniel Boy (1978) a trouvé que le niveau de classification de la profession était directement lié au degré d'intérêt pour la politique chez les hommes et surtout chez les hommes dont le père était ouvrier ou employé. Il soutient aussi que le revenu a un impact sur le niveau d'intérêt politique.

Iva Ellen Deutchman (1985-1986 : 85) affirme que des niveaux d'instruction et de revenu plus bas sont traditionnellement associés à une participation politique moins élevée. Quand on contrôle ces variables, les différences entre les genres au plan de la participation disparaissent en grande partie. Si les répondantes ont atteint un niveau d'instruction et de revenu assez élevé, elles devraient donc se retrouver, toute chose étant égale, au même niveau que les hommes de leur âge pour ce qui est du potentiel de s'engager en politique.

De leur côté, Sydney Verba, Nancy Burns et Kay Lehman Schlozman (1997 : 1057) considèrent que l'éducation et le revenu, en plus des habiletés civiques¹⁸, expliquent en partie l'écart de participation politique entre les hommes et les femmes. Enfin, d'après une étude réalisée par Diane L. Fowlkes (1984 : 23) auprès de militantes et de militants des grands partis politiques américains, le statut socio-économique est un plus grand déterminant de l'ambition politique chez les femmes que chez les hommes.

Linda L. M. Bennett et Stephen Earl Bennett (1989) en sont pour leur part venus à la conclusion que l'occupation d'une personne n'explique pas son intérêt pour la politique. L'éducation et le revenu se montreraient un peu plus influents, mais davantage chez les femmes plus âgées que chez leurs cadettes. Chez les jeunes femmes le revenu serait lié négativement à l'attention portée aux campagnes électorales. Selon ces auteurs (1989 : 119), l'âge et le statut socio-économique — le revenu familial et l'éducation — sont les plus forts

18

Schlozman, Burns et Verba (1994) décrivent les *civic skills* comme suit : « the communications [*sic*] and organizational abilities that allow citizens to use time and money effectively in political life » (p. 974). Ils les ont mesurés en demandant à leurs répondants si, dans les six derniers mois, dans le cadre de leurs activités non politiques (travail, église, associations bénévoles), ils avaient écrit une lettre, participé à la prise de décision lors d'une réunion, organisé ou présidé une réunion ou encore fait une présentation ou un discours (1994 : 975).

déterminants du vote chez les femmes. Bennett et Bennett (1989 : 117) concluent, suite à différentes analyses, que ce ne sont pas des niveaux d'études et de revenu supérieurs qui amèneront les femmes à se croire compétentes en matière de politique : il faudra que ce qui est enseigné, le contenu des apprentissages à la maison et à l'école, change afin que les filles apprennent que le politique n'est pas hors de leur portée. C'est de cette manière que les différences d'intérêt politique entre les femmes et les hommes disparaîtront selon Bennett et Bennett. Ces conclusions sur l'importance du contenu de l'éducation sont aussi celles auxquelles arrivent Lee et Rinehart (1995 : 73) dans le cas de la politisation des femmes sud-coréennes.

Même si le vote et l'intérêt pour les campagnes électorales et la politique en général sont différents de l'engagement dans un parti, ils sont tout de même des formes de participation politique. Par conséquent, si les conclusions présentées ici à leur sujet ne peuvent être étendues à l'engagement dans un parti politique, elles peuvent donner des pistes de recherche sur les facteurs prédisposant à une forme de participation politique plus poussée. J'ai donc repris quelques-uns des indicateurs identifiés par les auteures et les auteurs comme faisant partie d'un environnement de contre-socialisation politique pour voir si les jeunes militantes interrogées se différencieraient de l'ensemble des femmes de leur génération sur ces plans.

J'ai posé aux participantes de cette étude des questions sur leur niveau de scolarité, leur domaine d'études, leur occupation et leur revenu annuel afin de voir si leur environnement socio-économique différait de celui des femmes de leur âge en général et si cette différence allait dans le sens d'une contre-socialisation pouvant mener à la politique.

2.1.2.1 Instruction

Une abondante littérature établit l'instruction comme facteur de contre-socialisation politique.

Deutchman (1985-1986 : 84) affirme que l'instruction a un effet libérateur pour les femmes : elle ferait baisser leur anxiété face au pouvoir. Or, cette auteure a démontré (1985-1986 : 85) que les femmes n'ont pas besoin, au contraire des hommes, d'éprouver du plaisir à exercer le pouvoir pour en désirer, il suffit que le pouvoir ne les rende pas anxieuse. L'éducation peut donc jouer un grand rôle dans l'ambition politique des femmes.

Sur un plan général, voici ce qu'écrit Mishler (1979) au sujet de l'influence de l'éducation sur le rapport de l'individu à la politique :

[e]ducation increases political awareness, interest, and information. It contributes to an appreciation of the personal relevance of political decisions, inculcates a sense of civic obligation, and broadens political attitudes and beliefs and provides them with a rational basis. Educated citizens are said to read more, remember more of what they read, and, therefore, are more sensitive to the available political messages in the environment. Moreover, education is frequently linked to opportunity. The more citizens understand about the political process and the various avenues for individual involvement, the better equipped they are to take advantage of them. Finally, education contributes to personal confidence and self-esteem, feelings observed [...] to be readily transferred to politics (1979 : 96).

Ce lien entre l'éducation et l'ouverture à la politique se montrerait d'ailleurs particulièrement convaincant dans le cas des activités politiques de haut niveau (Mishler, 1979 : 97).

Comme je l'ai mentionné plus haut, les militantes et les militants interrogés par Gingras, Maillé et Tardy (1989 : 72) sont plus éduqués que la population québécoise en général. Pour sa part, Fowlkes (1984 : 17) affirme que, des militantes qu'elle a interrogées,

les ambitieuses avaient un niveau d'instruction plus élevé que les non ambitieuses. Pour une des femmes types qu'elle présente dans un texte développant la notion de contre-socialisation, Fowlkes (1983 : 193) associe le manque d'instruction à un manque d'idées pour régler les grands problèmes de la société. Enfin, les données de Daniel Boy (1978 : 89) lient l'intérêt politique au niveau d'études; cet auteur n'a par contre interrogé que des hommes.

Afin de vérifier l'hypothèse, il faut ici comparer les niveaux d'instruction des femmes interrogées à celui de l'ensemble des femmes de leur génération. Un niveau plus élevé de scolarité pour les militantes laissera entrevoir la pertinence de ce facteur dans l'engagement en politique des jeunes Québécoises.

En 1996 au Québec, 41,6 % des femmes de 20 à 24 ans et 35,1 % des femmes de 25 à 29 ans avaient comme plus haut niveau d'études un certificat d'une école de métier ou un certificat d'autres études non universitaires tandis que 16,4 % des femmes de 20 à 24 ans et 26,4 % des femmes de 25 à 29 ans détenaient un certificat ou un grade universitaire (Institut de la statistique du Québec, 2000a, 2000b). Il y a ainsi 42 % des femmes de 20 à 24 ans et 38,5 % des femmes de 25 à 29 ans qui ne détiennent aucun diplôme ou qui ont arrêté leurs études après l'obtention de leur diplôme d'études secondaires.

Afin de pouvoir comparer le niveau de scolarité des militantes à celui de la population féminine du même âge, j'ai, comme dans le cas des parents, isolé le groupe des plus instruites. Si on utilise la méthode utilisée précédemment, c'est à dire regrouper les niveaux d'études jusqu'à ce que la proportion de la population qui les ait complétées atteigne la moitié ou un peu plus, les données mènent à considérer les femmes détenant un certificat ou un grade

universitaire comme formant le groupe des plus instruites de leur génération. Ce groupe forme une plus petite proportion de la population étudiée que dans le cas de la génération des parents : 16,4 % des 20 à 24 ans et 26,4 % des 25 à 29 ans, comparé à 31,9 % des femmes de 45 à 64 ans et 40,1 % des hommes du même âge. Le tableau 2.3 présente les données énoncées pour les femmes de 20 à 24 et celles de 25 à 29 ans.

Tableau 2.3

Plus haut niveau d'instruction atteint par les femmes de 20 à 29 ans au Québec
selon le groupe d'âge — 1996

Niveau d'instruction	Pourcentage			
	20-24 ans		25-29 ans	
Aucun grade, certificat ou diplôme ou diplôme d'études secondaires	42	83,6	38,5	73,6
Certificat d'une école de métier ou certificat d'autres études non universitaires	41,6		35,1	
Certificat ou grade universitaire	16,4		26,4	
Total	100		100	

Sources : Institut de la statistique du Québec (2000a, 2000b).

Je considérerai ici que les femmes ayant obtenu un certificat ou un grade universitaire sont celles qui se démarquent des femmes de leur génération par une instruction plus élevée. La petite taille de ces groupes des plus instruites — 16,4 % et 26,4 % de la population, dépendant du groupe d'âge — fait en sorte que ces femmes se démarquent encore plus parmi

la population féminine de leur génération que ne le faisaient les personnes appartenant aux catégories des plus instruits chez les femmes et les hommes de 45 à 64 ans.

Des militantes interrogées, cinq se retrouvent dans la catégorie des plus instruites des femmes de leur âge : une des répondantes détient une maîtrise, deux ont répondu avoir terminé leurs études universitaires de premier cycle et deux sont à les terminer. Les deux femmes dont le niveau d'instruction ne va pas dans le sens de l'hypothèse ont complété des études collégiales ou professionnelles.

Le niveau d'instruction des femmes de l'échantillon est supérieur, globalement, à celui de l'ensemble des femmes de 18 à 30 ans au Québec. Ces données sont difficiles à interpréter parce que les femmes de cet âge sont en transition. Certaines répondantes étaient à terminer leurs études universitaires au moment de la collecte de données. On voit par contre que déjà ce groupe de femmes est plus scolarisé que 83,6 % ou 73,6 % des femmes de leur génération, selon qu'elles ont entre 20 et 24 ans ou entre 25 et 29 ans. Une telle différence de niveau de scolarité ferait partie d'une expérience de contre-socialisation qui prédispose à l'engagement en politique. Ces femmes plus éduquées sont à même de connaître les impacts de l'éducation sur la socialisation identifiés par différents auteurs et auteures, par exemple le fait d'être à l'avant-garde des manières d'envisager les rôles de genres (Sapiro, 1983 : 65). Leur instruction les expose à de nouvelles formes de pensée et à de nouvelles expériences qui les font s'éloigner de la socialisation traditionnelle féminine. Elles vivent une contre-socialisation qui ouvre, notamment à la politique. La présence non négligeable de ce facteur dans le présent échantillon (cinq femmes sur sept font partie du groupe des plus instruites de leur génération)

porte à croire qu'un niveau d'instruction élevé fait peut-être partie d'un environnement de contre-socialisation prédisposant les jeunes femmes à l'engagement politique.

2.1.2.2 Domaine d'études

La socialisation traditionnelle des femmes les pousse vers des occupations qui sont en continuité avec les tâches domestiques et familiales qui leur sont assignées dans l'ordre social traditionnel. Les domaines d'études que les femmes choisissent le sont aussi. Un domaine d'études risque d'être un facteur de contre-socialisation pour une femme dans la mesure où il l'expose à des expériences jugées non traditionnelles pour les femmes, et cela parce qu'elle y côtoie une majorité d'hommes, parce qu'il s'agit d'un milieu d'études de culture masculine ou encore parce qu'il ne s'agit pas d'un domaine d'études dont l'objet est une suite des rôles traditionnellement réservés aux femmes.

Quelques données sur les choix de domaines d'études des femmes et des hommes peuvent éclairer ici l'analyse. En observant par exemple les données au sujet des domaines choisis par les étudiantes et les étudiants du collégial, on voit qu'en 1995-1996 les finissantes des collèges communautaires canadiens se concentraient dans trois domaines : le commerce et l'administration des affaires (32 %), les sciences sociales (25 %) et les sciences de la santé (20 %). Les hommes obtenaient pour leur part des diplômes en génie et sciences appliquées à 40 % et en commerce et administration des affaires à 22 % (Statistique Canada, 1999b : 122).

J'ai interrogé les participantes sur leur domaine d'études. Six femmes sur sept ont répondu à la question. Deux femmes ont répondu avoir étudié ou étudier présentement en droit, une en science politique, une autre en chimie analytique et en chimie et une autre

possède un diplôme général en arts et sciences et un diplôme d'assistante juridique. La dernière détient des certificats en science politique et en communication et était, au moment de la collecte des données, à compléter un baccalauréat multidisciplinaire combinant la gérontologie, le service social et le droit.

Le droit est aujourd'hui un champ d'études où l'on retrouve plus de femmes que d'hommes, mais cela n'a pas toujours été le cas. En 1995-1996, les femmes formaient 51,9 % des effectifs universitaires du premier cycle à temps plein en droit au Canada et cette proportion était de 59,6 % au Québec (Statistique Canada, 1998b). La proportion de femmes inscrites aux programmes de premier cycle dans les facultés de droit au Canada a dépassé celle des hommes en 1990-1991 (Statistique Canada, 1992 : 87). Au Québec, les femmes ont devancé les hommes dans ce domaine en 1982-1983 (Statistique Canada, 1984 : 114). Les études de droit mènent à une profession de haut statut social dans laquelle les hommes ont longtemps dominé en nombre et en culture. Les métiers juridiques sont largement répandus chez les politiciens et les politiciennes. Suite aux élections de 1988, « 13 % des femmes et 15 % des hommes à la Chambre des communes [étaient] avocats, catégorie qui représente moins de 1 % de la population totale » (Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, 1991 : 110) du Canada. Suite à une comparaison des femmes élues députées aux élections fédérales de 1988 à l'ensemble des candidates à ces élections, Janine M. Brodie (1991 : 48) conclut que les élues sont plus souvent que les candidates issues des domaines juridiques et des affaires. En somme, le droit semble être un choix d'études et de carrière associé davantage que d'autres à la fonction de représentation.

On voit dans le cas du domaine d'études toute l'importance de comparer les militantes aux autres femmes de leur génération plutôt qu'à l'ensemble de la population féminine québécoise. La présence marquée des femmes dans le domaine du droit est relativement récente. Sur le plan du nombre, l'on ne peut plus dire que les facultés de droit sont des lieux masculins et qu'elles offrent un environnement de contre-socialisation aux étudiantes sur ce plan. En d'autres matières, par exemple la culture des facultés de droit et du corps professoral, l'on peut par contre se demander si ces facultés sont devenues des lieux « féminins ». Étudier en droit représente peut-être encore une expérience de contre-socialisation aux rôles de genre pour les femmes. Face au nombre de participantes ayant choisi le droit comme domaine d'études (trois, dont deux exclusivement), il serait probablement intéressant et à propos de se pencher sur cette notion de culture ainsi que de se demander si ces femmes se sont consacrées aux spécialités juridiques qui sont, à l'intérieur de la profession, des ghettos féminins — le droit de la famille, par exemple. La répondante qui combine le droit, la gérontologie et le service social semble avoir pris cette voie.

Les sciences sociales, notamment la sociologie, la psychologie et le travail social, sont généralement considérées comme des domaines d'études féminins en raison de la proportion d'étudiantes qu'on y retrouve, mais aussi en raison de leur objet d'étude. Or la science politique fait quelque peu exception. L'objet d'étude de cette science est la sphère politique, c'est-à-dire l'État, le pouvoir, le conflit, des sujets antinomiques à la socialisation traditionnelle des femmes. La science politique, même si elle est une science sociale, n'entre donc pas à proprement parler dans la catégorie des domaines d'études féminins. Une semblable argumentation pourrait être avancée pour d'autres domaines d'études classés parmi

les sciences sociales (Statistique Canada, 1998b : 72), par exemple l'économie et les affaires, l'administration et le commerce ainsi que certains domaines du droit.

Deux femmes se retrouvent dans des domaines d'études fortement typés au plan du genre : l'assistance juridique, d'un côté, et la chimie, de l'autre. Seule la femme étudiant en chimie se retrouve dans un domaine typiquement masculin et seule la femme détenant un diplôme en assistance juridique a choisi un domaine typiquement féminin. Entre ces deux extrêmes se trouvent les quatre autres répondantes, celles qui étudient en droit et celle qui étudie en science politique ainsi que la répondante terminant un baccalauréat multidisciplinaire. Cette dernière est un cas particulier. Elle a étudié dans cinq domaines : en science politique et en droit, qui sont des domaines qui l'éloignent des ghettos féminins, et en gérontologie, en service social et en communication, qui sont des domaines plutôt féminins.

Les militantes interrogées semblent donc en général s'être éloignées des ghettos féminins d'études, le choix d'une seule des répondantes se classant clairement dans cette catégorie. Par contre, on ne peut dire avec certitude à l'aide des données recueillies ici si les environnements d'études des répondantes ont participé à une contre-socialisation de ces femmes, entre autres en raison de la particularité du droit comme domaine d'étude. Pour ce qui est d'une différence entre les répondantes et la population générale des femmes de leur génération, elle existe : les choix de domaines d'études des militantes interrogées semble en général différer de ceux de la population féminine du même âge. Seules l'assistance juridique, choisie par une des répondantes, et la communication, la gérontologie et le service social choisis par une autre (en même temps que le droit et la science politique), sont des domaines typiquement adoptés par les femmes.

2.1.2.3 Occupation

L'occupation peut être un facteur de contre-socialisation dans la mesure où, dans l'exercice de ses fonctions, la femme s'éloigne des rôles traditionnels et des ghettos féminins et également dans le sens où elle détermine le statut socio-économique de la personne par le revenu et le prestige. Comme on l'a vu précédemment, le statut socio-économique est associé par les auteures et auteurs à la politisation et à l'activité politique. Virginia Sapiro affirme, dans le passage qui suit, l'importance du milieu de travail dans la socialisation adulte :

[i]f we [...] ask from what institution will the impact of political education be the greatest, we may, with strong reason, suggest that the institutions which are most salient to individuals' day-to-day lives, and those in which they spend the most time are the most powerful agents of adult socialization. This response turns our attention back to two agents: the family and the workplace (1983 : 173).

Voici les occupations déclarées par les participantes à la présente étude.

Répondante A	Étudiante. Pendant l'été 1999, elle travaillait au bureau national de son parti.
Répondante B	Employée dans un cabinet ministériel. Elle termine un baccalauréat à temps partiel.
Répondante C	Réceptionniste à un des bureaux du chef de son parti.
Répondante D	Étudiante. Pendant l'été 1999, elle travaillait au cabinet d'un ministre et dans le bureau de comté de celui-ci.
Répondante E	Étudiante. Pendant l'été 1999, elle travaillait dans un cabinet ministériel.
Répondante F	Étudiante.
Répondante G	Technicienne de laboratoire. Elle termine un baccalauréat à temps partiel.

Quatre des sept répondantes sont encore aux études à temps plein. Trois sont à temps plein sur le marché du travail, les répondantes B, C et G. Les répondantes B et G font en même temps des études à temps partiel. L'emploi de cette dernière pourrait être appelé à évoluer dans le sens d'un statut socio-économique plus élevé une fois ses études à temps partiel terminées. Ces femmes sont encore dans la période moratoire des années de jeunesse telle qu'identifiée par Muxel (1991). Leur occupation peut difficilement nous renseigner sur leur niveau socio-économique en ce moment.

La nature des emplois de deux des femmes qui sont sur le marché du travail, les répondantes C et G, porte à penser que leur emploi ne les fait pas baigner dans un environnement de contre-socialisation, entendu qu'elles occupent toutes les deux des emplois typiquement féminins, soit réceptionniste et technicienne de laboratoire. La seconde de ces femmes pourrait par contre se retrouver dans un emploi moins typé à la fin de ses études de baccalauréat en chimie. Par ailleurs, dans le cas de la réceptionniste, le fait d'avoir obtenu cet emploi par un programme de stage pour les jeunes membres de son parti a été le déclencheur de son activité partisane. Son emploi aurait donc eu un effet de contre-socialisation au plan politique. La troisième travailleuse, la répondante B, œuvre elle aussi en politique, mais son engagement militant a précédé son embauche dans un cabinet ministériel.

Dans un autre ordre d'idées, plusieurs des femmes interrogées occupaient un emploi d'été au moment des entrevues. Les trois femmes ayant précisé la nature de leur emploi estival travaillaient dans le bureau d'une politicienne ou d'un politicien ou au bureau national de leur

parti. Ces emplois ne sont pas typiques des emplois d'été des étudiantes¹⁹. Ils pourraient constituer des facteurs de contre-socialisation dans la mesure où les femmes qui les occupent sont exposées au monde politique de très près. Par ailleurs, il y a de grandes chances que le fait d'occuper ces postes soit le fruit de leurs activités militantes plutôt qu'un déclencheur de celles-ci. Il est probable qu'elles aient été actives en politique bénévolement avant de solliciter ou d'obtenir un emploi politique. Il s'agit d'une séquence inverse au cas présenté précédemment où la répondante C a transformé son intérêt pour la politique en engagement quand elle a obtenu son emploi au bureau du chef de son parti. Les trois emplois estivaux ne peuvent donc probablement pas être considérés comme des facteurs ayant déterminé l'engagement en politique des répondantes. De plus, il faudrait davantage de détails sur les tâches exécutées par les répondantes dans le cadre de leurs fonctions au sein de l'appareil du parti ou dans les bureaux de ministres pour savoir si ces emplois s'éloignent des rôles traditionnels féminins.

La forte présence des travailleuses du domaine politique dans l'échantillon, cinq sur sept, est probablement due à la manière dont celui-ci a été recueilli, c'est-à-dire par des contacts avec des présidentes, des présidents et des secrétaires d'associations de comté, des têtes dirigeantes d'associations jeunesse et des employés de partis. Les participantes font partie des jeunes très actifs dans leur parti, ce qui leur facilite probablement l'accès à des emplois dans l'appareil politique et, dans une certaine mesure, dans l'appareil gouvernemental. Les femmes occupant des emplois dans la machine du parti ou dans les bureaux de députés

19

Pendant l'été 2000, au Canada, « 57,2 % des étudiantes occupaient un emploi dans le secteur des services d'hébergement et de restauration ou dans le secteur de la vente en gros ou au détail » (Développement des ressources humaines Canada, 2000 : 7).

sont parmi celles qui ont le plus de chances d'être connues des personnes avec qui j'ai communiqué pour la formation de l'échantillon.

Le faible nombre de personnes dans l'échantillon, et de là le faible nombre de répondantes sur le marché du travail interrogées, rend très difficile, voire impossible, de conclure quoi que ce soit au sujet de l'environnement socio-économique des répondantes en observant leur occupation.

En somme les données recueillies ne permettent pas de déterminer si, oui ou non, les jeunes militantes connaissent un environnement de contre-socialisation par leur occupation et s'il existe une différence sur ce plan avec l'expérience vécue en général par les femmes de leur âge dans la population québécoise. La majorité des participantes sont encore aux études. Deux des trois femmes qui sont sur le marché du travail occupent des emplois typiquement féminins, mais la situation de l'une à cet égard pourrait changer à moyen terme à la fin de ses études de baccalauréat à temps partiel. D'autre part, la plupart des emplois politiques occupés par les répondantes sont probablement davantage des conséquences de leurs activités politiques que des facteurs les ayant mené à la politique.

2.1.2.4 Revenu annuel

Il est difficile d'obtenir des données statistiques sur le revenu du groupe des femmes de 18 à 30 ans au Québec. Les groupes d'âge présentés dans les tableaux de l'Institut de la statistique du Québec (2000c) et de Statistique Canada (1998c) sont tour à tour les moins de 25 ans, les 25 à 44 ans, les 15 à 24 ans et les 25 à 34 ans. Les données se rapprochant le plus de ce qui aurait été nécessaire pour établir une comparaison entre le revenu annuel des

participantes et celui de l'ensemble des femmes de leur génération sont les suivantes : le revenu moyen des Québécoises de moins de 25 ans était en 1996 de 8 610 dollars et celui des femmes de 25 à 44 ans, de 22 760 dollars. Le revenu moyen des femmes au Québec est de 22 713 dollars (Statistique Canada, 1999c).

Six participantes ont répondu à la question leur demandant de classer leur revenu annuel dans une échelle d'intervalle. Une participante a refusé de répondre. Parmi les répondantes, trois font à peu près autant ou plus d'argent que la moyenne des Québécoises et trois en font moins. Deux ont répondu qu'elles gagnaient entre 20 000 et 39 999 dollars et une a situé son salaire entre 40 000 et 59 999 dollars. Les trois autres ont répondu que leur revenu était inférieur à 20 000 dollars par année.

Les années de 18 à 30 ans sont généralement des années de transition. Quatre des sept participantes étaient encore étudiantes à temps plein au moment des entrevues et trois des six personnes ayant répondu à la question ont dit gagner moins de 20 000 \$ par année. Deux des répondantes travaillaient à temps plein en même temps qu'elles terminaient des études universitaires. La plupart de ces femmes sont à accomplir leur intégration à la société en tant qu'adultes. En parallèle, les données statistiques avec lesquelles je prévoyais comparer le revenu des participantes ne sont pas disponibles dans un format qui rend réalisable la comparaison : les groupes d'âge présentés ne correspondent pas à celui des participantes. Par conséquent, le revenu annuel du groupe des 18 à 30 ans est une donnée difficile à analyser. Les données obtenues sur le revenu des jeunes femmes actives en politique et celui de l'ensemble des jeunes femmes québécoises ne permettent pas de tirer de

conclusion sur l'expérience de socialisation vécue par les participantes sur ce plan ni même de percevoir de tendance à ce sujet.

* * *

En ce qui a trait à l'environnement socio-économique actuel des jeunes militantes politiques au Québec, l'hypothèse semble être appuyée par les données concernant le niveau de scolarité et le domaine d'études. Sur ces plans, les jeunes militantes interrogées se distinguent de la population générale des femmes de leur âge au Québec dans le sens d'une contre-socialisation qui les prédisposerait à l'activité politique. On ne peut par contre rien conclure au sujet de l'occupation et du revenu annuel. Ces femmes de 18 à 30 ans sont dans la période de transition qu'est la jeunesse, elles sont à effectuer leur insertion dans la société (Muxel, 1991). Un bon nombre, six sur sept, étaient encore aux études à temps plein ou à temps partiel au moment de la collecte de données. Seulement trois des participantes étaient sur le marché du travail à temps plein à ce moment-là et deux d'entre elles faisaient des études à temps partiel en même temps. Le faible nombre de données analysables empêche de tirer quelque conclusion que ce soit au sujet de l'occupation des jeunes femmes. En ce qui concerne le revenu annuel, les statistiques qui sont disponibles à ce sujet cachent la multitude de réalités typiques de la période de transition de la jeunesse. D'ailleurs, même si j'avais eu accès à des statistiques adaptées au groupe des 18 à 30 ans, il n'est pas évident qu'une comparaison entre le revenu annuel des militantes et celui de l'ensemble des jeunes femmes québécoises aurait mené à des conclusions pertinentes en raison des particularités de cette période de la vie.

On ne peut tirer de conclusions que sur les questions touchant l'instruction. La pluralité des répondantes font partie du groupe des femmes les plus instruites de la génération étudiée. Les choix de domaines d'études de la plupart d'entre elles s'éloignent des ghettos féminins. En ne perdant pas de vue que les limites méthodologiques de ce travail empêchent toute généralisation des résultats, on peut dire que les données semblent aller dans le sens de l'hypothèse en ce qui a trait à l'instruction : les jeunes militantes politiques québécoises connaîtraient une contre-socialisation particulière sur ce plan en comparaison de l'ensemble des femmes de leur âge.

* * *

L'environnement socio-économique était le premier vecteur de contre-socialisation politique présenté ici. Les réponses recueillies grâce à des entrevues et des questionnaires auprès de sept militantes politiques québécoises de 18 à 30 ans au sujet de leur environnement socio-économique et de celui de leur famille d'origine ont été comparées à des données analogues pour l'ensemble des jeunes femmes québécoises. La comparaison sert à évaluer la pertinence pour cette génération de certaines dimensions de l'environnement socio-économique liées par les auteures et auteurs à une contre-socialisation qui prédisposerait à l'engagement politique.

Dans le cas de trois facteurs, il a été impossible de tirer des conclusions. Les données recueillies au sujet des occupations des pères des répondantes n'étaient pas assez précises. Le fait qu'une grande proportion des répondantes aient été aux études au moment des entrevues a rendu vaine toute tentative de conclusion au sujet de l'occupation. D'autre part, les données

nécessaires à une comparaison du revenu annuel des militantes à celui de l'ensemble des femmes de leur génération n'étaient pas disponibles.

Les sept autres dimensions de l'environnement socio-économique ont par contre pu être étudiées. Les résultats doivent être appréciés en se rappelant que les limites de cette étude empêchent toute généralisation.

Les réponses obtenues pour deux des facteurs ne semblent pas appuyer l'hypothèse. La grande majorité des femmes interrogées ont dit venir d'un milieu modeste ou de classe moyenne. Ces femmes n'ont ainsi pas vécu d'expérience de contre-socialisation sur ce plan et elles ne se démarquent pas de leurs consœurs, du moins de la manière dont j'ai appréhendé la contre-socialisation dans le cadre de cette recherche. Les données recueillies au sujet du type d'occupation des mères des répondantes ne vont pas non plus dans le sens de l'hypothèse. Les mères des participantes sont, ou ont été, mères au foyer ou occupent, ou ont occupé, des emplois dans des domaines typiquement féminins. Si elles participent probablement pour la plupart considérablement au revenu familial, aucune n'occupe d'emploi la plaçant dans la classe économique supérieure. Par contre, la plupart de ces femmes occupent ou ont occupé pendant la plus grande partie de la vie de leur fille un emploi à l'extérieur du foyer alors que ce n'était pas la norme pour les femmes au cours des trois dernières décennies. Elles ont ainsi offert à leurs filles des modèles s'éloignant des rôles traditionnels féminins. Leurs filles ont pu comprendre que les femmes pouvaient sortir du domaine privé et agir dans la sphère publique.

Les autres facteurs pour lesquels les résultats de l'enquête semblent appuyer l'hypothèse sont ceux qui ont trait à l'instruction, celle des parents et celle des répondantes. La pluralité des mères et des pères des participantes se classent dans le groupe des femmes ou des hommes les plus instruits de leur génération, tout comme c'est le cas des participantes à l'étude quand on les compare à l'ensemble des femmes de 18 à 30 ans au Québec. De plus, on peut dire que la plupart des participantes ont choisi des domaines d'études qui ne sont pas typiquement féminins même s'il vaudrait la peine d'examiner plus avant l'environnement de socialisation que constituent les facultés de droit. Ces résultats rejoignent ce que nombre d'auteurs et d'auteurs avancent sur l'importance de l'éducation d'une personne et de celle de sa famille dans la contre-socialisation en matière d'engagement politique (Bennett et Bennett, 1989; Boy, 1978; Brodie, 1985; Clark, Clark et Chou, 1993; Damico, Damico et Conway, 1998; Deutchman, 1985-1986; Gingras, Maillé et Tardy, 1989; Lee et Rinehart, 1995).

Cette section analysait des dimensions de l'environnement socio-économique que différents auteurs et auteures présentent comme faisant partie d'un contexte de contre-socialisation en matière d'engagement politique. La prochaine section se penchera sur un vecteur de contre-socialisation directement lié à la politique, soit les liens existants entre, d'une part, les familles des participantes et, d'autre part, la politique et l'action communautaire.

2.2 Liens de la famille avec la politique et l'action communautaire

Les auteures et les auteurs s'intéressant aux militants et au personnel politiques s'entendent pour dire qu'on retrouve souvent chez ces personnes des liens familiaux avec la

politique. Il peut s'agir d'un membre de la famille immédiate ou de la parenté ou encore d'un ami de la famille qui est actif en politique. Si un tel lien direct n'existe pas, la personne viendra souvent d'une famille où on discute de politique, où on s'y intéresse.

Pour Cal Clark, Janet Clark et Bih-er Chou (1993), l'existence de liens entre la famille et la politique durant l'enfance et l'âge adulte est une des expériences de contre-socialisation politique ayant beaucoup plus d'importance pour les femmes que pour les hommes. Parmi les femmes politiques interrogées par Clark, Clark et Chou (1993 : 499), 33 % ont affirmé qu'un de leurs parents avait occupé un poste politique et 44 % qu'un autre membre de leur famille à l'âge adulte l'avait fait, contrairement à 21 % et 9 % des hommes respectivement. Dans le cadre d'une étude portant sur des femmes s'étant présentées en politique provinciale, fédérale et municipale au Canada entre 1945 et 1975, Janine M. Brodie (1985 : 30) a trouvé qu'une grande proportion des femmes qu'elle a interrogées ont été exposées à une activité politique parentale intense. Les parents de plusieurs d'entre elles avaient déjà occupé un poste électif. La majorité des mairesses et les maires interrogés par Évelyne Tardy, Manon Tremblay et Ginette Legault (1997 : 41) venaient de familles politisées et bon nombre comptaient dans leur parenté une personne ayant fait de la politique municipale.

William Mishler (1979) écrit ce qui suit au sujet de l'impact de la politisation familiale :

[w]hen and how strongly political interest develops depends largely on the "politicization" or political content of the environment. Children reared by politically active parents or in families where political discussions are commonplace tend to develop early, intense, and enduring political commitments (1979 : 120).

Dans le cadre de leur étude sur les militantes et les militants politiques et syndicaux au Québec, Anne-Marie Gingras, Chantal Maillé et Évelyne Tardy (1989 : 79-83) ont trouvé que 46,6 % des femmes et 30,1 % des hommes interrogés avaient eu des parents militants et que 74 % des femmes et 57,3 % des hommes étaient issues d'une famille où on parlait de syndicalisme ou de politique. De plus, 83,6 % des femmes et 76 % des hommes interrogés ont dit que des personnes de leur famille élargie s'étaient intéressées à la politique ou au syndicalisme. Comme les chiffres le démontrent, cette présence de la politique dans la famille est davantage marquée chez les femmes que chez les hommes. Parallèlement, l'influence du militantisme du père serait plus marquante chez les femmes que chez les hommes et les auteurs ont pu voir que cette tendance était davantage présente chez les militantes du Parti libéral du Québec que chez les militantes du Parti québécois (Legault, Desrosiers et Tardy, 1988 : 153). Au Québec, des vingt-quatre femmes interrogées par Manon Tremblay et Réjean Pelletier (1995 : 15), treize étaient issues d'un milieu politisé : un de leur parent, leur conjoint ou encore une personne de leur parenté était ou avait été active en politique.

Dans un article où Diane L. Fowlkes (1983 : 217) développe la théorie de la contre-socialisation politique, les quatre femmes types présentées copient l'activité politique d'un de leurs parents actif. Après avoir interrogé des militants et des militantes des deux grands partis américains, Fowlkes (1984) a aussi trouvé que les femmes ambitieuses du Parti républicain se distinguaient des autres femmes de leur parti par le fait qu'elles avaient eu une mère intéressée à la politique. Dans la famille des militantes et des militants ambitieux du Parti démocrate, on mettait l'accent sur l'activité politique plutôt que sur le mariage et la famille (Fowlkes, 1984 : 19).

Annick Percheron (1974) soutient que « le fait pour un enfant de connaître une personne qui occupe une fonction politique peut constituer un facteur décisif dans le développement de son propre engagement politique » (p. 6).

Les quelques données trouvées à ce sujet laissent croire que l'intérêt et l'activité politiques ne sont pas assez répandus dans la population québécoise pour que la présence dans l'entourage familial d'une ou de plusieurs personnes engagées en politique ne soit le lot de la majorité des jeunes femmes de la province. Dans le cadre de l'*Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation*, seulement 3 % des Canadiennes et des Canadiens ont dit être actifs auprès d'un organisme ou d'un groupe politique (Statistique Canada, 1998a : 45²⁰). S'appuyant sur des données recueillies dans les années soixante et soixante-dix, William Mishler (1979 : 59) estime qu'au plus 15 % de la population canadienne connaissait à cette époque une activité politique de haute intensité, ce qui inclut se présenter à des élections, travailler pour un parti ou un club politique ou encore participer à une quelconque forme d'activité de protestation politique. En 1974, alors que certaines des répondantes avaient cinq ans ou moins, l'intérêt pour la politique était loin d'avoir gagné la majorité des citoyennes et des citoyens : moins de 15 % disaient s'intéresser grandement à la politique et plus de 40 % disaient s'y intéresser peu ou pas du tout (Mishler, 1979 : 67). D'ailleurs, en 1979, la proportion des Québécois francophones s'intéressant peu ou pas à la politique atteignait 57,8 % chez les femmes et 35,1 % chez les hommes (Bashevkin, 1993 : 50). En

20

Le tableau présenté dans le rapport d'enquête n'étant pas détaillé, le pourcentage exact a été obtenu auprès du personnel de Statistique Canada. Des données sur la population québécoise peuvent être achetées auprès de Statistique Canada.

1984, seulement 20,3 % des hommes et 15,2 % des femmes ont suivi de près les élections fédérales (Kay, Lambert, *et al.*, 1988 : 6).

En raison du faible nombre de personnes engagées en politique et du peu d'attention porté par les gens à ce champ d'activité au Québec et au Canada, on peut dire que l'existence de liens entre la famille et la politique n'est probablement pas le lot de la plupart des jeunes femmes québécoises. Il est donc intéressant de se demander si on retrouve ce vecteur de contre-socialisation politique chez les jeunes militantes, ce que j'ai fait dans le cadre de cette recherche.

J'ai interrogé les participantes à l'étude sur l'engagement en politique de chacun de leurs parents. Si le parent n'était pas actif en politique, je demandais alors si cette personne s'intéressait à la politique ou aux affaires publiques. Une autre question portait sur l'engagement de chacun des parents dans des organismes communautaires ou sociaux. Ce genre d'activités, quoique non relié à la politique électorale, est un engagement dans la sphère publique et participe d'un milieu où on se préoccupe de choses extérieures à l'unité familiale. De surcroît, encore aujourd'hui, les femmes, et donc les mères des répondantes, ont plus de chance de s'engager socialement de la sorte que d'être actives dans un parti politique. En 1997, 22 % des Québécoises et 23 % des Québécois de plus de 15 ans faisaient du bénévolat (Statistique Canada, 1998a : 67)²¹. Sans correspondre à une activité en politique officielle, un tel engagement des parents, notamment de la part de la mère, peut être, pour une fille, une

21

Il est à noter que le Québec est la province où le taux de participation à des activités bénévoles est le plus bas : 22 %, alors que la moyenne canadienne est de 31,4 %. Trente-trois pour cent des Canadiennes font du bénévolat alors que vingt-deux pour cent des Québécoises en font. Le Québec est la seule province dont les habitantes ont un taux d'engagement bénévole inférieur à 34 % (Statistique Canada, 1998a : 57-77).

expérience de contre-socialisation prédisposant à la politique. Quand l'exemple d'engagement social vient de la mère, il démontre à la fille qu'il existe pour les femmes d'autres lieux d'action que le privé.

Les questions sur l'engagement des parents dans des organismes communautaires ou sociaux spécifiaient que cet engagement pouvait être bénévole ou non. Cette formulation a permis d'explorer les expériences d'engagement communautaire des parents, qu'elles soient bénévoles ou qu'elles fassent partie de leur vie professionnelle.

J'ai aussi demandé aux participantes si un membre de leur famille ou une personne proche de leur famille était ou avait déjà été active en politique. Les parents ne sont pas les seuls dans l'entourage familial dont l'exemple peut agir sur leur enfant; un grand nombre de personnes et de groupes font partie de l'environnement de socialisation de ce dernier. D'ailleurs, des liens familiaux avec la politique passant par d'autres personnes que les parents sont inclus par Gingras, Maillé et Tardy (1989) et Tremblay et Pelletier (1995) dans leur analyse des facteurs de contre-socialisation politique.

Les données recueillies grâce à ces questions ne portaient pas à une analyse du type « x mères ou pères sont actifs et y mères ou pères ne sont pas actifs ». Les réponses des participantes ont fait ressortir différents degrés de lien avec la politique et l'action communautaire ainsi qu'une grande diversité de types d'engagement. J'ai donc bâti pour l'analyse les quatre catégories suivantes :

- Catégorie 1. Lien de forte intensité (de la mère/du père) avec la politique ou l'action communautaire;
- Catégorie 2. Lien de moyenne intensité (de la mère/du père) avec la politique ou l'action communautaire;
- Catégorie 3. Peu de liens (de la mère/du père) avec la politique ou l'action communautaire;
- Catégorie 4. Pas de lien (de la mère/du père) avec la politique ou l'action communautaire.

C'est grâce à ces catégories que j'ai analysé les réponses au sujet du lien que les parents des participantes entretiennent avec la politique et l'action communautaire. Pour entrer dans la première catégorie, une personne devait répondre aux trois critères correspondant aux questions d'entrevue, c'est-à-dire qu'elle était active en politique ou l'avait déjà été, qu'elle était active dans des organismes communautaires ou sociaux ou l'avait déjà été et qu'elle s'intéressait à la politique ou aux affaires publiques ou s'y était déjà intéressée. Évidemment, si une personne était active en politique, j'en déduisais que cela l'intéressait. Si une personne répondait à deux des critères, elle entrait dans la catégorie de celles qui ont un lien de moyenne intensité avec la politique ou l'action communautaire. Si une militante déclarait que sa mère ou son père répondait à un seul des critères, ce parent entrait dans la catégorie de ceux qui ont un faible lien avec la politique ou l'action communautaire. Si la fille a répondu qu'un de ses parents n'était pas actif en politique, ne faisait partie d'aucun regroupement communautaire ou social et qu'il ne s'intéressait pas à la politique ni aux affaires publiques, ce parent était considéré sans lien avec la politique ou l'action communautaire. La séparation des liens en trois catégories (en plus de la catégorie *pas de lien*) permet dans une certaine mesure de faire

ressortir les différences dans le degré d'intensité du lien avec la politique et l'action communautaire.

Afin de jauger les liens existant entre la politique et l'entourage familial des répondantes passant par d'autres personnes que les parents, j'ai compté le nombre de personnes actives en politique identifiées dans son entourage familial par chacune des participantes et ai classé les réponses dans les catégories suivantes :

- Catégorie 1. Entourage familial comptant une pluralité de personnes actives en politique;
- Catégorie 2. Entourage familial comptant une personne active en politique;
- Catégorie 3. Entourage familial ne comptant aucune personne active en politique.

Ces catégories permettent de voir si les répondantes sont exposées dans leur entourage familial (autrement que par leurs parents) à un ou à plusieurs modèles d'engagement politique ou si cet entourage ne contribue en aucune façon à leur politisation. L'existence de deux catégories de classement pour les réponses des femmes qui identifient des liens entre leur entourage familial et la politique (catégories 1 et 2) sert à jauger l'intensité de la politisation de l'entourage familial.

Ces modes de classement des liens entre la famille et la politique ont leurs limites. Tout d'abord, en statuant sur l'intensité du lien de chaque parent avec la politique en comptant les différents critères présents chez une personne (l'engagement en politique, l'action communautaire et l'intérêt pour la politique et les affaires publiques), je ne mesure pas l'intensité de chacun de ces critères. Ainsi, dans ce mode de classement, le fait de s'intéresser à la politique ou aux affaires publiques, la participation en tant que scrutateur et le fait d'être

candidat à une élection s'équivalent : tous ces faits comptent pour un critère. Il en va de même pour le mode de classement des entourages familiaux : toute personne de l'entourage qui est active en politique compte également sans que ne soit pris en considération son degré d'engagement ou la proximité de sa relation avec la répondante.

Dans un autre ordre d'idées, à la lecture des réponses données par les participantes, on voit que ce procédé en apparence calculé repose sur une dose certaine de subjectivité et de jugement de la part des participantes et de ma part sur ce que veulent dire les mots implication²², intérêt, affaires publiques, politique et organisme communautaire ou social. En ce qui a trait à la subjectivité et au jugement des participantes, il est pertinent de soulever que ce qui importe dans le processus de socialisation politique est peut-être justement davantage la perception qu'a la répondante des liens que sa famille entretient avec la politique que la nature exacte de ces liens selon des définitions officielles de concepts. Parallèlement, on peut dire que les données recueillies au sujet de l'activité et de l'intérêt politiques et communautaires des parents et des autres membres de l'entourage familial sont de seconde main. Elles ont été recueillies auprès des filles, des sœurs, des nièces, etc., des personnes concernées plutôt qu'auprès de ces personnes elles-mêmes, ce qui peut sembler en atténuer la validité. Or, en abordant la question de la transmission explicite et implicite des rôles par les parents, Sapiro explique bien que la perception est plus importante que la réalité objective à cet égard :

22

L'utilisation d'*implication* dans ce sens est un anglicisme, mais c'est ce mot qui a été employé dans le cadre des entrevues et dans le questionnaire.

[i]f Daddy reads the morning newspaper while Mommy makes breakfast, or if Daddy watches the evening news while Mommy makes dinner, children may conclude that men are interested in news while women are not, even if it happens that Mommy reads the newspaper after the rest of her family leaves the house, or watches the late evening news after the dinner dishes are washed and the children are in bed (1983 : 37).

Les pages qui suivent présentent l'analyse des réponses données par les participantes au sujet des liens qui existent entre leur famille et la politique.

2.2.1 La mère — Lien avec la politique et l'action communautaire

Les mères de six des sept participantes à l'étude sont actives en politique ou dans le milieu communautaire, l'ont déjà été ou encore s'intéressent à la politique ou aux affaires publiques. Voici tout d'abord le portrait que chaque jeune femme a dressé du lien que sa mère entretient avec la politique et l'action communautaire.

Mère A Elle n'est pas active dans un parti politique et ne l'a jamais été, mais sa fille la décrit comme fervente nationaliste québécoise dans les années soixante-dix et comme une personne qui s'intéresse à la politique de manière générale. C'est par l'engagement communautaire que cette femme se démarque. Elle a été active dans de nombreux groupes communautaire, dans des groupes de femmes et dans des groupes de revendication des droits. Elle a milité pour l'accès à des services. Elle a été porte-parole et organisatrice. Sa fille dit qu'elle a diminué son engagement en raison de son âge, mais qu'elle est encore active dans environ cinq groupes communautaires auxquels elle consacre respectivement au moins une heure par semaine. Sa fille nomme parmi ces associations un groupe voué au développement régional et une table de concertation de groupes de femmes. Par sa profession, elle est active dans la promotion internationale du développement de sa région dans le cadre d'une coalition québécoise.

Cette femme a un lien de moyenne intensité avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 2). Elle a déjà démontré un intérêt pour la politique et semble avoir offert à sa fille un environnement où l'engagement social et revendicateur occupe une place de premier plan.

Mère B Elle a été scrutatrice à quelques reprises sans que ce soit à chaque élection. Elle discute de politique et d'actualité avec sa famille depuis longtemps. Quand sa fille était très jeune, dans le cadre de son occupation rémunérée, elle a été active dans « toute sorte de comités ».

Cette femme a un lien de moyenne intensité avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 2). La politique fait partie de sa vie (intérêt et engagement) sans qu'elle soit militante régulière d'un parti. Elle a déjà été active dans divers comités.

Mère C Vers 1980, alors que sa fille avait environ 2 ans, elle a été active dans l'association d'un parti politique dans son comté. Elle était bénévole, poseuse d'affiches et téléphoniste. Elle n'a pas beaucoup parlé à sa fille de ces activités. Elle n'est pas active au plan communautaire et ne l'a jamais été.

Cette femme a un lien de moyenne intensité avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 2). Elle a déjà été active en politique.

Mère D Elle a fait du bénévolat pendant des campagnes électorales. Elle faisait entre autres des téléphones. Au plan communautaire, elle a été active en animation et en recherche de financement pour la cause de la lutte au cancer et pour des organismes communautaires du domaine de la santé.

Cette femme a un lien de forte intensité avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 1). En plus de s'engager dans quelques organismes communautaires, elle a été active en politique, même si sa fille n'a pas donné force détails à ce sujet.

Mère E Elle n'est pas active en politique et ne l'a jamais été. Elle ne s'intéresse à la politique que dans la mesure où sa fille en fait. Cette dernière dit que ses parents sont « plutôt désillusionnés ». Cette femme n'est pas active au plan communautaire et ne l'a jamais été.

Cette femme a peu de liens avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 3).

Mère F Elle n'est pas active en politique et ne l'a jamais été. Elle ne s'intéresse pas à la politique ou aux affaires publiques. Elle n'est pas active au plan communautaire et ne l'a jamais été.

Cette femme n'a pas de lien avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 4).

Mère G Elle est active dans une association de comté de parti politique. Une partie de la mission de l'organisme pour lequel elle travaille est de revendiquer. En tant que chercheuse, elle fait en quelque sorte un travail politique : il lui arrive de faire des présentations à des sénateurs et à des députés au nom de l'organisme.

Cette femme a un lien de forte intensité avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 1) en raison du caractère politique de son emploi et de son engagement auprès de l'association de comté d'un parti politique.

Six mères sur sept entretiennent un quelconque lien avec la politique ou l'action communautaire. Deux mères ont un lien de forte intensité, trois ont un lien de moyenne intensité et une a un lien de faible intensité (*peu de liens*) avec la politique ou l'action communautaire. Les mères de quatre des répondantes sont actives en politique électorale ou l'ont déjà été de près ou de loin. Il s'agit des mères B, C, D et G. À la lumière des données présentées précédemment à l'effet que seulement 3 % des Canadiennes et des Canadiens sont engagés dans un organisme ou un groupe politique (Statistique Canada, 1998a : 45), on voit que la proportion d'engagement en politique électorale qu'on trouve chez les mères des répondantes n'est pas le reflet du niveau d'activité politique de la population en général; le groupe des mères montre un plus haut taux d'engagement que l'ensemble de la population. Les données semblent donc indiquer qu'une bonne partie des jeunes femmes interrogées ont vécu ou vivent aujourd'hui dans un environnement de contre-socialisation par l'activité politique de leur mère. Cet engagement politique maternel n'a pas fait partie de l'environnement de socialisation de la majorité des jeunes femmes québécoises. Cette différence entre l'environnement de socialisation de la plupart des militantes et celui des jeunes femmes en général va dans le sens de l'hypothèse de la présente recherche.

Dans un autre ordre d'idées, si on regarde ce que font concrètement ces femmes dans le cadre de leurs activités, on les retrouve souvent dans des postes sans grand pouvoir et dans des tâches typiquement réservées aux femmes dans les partis politiques et les organisations.

Traditionnellement, dans les partis politiques comme sur le marché du travail, les femmes ont été confinées à des tâches que l'on peut qualifier de *ghettos roses*. Il s'agit de tâches reflétant celles qui leur sont assignées dans la sphère privée. Sur le marché du travail, ces ghettos sont des métiers de soins, d'entretien, de gestion quotidienne, etc. Au cours de leur histoire, les militantes ont reproduit ou ont été amenées à reproduire ces rôles à l'intérieur des partis politiques dans des organisations d'auxiliaires féminines et dans les organisations générales des partis.

Encore aujourd'hui les tâches exécutées par les militantes dans les partis politiques sont très typées et axées sur le service, le maintien de l'organisation et, comme Mariette Sineau (1988 : 42) l'écrit, le soin à autrui et l'assistantat. Elles occupent les postes de secrétaires d'associations (responsable des procès-verbaux et du recrutement), se chargent de ramasser des fonds et assurent les communications (Bashevkin, 1993 : 70; 1991 : 68). Elles accomplissent aussi des tâches routinières sans prestige comme adresser des enveloppes, coller des timbres, faire le travail de téléphoniste ou tenir des listes (Gingras, Maillé, Tardy, 1989 : 96, 172). On leur confie également le démarchage électoral, la publicité, le porte-à-porte et le travail de bureau (Bashevkin, 1993 : 18, 22, 152). Le modèle traditionnel d'engagement féminin fait des femmes des travailleuses auxiliaires dont le rôle premier est l'organisation sociale et la collecte de fonds (Bashevkin, 1993 : 17) ainsi que les tâches cléricales et d'organisation (Legault, Desrosiers et Tardy, 1988 : 49).

En somme, les femmes assurent le bon roulement quotidien et la continuité des organisations. Il arrive qu'elles soient la seule présence du parti dans leur comté entre les élections (Bashevkin, 1993 : 70; Legault, Desrosiers et Tardy, 1988 : 97). Sylvia Bashevkin donne l'exemple de l'Ontario où les postes de secrétaires d'associations de comté des trois principaux partis au niveau provincial (le Parti libéral de l'Ontario, le Nouveau Parti Démocratique de l'Ontario et le Parti Progressiste Conservateur de l'Ontario) étaient occupés en 1990 par des femmes dans des proportions allant de 48,5 % pour le NPD à 75,4 % pour les Libéraux. Des données sur les partis homonymes au niveau fédéral démontrent qu'un grand nombre de femmes occupent là aussi les fonctions de secrétariat dans les exécutifs d'associations locales (Bashevkin, 1993 : 72).

Les militantes ne sont généralement pas mises à contribution dans le développement de stratégies, de politiques et de discours, dans la prise de décision et dans le travail législatif (Bashevkin, 1993 : VI, 22); le contenu est confié aux hommes (Legault, Desrosiers et Tardy, 1988 : 155). Les femmes sont moins présentes dans les structures de réflexion des partis que dans les tâches d'organisation (Legault, Desrosiers et Tardy 1988 : 98). Sineau marque aussi, à l'instar d'autres auteures (Bashevkin, 1991 : 80; Bourke et Luloff, 1997 : 16; Sapiro, 1983 : 144-146, 149), une différence dans les dossiers confiés aux femmes et aux hommes :

[a]ux femmes le « social » entendu au sens large, parce que généralement peu coté sur l'échelle des valeurs; aux hommes, l'économique, le diplomatique, le stratégique, marqués de plus de considération. [...] En fin de compte le partage des tâches [...] semble se faire assez souvent en fonction de la division suivante : aux femmes le concret, le quotidien, aux hommes le théorique et la haute politique (1988 : 42, 43).

Sineau (1988 : 44) continue le jeu des contraires en mettant le subalterne et les tâches d'exécution du côté des femmes et le directionnel et le leadership du côté des hommes.

Certaines femmes accèdent à des postes prestigieux dans les organisations politiques. Or en général, on retrouve ces femmes dans des situations où les enjeux de pouvoir sont faibles, par exemple, elles sont candidates (Bashevkin, 1991 : 79; Brodie, 1991 : 36) ou présidentes d'associations (Brodie, 1991 : 32) dans des circonscriptions où leur parti n'a que peu de chances de remporter l'élection.

Dans le cadre de leurs activités politiques et communautaires, les mères des participantes à la présente étude accomplissent principalement des tâches traditionnellement féminines : téléphonistes pendant les campagnes, financement, animation, bénévolat général, scrutation, pose d'affiches, recherche et rôle de porte-parole. Les mères A et G occupent par ailleurs des positions plus élevées et moins typiquement féminines dans des groupes communautaires et de revendication : organisation, mise en place de structures, table de concertation et délégation internationale pour la première et présentation de mémoires à des députés et à des sénateurs pour la seconde. Le rôle de porte-parole, même s'il peut sembler prestigieux, est un rôle de représentation, de « vente de services symboliques » (Bourdieu, 1998 : 97, 107), et est souvent assumé par des femmes dans les organisations²³. Les mères de la plupart des femmes interrogées ne se sont pas éloignées des rôles traditionnels féminins dans le cadre de leurs activités politiques. De plus, leur engagement communautaire se retrouve dans des domaines traditionnellement féminins (Bourke et Luloff, 1997 : 16; Sineau, 1988 : 42-43) comme la santé, les groupes de femmes, le développement local et l'éducation.

23

Dans son ouvrage, Pierre Bourdieu parle des rôles que les femmes occupent dans les entreprises et sur le marché du travail. La situation a pu être différente dans le cas de la mère A du fait qu'elle était porte-parole de groupes communautaires, mais encore-là, rien n'est moins sûr.

Les auteures et auteurs présentés au début de cette section établissent toutefois l'activité politique parentale comme facteur de contre-socialisation sans faire de distinction au plan de la nature des tâches effectuées (Brodie, 1985; Clark, Clark et Chou, 1993; Gingras, Maillé et Tardy, 1989; Legault, Desrosiers et Tardy, 1988; Tardy, Tremblay et Legault, 1997; Tremblay et Pelletier, 1995).

Visiblement, la majorité des mères des participantes ont un lien avec la politique ou l'action communautaire. Cela fait partie des facteurs environnementaux qui ont pu prédisposer ces jeunes femmes à s'engager elles-mêmes en politique. Les données recueillies au sujet de l'engagement politique et communautaire semblent appuyer l'hypothèse, c'est-à-dire que la plupart des mères des répondantes ont offert à leur fille un environnement de contre-socialisation par leur engagement dans les affaires politiques ou communautaires ou encore par leur intérêt pour la politique ou les affaires publiques, une situation qui tranche avec celle probablement vécue par la plupart des femmes de 18 à 30 ans au Québec. Je discuterai plus loin de l'importance particulière que revêt un tel exemple maternel pour les femmes en politique.

Parallèlement, l'exemple du père en matière d'engagement politique est, selon Ginette Legault, Guy Desrosiers et Évelyne Tardy (1988 : 153), un facteur particulièrement important dans l'engagement politique des femmes. C'est cet exemple qui fera l'objet des prochaines pages.

2.2.2 Le père — Lien avec la politique et l'action communautaire

L'influence de l'engagement en politique du père dans la socialisation politique de son enfant a été observée par un certain nombre d'auteurs et auteures. Le père de plus de la moitié des militants et militantes interrogés par Legault, Desrosiers et Tardy (1988 : 153) avait milité dans un parti politique et cette influence du père sur l'engagement en politique de son enfant serait plus déterminante chez les femmes que chez les hommes. Dans une analyse d'entrevues réalisées auprès de politiciennes françaises, Mariette Sineau (1988 : 146-151) remarquent que nombre d'entre elles semblent s'être engagées en politique par fidélité à leur père, pour perpétuer son action ou ses idées.

Voici le portrait que chacune des militantes a dressé du lien que son père entretient avec la politique et l'action communautaire ainsi que la classification de chacun d'entre eux dans les catégories élaborées.

Père A Il n'est pas actif en politique et ne l'a jamais été. Il n'est pas actif au plan communautaire et ne l'a jamais été.

Cet homme n'a pas de lien avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 4).

Père B Il n'est pas actif en politique et ne l'a jamais été. Son intérêt pour la politique se manifeste par des discussions sur la politique et l'actualité avec sa famille et sa parenté. Il n'est pas actif au plan communautaire actuellement et sa fille ne sait pas s'il l'a déjà été.

Cet homme a peu de liens avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 3). La politique fait partie de sa vie sans qu'il y soit actif à titre de militant.

Père C Il n'est pas actif en politique et ne l'a jamais été et ne s'intéresse pas à celle-ci ni aux affaires publiques. Il n'est pas actif au plan communautaire et ne l'a jamais été.

Cet homme n'a pas de lien avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 4).

Père D Le père de la répondante n'est pas actif en politique et ne l'a jamais été. Il ne s'intéresse pas à la politique plus que la moyenne des gens. Il est au courant des grands dossiers, il a une vague notion des enjeux, mais ne pourrait en parler longtemps ou en profondeur. Il n'est pas actif au plan communautaire actuellement et sa fille ne sait pas s'il l'a déjà été.

Cet homme a peu de liens avec la politique ou l'action communautaire. Il démontre un certain intérêt pour les questions politiques.

Le beau-père de la répondante est très actif en politique. Il est un militant de longue date d'un parti. Il s'est déjà présenté à la mairie d'une ville québécoise d'environ 50 000 habitants. Il a déjà été candidat d'un parti politique à des élections fédérales. Il est actif au sein d'organismes communautaires ou sociaux.

Cet homme a un lien de forte intensité avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 1). Il est engagé en politique et dans l'action communautaire. C'est d'ailleurs par ses campagnes électorales que la répondante a commencé à être active en politique institutionnelle.

Père E Vers 1980, il a été actif dans l'association d'un parti politique dans son comté. Il était bénévole, poseur d'affiche et téléphoniste. Il n'a pas beaucoup parlé à sa fille de ces activités. Il n'est pas actif au plan communautaire et ne l'a jamais été.

Cet homme a un lien de moyenne intensité avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 2). Il a déjà été actif en politique.

Père F Il n'est pas actif en politique et ne l'a jamais été. Aux dires de sa fille, il s'intéresse à la politique « comme n'importe qui qui exerce son droit de vote ». Il a déjà siégé au conseil d'administration d'un organisme communautaire du domaine de la santé.

Cet homme a un lien de moyenne intensité avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 2). Il porte un certain intérêt à la politique et a déjà été actif dans le milieu communautaire.

Père G Il n'est pas actif en politique et ne l'a jamais été. Il ne s'intéresse à la politique que dans la mesure où sa fille en fait. Cette dernière dit que ses parents sont « plutôt désillusionnés ». Il n'est pas actif au plan communautaire et ne l'a jamais été.

Cet homme a peu de liens avec la politique ou l'action communautaire (catégorie 3).

Un seul des huit hommes sur lesquels des données ont été recueillies fait partie des personnes ayant un lien de forte intensité avec la politique et l'action communautaire. Deux se retrouvent dans la catégorie des personnes ayant un lien de moyenne intensité avec la politique et l'action communautaire tandis que trois autres se classent parmi celles qui ont peu de liens avec la politique et l'action communautaire et que deux n'ont aucun lien avec ces champs d'activité. Deux des huit hommes sur lesquels des informations ont été recueillies sont actifs en politique électorale ou l'ont déjà été. L'un d'entre eux, le beau-père D, a été candidat à deux élections. L'autre, le père E, a été actif en politique à l'époque où sa fille n'avait environ que deux ans. Quatre pères ont un intérêt pour la politique ou les affaires publiques et deux sont actifs dans leur communauté.

Quand on observe les pères de l'échantillon dans l'ensemble, ceux-ci ne semblent pas avoir amené la politique électorale active dans la vie de leur fille. Tous, sauf un, ont démontré un lien de moyenne ou faible intensité avec les affaires politiques ou communautaires ou encore n'entretiennent aucun lien avec ces sphères. Deux d'entre eux sont actifs en politique ou l'ont déjà été. On aurait pu s'attendre à un plus grand engagement de leur part entendu que Legault, Desrosiers et Tardy (1988) considèrent l'exemple paternel comme particulièrement important pour les militantes politiques québécoises. Le beau-père D a par contre été un des

grands catalyseurs de l'engagement en politique de sa fille en l'intégrant à ses campagnes électorales.

Ces résultats diffèrent quelque peu de ceux présentés plus haut au sujet des liens qu'entretiennent les mères avec la politique et l'action communautaire. Les mères semblent avoir joué un rôle plus important à cet égard : cinq d'entre elles ont un lien de forte ou moyenne intensité avec la politique et l'action communautaire alors que c'est le cas de trois des pères. On ne peut pas dire que les pères aient, globalement, offert à leurs filles une expérience de contre-socialisation en matière d'engagement et d'intérêt politiques aussi forte que celle offerte par les mères, mais il reste qu'une majorité des jeunes femmes interrogées, cinq sur sept, ont, par leurs réponses, classé leur père dans les catégories de ceux qui avaient un lien quelconque, faible, moyen ou intense, avec la politique ou l'action communautaire. Les données sur les liens des pères avec la politique et l'activité communautaire semblent donc aller dans le sens de l'hypothèse, c'est à dire que les femmes interrogées auraient eu, davantage que la population féminine de leur âge, accès à des modèles d'intérêt et d'engagement politiques paternels.

Avant de dégager les grandes tendances observables sur le degré de politisation du milieu familial des participantes à l'étude, il faut observer les réponses de celles-ci à la dernière question traitant du sujet, c'est-à-dire celle qui s'informait des liens que d'autres membres de la famille ou de la parenté ou encore que des proches de la famille entretiennent ou ont entretenu dans le passé avec la politique.

2.2.3 Liens de l'entourage familial avec la politique

J'ai ajouté aux questions sur l'engagement et l'intérêt des parents en matière de politique et d'action communautaire une question sur des liens qu'auraient pu entretenir avec la politique d'autres membres de la famille ou des personnes proches de celle-ci. Il peut y avoir dans l'entourage familial d'une répondante une sœur, un oncle, un ami de la famille, etc. qui est actif en politique ou qui l'a déjà été. Il pourrait s'agir d'une influence dont on ne peut nier l'importance sans y jeter un coup d'œil préalable. Certains auteurs et auteures ne limitent pas l'analyse des exemples et des modèles d'engagement politique aux parents, diverses études examinent également l'influence des autres membres de la parenté (Gingras, Maillé et Tardy, 1989; Tremblay et Pelletier, 1995; Tardy, Tremblay et Legault, 1997). Percheron (1974) affirme que « le fait pour un enfant de connaître une personne qui occupe une fonction politique peut constituer un facteur décisif dans le développement de son propre engagement politique » (p. 6).

J'ai classé ces réponses au sujet des liens de l'entourage familial avec la politique dans les catégories présentées plus haut, soit :

- Catégorie 1. Entourage familial comptant une pluralité de personnes actives en politique;
- Catégorie 2. Entourage familial comptant une personne active en politique;
- Catégorie 3. Entourage familial ne comptant aucune personne active en politique.

Dans cette section, l'expression *entourage familial* exclut les parents pour qui des données ont été recueillies et analysées séparément.

Voici les réponses obtenues et leur classification.

- Répondante A Aucune personne de son entourage familial n'est active en politique ou l'a déjà été.
- Entourage familial ne comptant aucune personne active en politique (catégorie 3).*
- Répondante B Des amis de la famille militaient dans un parti opposé au sien.
- Entourage familial comptant une pluralité de personnes actives en politique (catégorie 1).*
- Répondante C Trois de ses tantes étaient scrutatrices et bénévoles à chaque élection. On lui a dit qu'un de ses grands-oncles a été député provincial.
- Entourage familial comptant une pluralité de personnes actives en politique (catégorie 1).*
- Répondantes D Aucune personne de son entourage familial n'est active en politique ou l'a déjà été.
- Entourage familial ne comptant aucune personne active en politique (catégorie 3).*
- Répondante E Aucune personne de son entourage familial n'est active en politique ou l'a déjà été.
- Entourage familial ne comptant aucune personne active en politique (catégorie 3).*
- Répondante F Son frère a été bénévole dans une campagne électorale. Il travaillait entre autres comme téléphoniste.
- Entourage familial comptant une personne active en politique (catégorie 2).*
- Répondante G Un de ses oncles a été « sous-ministre dans le cabinet de monsieur Trudeau. », un autre de ses oncles est conseiller municipal d'une grande ville québécoise et un troisième de ses oncles a été actif en politique pendant plusieurs années à titre de bénévole.
- Entourage familial comptant une pluralité de personnes actives en politique (catégorie 1).*

Quatre des sept répondantes ont déclaré qu'au moins une personne de leur entourage familial est active en politique ou l'a déjà été. L'entourage familial de trois personnes offre une pluralité de modèles d'engagement en politique, c'est-à-dire, respectivement, deux (au minimum), quatre et trois pour les répondantes B, C et G. Une participante a identifié une seule personne active en politique dans son entourage. Trois répondantes ne dénombrent aucun modèle d'engagement en politique dans leur entourage familial.

Une grande variété de personnes et de formes d'engagement ont été mentionnées, allant d'amis de la famille à un frère et de téléphoniste à député. Parce que l'expression *implication en politique* n'était pas définie dans la question, les réponses nous éclairent aussi en quelque sorte sur ce que certaines participantes considèrent faire partie de ce concept. La répondante B parle ainsi d'amis de la famille :

...on a des amis de la famille qui étaient assez proches de nous qui étaient vraiment impliqués en politique mais qui étaient dans un parti souverainiste, donc... [Ces gens-là étaient impliqués de quelle manière?²⁴] Je ne sais pas si c'est un fait reconnu ou... C'est le genre d'implication qui est vraiment différent, eux c'est vraiment activement, c'est aller poser des pancartes, de se promener avec des drapeaux, d'aller dans des événements à caractère nationaliste comme par exemple quand la Société Saint-Jean-Baptiste organisait quelque chose ou... c'est beaucoup plus visible, beaucoup plus extériorisé je dirais. Donc eux c'était des militants... des militants.

Elle semble percevoir ce type de militantisme comme différent du sien, à la fois moins officiel et plus militant.

La répondante G compte son oncle, anciennement sous-ministre, parmi les personnes de son entourage actives en politique. Elle utilise l'expression « sous-ministre dans le cabinet

24

Dans les extraits d'entrevue cités, les interventions entre crochets sont les miennes.

de monsieur Trudeau. » Les sous-ministres ne font pas partie du cabinet, mais cette façon de s'exprimer montre bien qu'elle considère qu'il faisait partie de la machine politique. Les attributions de postes de sous-ministre sont essentiellement le fruit de nominations partisanses.

Les données semblent donc alimenter l'hypothèse pour quatre des sept participantes. Elles ont répondu qu'au moins une personne de leur entourage familial était active en politique ou l'avait déjà été. Trois d'entre elles en dénombrent au moins deux. Il est par contre encore plus utile d'analyser le degré de politisation du milieu familial des répondantes en considérant les trois vecteurs étudiés : la mère, le père ainsi que les autres membres l'entourage familial.

* * *

Les questions portant sur les liens de la famille avec la politique et l'action communautaire permettent de voir que, si une pluralité des répondantes ont indiqué qu'au moins un de leurs parents était actif dans des organismes communautaires ou sociaux, toutes ont rapporté qu'il existait des liens entre leur famille et la politique électorale, que ce soit par leur mère, par leur père ou par d'autres personnes de leur entourage familial ou encore par une combinaison de ces vecteurs²⁵. Trois participantes ont vu la politique entrer dans leur vie par ces trois vecteurs et deux connaissent deux d'entre eux. Les deux autres répondantes n'ont bénéficié que d'une des sources d'influence en matière d'engagement politique. Pour l'une, il s'agit de sa mère et pour l'autre, de personnes de son entourage familial autres que ses parents, soit trois oncles.

25

Les résultats n'ont pas été présentés de manière individuelle afin de préserver l'anonymat des participantes.

Les données se présentent donc comme allant dans le sens de l'hypothèse : les jeunes femmes actives en politique vivent dans un environnement familial qui a des liens avec la politique. Il s'agit d'une expérience de contre-socialisation qui semble les avoir prédisposées à l'activité politique. L'engagement de son beau-père a même été le principal catalyseur de l'engagement en politique électorale de l'une d'entre elles. Comme les données présentées plus haut le laissent entrevoir, cette présence de la politique dans la vie familiale des répondantes fait qu'elles connaissent un environnement de socialisation différent de celui de la plupart des femmes de leur génération.

Globalement, à l'analyse des réponses, on remarque l'importance des liens politiques ou communautaires des mères comparativement à ceux des pères. Seul un père est entré dans la catégorie de ceux qui avaient un lien de forte intensité avec la politique ou l'action communautaire alors que deux mères y ont été classées. Une telle comparaison n'est pas concluante vu le faible nombre de données recueillies. Par ailleurs, si on les combine, les catégories 3 et 4 (*peu de liens* et *pas de lien*) comptent deux femmes et cinq hommes²⁶. Les deux premières catégories mises ensemble (*lien de forte intensité* et *lien de moyenne intensité*) comptent cinq femmes et trois hommes. Bien que, encore une fois, le faible nombre de participantes à l'étude ne permette pas de tirer de conclusions généralisables, il semble que les mères aient eu plus à voir que les pères dans l'entrée de la politique et de l'action communautaire dans la vie des militantes politiques interrogées, du moins dans le fait d'offrir un environnement dont les affaires publiques faisaient partie.

26

Il faut rappeler que des données ont été recueillies au sujet de huit hommes et de sept femmes.

Quoiqu'on ne puisse les généraliser, ces résultats sont en continuité avec la littérature qui établit l'existence de liens entre la famille et la politique comme facteur de socialisation qui prédispose à l'engagement en politique. Les résultats démontrant l'importance de l'influence de la mère par rapport à celle du père en cette matière ne vont par contre pas dans le sens des conclusions auxquelles arrivent Legault, Desrosiers et Tardy (1988) ainsi que Sineau (1988). Ces auteures et auteurs avancent l'importance particulière de l'activité politique du père dans la contre-socialisation politique des femmes. On peut émettre l'hypothèse que ces différences de résultats sont dues à l'époque à laquelle les données ont été recueillies. Les femmes interrogées par Sineau et celles interrogées par Legault, Desrosiers et Tardy étaient militantes et politiciennes dans les années quatre-vingt. Le fait que ce soit l'activité politique du père, et non celle de la mère, qui prenne une place prépondérante dans leur contre-socialisation politique s'explique peut-être par le fait que la politique ait été encore plus fermée aux femmes à l'époque de leurs mères qu'elle ne l'a été et ne l'est aujourd'hui pour les mères de mes répondantes.

Je discuterai davantage de l'importance des résultats qui touchent les mères dans la section suivante qui traite de l'environnement de socialisation que celles-ci offrent à leurs filles.

2.3 Exemple de la mère

Les recherches de certains auteurs et auteures témoignent de l'importance de la mère comme modèle dans la socialisation de sa fille, notamment en matière de socialisation politique. Si, pendant que sa fille grandissait, la mère s'est éloignée des rôles traditionnels

féminins en matière d'éducation, de travail et d'engagement politique, le message que sa fille reçoit sur ce que peuvent faire les femmes peut faire en sorte que cette fille s'éloigne elle aussi des rôles traditionnels féminins, c'est-à-dire qu'elle vive une contre-socialisation.

Selon Cal Clark, Janet Clark et Bih-er Chou (1993 : 499), tandis que certains facteurs de contre-socialisation agissent de la même manière sur les hommes et sur les femmes, d'autres ont une influence particulière sur la socialisation et l'activité politiques des femmes. L'exemple présenté par la mère fait partie de ces facteurs de contre-socialisation féminine directe. Pour ces auteurs, une mère offrant un modèle de contre-socialisation est une femme qui s'intéresse à la politique et possède une éducation de niveau secondaire²⁷. Parmi les personnes interrogées par Clark, Clark et Chou, un modèle maternel positif défini ainsi était présent chez une plus grande proportion de politiciennes que de politiciens. Vingt-trois pour cent d'entre elles ont dit avoir eu une mère possédant une éducation de niveau secondaire et 24 % ont affirmé que leur mère s'intéressait à la politique. Il ne s'agit pas nécessairement de grandes proportions, mais si on les compare avec les mêmes données pour les hommes (15 et 14 %), l'influence particulière de ces facteurs sur la socialisation politique des femmes ressort bien. De plus, l'enquête de Clark, Clark et Chou (1993 : 505) a permis de constater que les femmes ayant eu un modèle de mère non traditionnel étaient des politiciennes plus actives et démontrant plus de confiance en elles.

Dans un de ses textes fondateurs sur la notion de contre-socialisation politique, Diane L. Fowlkes (1983) avance que ce que transmet la mère est important dans le

27

On parle ici de Taiwan. Au Québec, comme on a pu le voir dans une des sections précédentes, le niveau d'instruction requis pour offrir un modèle de contre-socialisation particulier est différent.

développement de la personnalité politique, notamment en ce qui a trait au pouvoir, que ce soit parce que sa fille le répétera dans sa propre vie ou parce qu'elle le rejettera. Dans une étude quantitative traitant de l'ambition des militantes politiques, la même auteure (Fowlkes, 1984) démontre qu'avoir une mère que la politique intéresse est lié à l'ambition chez les militantes Républicaines américaines.

Dans son étude sur l'influence de la structure familiale sur l'appui aux candidates lors d'élections, Kathleen Dolan (1996) établit que le fait d'avoir grandi dans une famille monoparentale dont la mère était le chef augmente les retombées du profil atypique de la mère (emploi à l'extérieur du foyer et éducation) sur la personnalité politique de ses enfants, et cela encore plus chez les filles que chez les garçons.

Au Canada, Janine M. Brodie a interrogé plusieurs centaines de femmes s'étant présentées à des élections municipales, provinciales ou fédérales entre 1945 et 1975. Quatre pour cent d'entre elles ont répondu que leur mère avait occupé un poste électif. Brodie (1985 : 30) trouve ce pourcentage impressionnant si on considère la faible proportion de personnes s'étant présentées à des élections dans la population canadienne.

Dans un autre ordre d'idées, l'influence de modèles féminins sur les femmes au sens plus large est démontrée par Sidney Verba, Nancy Burns et Kay Lehman Schlozman (1997 : 1066). D'après les données recueillies dans le cadre de la *Citizen Participation Study* de 1989-1990, dans les États américains où on retrouve au moins une politicienne au niveau étatique, les femmes ont plus de connaissances politiques, peuvent nommer plus de

personnalités politiques et ont de plus hauts niveaux d'efficacité politique qu'ailleurs, ce qui n'est pas le cas des hommes.

Je reprendrai ici brièvement les résultats qui ont déjà été présentés au sujet des mères, soit leur niveau d'instruction, leur modalité de travail, leur occupation, ainsi que leur lien avec la politique et l'action communautaire. Cette analyse a pour but de voir si les femmes interrogées ont eu dans le passé et ont aujourd'hui sous les yeux, par leur mère, un modèle de femme se démarquant des rôles traditionnels féminins, et ce davantage que la population féminine du même âge.

2.3.1 Instruction

Les mères de cinq des sept répondantes se retrouvent dans le tiers le plus instruit des femmes de leur génération, c'est à dire qu'elles détiennent un diplôme ou un certificat d'une école de métier, un autre diplôme non universitaire ou un diplôme universitaire. Deux ont terminé des études collégiales ou professionnelles, deux détiennent un diplôme d'études universitaires de premier cycle et une a complété une maîtrise alors que sa fille atteignait l'âge adulte.

Ainsi, une mère plus instruite que la plupart des femmes de sa génération faisait partie de l'environnement de socialisation de la majorité des répondantes, ce qui veut dire que ces femmes ont connu une expérience de socialisation différente de celle vécue par la majorité des jeunes femmes du Québec sur ce plan. Il est utile de rappeler qu'une éducation poussée est liée à un point de vue plus égalitariste, notamment en matière de rôles de genre (Sapiro, 1983 : 65)

2.3.2 Modalité de travail

Les mères de quatre des sept participantes occupaient un emploi à l'extérieur du foyer pendant l'enfance et l'adolescence de leur fille. Dans les trois autres cas, ou bien la mère a toujours été une mère au foyer, ou bien elle l'a été pour la majeure partie de la vie de sa fille. On peut donc dire que la plupart des jeunes femmes actives en politique interrogées ont connu une expérience de contre-socialisation du fait que leur mère a travaillé à l'extérieur du foyer pendant le plus clair de leur vie. Au Canada, 60,9 % des femmes de la génération de ces mères faisaient partie de la population active en 1999 (Statistique Canada, 2000a). Cette proportion est plus élevée qu'elle ne l'était durant les années d'enfance et d'adolescence des jeunes femmes interrogées. C'est en 1985, alors que les répondantes avaient entre 7 et 14 ans, que le taux d'activité des femmes canadiennes a atteint la barre des 50 % (Statistique Canada, 1987 : 23); jusqu'au milieu des années quatre-vingt, le taux d'activité des mères était plus bas que celui de l'ensemble des femmes (Statistique Canada, 1987 : 29). Par conséquent, durant l'enfance et une partie des années d'adolescence des répondantes, le contraste était visible entre une mère qui travaillait à l'extérieur du foyer et la majorité des femmes et des mères. Les femmes qui travaillaient à l'extérieur de la maison offraient à leurs filles une expérience de socialisation différente de celle vécue par la majorité des filles de leur âge. C'est le cas de la pluralité des mères des femmes que j'ai interrogées. Ces femmes qui travaillaient à l'extérieur du foyer alors que ce n'était pas la norme apprenaient implicitement à leur fille que la sphère publique, le monde extérieur au foyer, était un lieu d'action possible pour les femmes.

2.3.3 Occupation

L'examen de l'occupation des mères des participantes a permis de conclure qu'aucune n'œuvre dans une profession typiquement masculine. Aucune ne présente à sa fille un modèle de femme qui s'éloigne des rôles sociaux de genre dans le choix de sa profession. À l'époque où ces femmes ont fait leur entrée sur le marché du travail, les choix de carrière pour les femmes pouvaient être limités. D'ailleurs, le paysage du monde du travail est encore aujourd'hui fortement typé sur le plan du genre, surtout pour les femmes. Par exemple, en 1996 au Québec, les dix principales professions exercées par les femmes regroupaient 35,1 % de toutes les travailleuses (Institut de la statistique du Québec, 2000e) alors que les dix principales professions masculines ne regroupaient même pas 20 % des travailleurs (Institut de la statistique du Québec, 2000f). Il n'est pas surprenant que les choix de carrière de ces femmes ayant intégré le marché du travail il y a vingt, trente ou quarante ans soient typiquement féminins.

En ce qui a trait à leurs professions, on peut dire que les mères des répondantes ont offert à leur fille une expérience de socialisation traditionnelle et semblable à celle que les autres mères du Québec ont offert à leurs filles : elles sont mères au foyer ou encore exercent une profession traditionnellement féminine. Certaines d'entre elles participent toutefois de manière non négligeable au statut socio-économique de leur famille par le revenu et le prestige social relatif que leur profession apporte. Je parle ici des infirmières, des femmes travaillant en éducation, de la superviseuse de grand magasin et de la chercheuse. Les participantes à cette étude ne semblent pas avoir connu une expérience de socialisation différente de celle de

l'ensemble des femmes de leur âge au Québec en ce qui a trait au type d'occupation de leur mère.

2.3.4 Lien avec la politique et l'action communautaire

Les réponses aux questions sur les liens que les mères des répondantes entretiennent avec la politique et l'action communautaire révèlent que la majorité de ces femmes, six sur sept, sont actives en politique ou dans des organismes communautaires ou sociaux, l'ont déjà été ou au moins s'intéressent à la politique ou aux affaires publiques. On note une activité en politique électorale chez quatre d'entre elles. Ces résultats revêtent une importance particulière. Ils veulent dire que les mères de la majorité des répondantes ont contribué à l'entrée de la politique institutionnelle ou de l'action communautaire dans la vie de leur fille. Voir une femme qui va à l'encontre des rôles traditionnels de genre en s'engageant dans la sphère publique est une expérience de contre-socialisation. Par apprentissage implicite, les répondantes dont les mères s'engagent dans ces domaines ont intégré l'action communautaire et la politique électorale dans leur conception de ce que les femmes, et donc elles-mêmes, peuvent faire.

Les données recueillies à ce sujet démontrent que la proportion des femmes actives en politique que l'on compte parmi les mères de l'échantillon est plus élevée que la proportion de personnes actives en politiques que l'on retrouve dans la population en général. Quatre Québécoises sur sept, soit environ 57 %, ne sont pas actives en politique comme c'est le cas dans le groupe des mères des participantes. Les mères des répondantes qui sont engagées sur ce front font donc exception et offrent à leurs filles un environnement de socialisation différent

de celui de la majorité des femmes de leur génération sur ce plan. Le fait qu'elles soient actives en politique offre à leur fille un élément de contre-socialisation qui les prédisposerait à l'activité politique (Brodie, 1985; Clark, Clark et Chou, 1993; Gingras, Maillé et Tardy, 1989; Legault, Desrosiers et Tardy, 1988; Tardy, Tremblay et Legault, 1997; Tremblay et Pelletier, 1995), cela même si les fonctions qu'elles occupent au sein des organisations communautaires, sociales et politiques sont souvent en continuité avec les rôles féminins traditionnels.

Les réponses au sujet des pères pour les mêmes questions sur l'intérêt et l'engagement politiques et communautaires sont, comme je l'ai mentionné plus haut, un peu moins convaincants. De manière générale, même si la plupart des pères offrent aussi à leur fille une expérience de contre-socialisation en entretenant un lien avec la politique ou l'action communautaire, on peut dire, tout en reconnaissant les limites de la présente recherche, que les femmes de l'échantillon ont plus de chance d'avoir été influencées par l'engagement en politique de leur mère que par celui, plus souvent secondaire, de leur père.

* * *

Globalement, l'hypothèse selon laquelle les jeunes femmes actives en politique auraient bénéficié d'un exemple particulier de la part de leur mère trouve certains appuis pour trois des quatre composantes de l'exemple de la mère étudiées ici, cela dit en reconnaissant que ces résultats ne sont en aucune façon généralisables. Dans l'ensemble, les mères des femmes de l'échantillon semblent offrir à leur fille un environnement de socialisation particulier puisque la plupart font partie du groupe des femmes les plus instruites de leur

génération, la pluralité ont occupé un emploi rémunéré à l'extérieur du foyer pendant la majeure partie de la vie de leur fille et la majorité sont engagées en politique ou dans l'action communautaire, ou l'ont déjà été, ou encore s'intéressent à ces champs d'activité. Toutefois, aucune des mères n'occupe ou n'a occupé dans le passé un emploi dans un domaine dit « masculin », ce qui aurait pu être un facteur de contre-socialisation pour sa fille.

L'importance de l'exemple de la mère comme vecteur de contre-socialisation semble se démontrer dans le cas des répondantes à cette étude du fait que les données recueillies pour trois des quatre composantes observées vont dans le sens de l'hypothèse. L'exemple de la mère n'est pas un facteur de contre-socialisation qui occupe une très grande place dans les travaux sur la socialisation politique. Cela est peut-être dû au fait que le niveau d'instruction, les modalités de travail et le niveau d'engagement en politique des mères des générations passées ne permettaient pas à ces femmes d'influer dans le sens d'une contre-socialisation sur la personnalité politique de leur fille. Peu de femmes s'éloignaient des rôles traditionnels féminins sur ces plans et étaient à même d'offrir à leur fille un modèle de contre-socialisation. Comme le laissent supposer les données recueillies ici, l'exemple de la mère pourrait donc prendre de l'importance dans la contre-socialisation politique des femmes de la jeune génération actuelle et de celles qui suivront. Les mères de ces femmes auront pu bénéficier de l'ouverture relative de la sphère publique aux femmes et des changements survenus dans l'instruction des filles; elles auront ainsi de plus grandes chances de contribuer par leur éloignement des rôles traditionnels à un environnement de contre-socialisation politique pour leurs filles. Peut-être cette évolution se manifestera-t-elle dans les travaux à venir sur la socialisation politique des femmes.

CONCLUSION

La socialisation traditionnelle des femmes est un des facteurs auxquels l'on attribue la faible présence de ces dernières dans les assemblées élues des démocraties occidentales. Cette socialisation prend sa source dans une des dichotomies de base de ces sociétés : la division entre, d'une part, la sphère publique réservée aux hommes et, d'autre part, la sphère privée dans laquelle sont reléguées les femmes. La socialisation est le processus par lequel les individus intériorisent et sont amenés à accepter les normes et les valeurs de la société dans laquelle ils vivent. Les places et les rôles respectifs des hommes et des femmes dans cette société font partie de ces normes transmises d'une génération à l'autre. En matière de participation à la politique institutionnelle, même après l'élimination des obstacles légaux au vote et à l'éligibilité des femmes, des siècles d'exclusion rendent tenace l'image que les femmes ont de leur rôle dans les sphères publique et privée. La socialisation traditionnelle des femmes — les messages implicites et explicites qu'elles reçoivent de la part de leur entourage et par leur environnement — fait en sorte que la grande majorité d'entre elles ne considèrent toujours pas la sphère politique comme un champ d'activité de choix.

Selon la théorie de la contre-socialisation, certains éléments spécifiques de l'environnement d'une personne peuvent mener celle-ci à dépasser les rôles que la société tente de lui imposer et à adopter des manières d'agir et de penser différentes de celles qu'un environnement traditionnel de socialisation lui transmettrait. Plusieurs études ont démontré que la présence de certains facteurs dans la vie des femmes ont prédisposé certaines d'entre elles à s'engager en politique électorale.

La présente recherche tentait de déterminer si l'environnement dans lequel ont grandi les jeunes femmes du Québec et celui dans lequel elles évoluent aujourd'hui ont une influence sur leur propension à s'engager dans un parti politique. L'hypothèse de travail était la suivante :

Au Québec, les femmes de 18 à 30 ans qui sont actives en politique connaissent un environnement de socialisation politique différent de celui de l'ensemble des femmes de leur génération en ce qu'il les prédispose à cet engagement.

Afin de tester cette hypothèse, grâce à une recherche documentaire et à des données recueillies à l'aide d'entrevues et de questionnaires, une comparaison a été réalisée entre l'environnement de socialisation d'un échantillon de femmes de 18 à 30 ans actives en politique et l'environnement de socialisation de l'ensemble des femmes de cette génération au Québec.

Les éléments de l'environnement de socialisation retenus pour la vérification de cette hypothèse ont été tirés de la littérature. L'environnement socio-économique d'une personne et de celui de sa famille d'origine, les liens existant entre la famille de quelqu'un et la politique ainsi que l'exemple donné par la mère sont des éléments de l'environnement de socialisation qui, selon certains auteurs et auteures, offrent un environnement de contre-socialisation en matière d'activité politique, c'est-à-dire qu'ils porteraient les femmes à dépasser la socialisation traditionnelle féminine et à s'engager dans la sphère politique.

L'analyse porte à croire que les données vont dans le sens de l'hypothèse pour la majorité des dimensions de l'environnement pour lesquelles la comparaison a pu être réalisée. En ce qui a trait à l'environnement socio-économique, les données sur l'instruction des

parents, sur les modalités de travail de la mère ainsi que sur le niveau d'instruction et le domaine d'études des répondantes semblent alimenter l'hypothèse. Sur ces plans, la pluralité des femmes actives en politique interrogées ont vécu ou vivent actuellement dans un environnement de socialisation politique différent de celui des femmes de leur génération dans l'ensemble. Les parents de la majorité des répondantes font partie du groupe des plus instruites parmi les personnes de leur âge et de leur sexe dans la population québécoise. La majorité des mères des répondantes ont occupé un emploi à l'extérieur du foyer familial pendant le plus clair de la vie de leur fille. L'environnement des jeunes femmes interrogées diffère également de celui de la plus grande partie des jeunes femmes au Québec en ce que la pluralité d'entre elles comptent parmi les plus instruites de leur génération et que les domaines d'études que la plupart ont choisis ne sont pas typiquement féminins.

Seuls les résultats pour deux des facteurs pour lesquels une comparaison a pu être établie entre les membres de l'échantillon et l'ensemble des femmes de leur génération ne vont pas dans le sens de l'hypothèse et ils font tous deux partie de l'environnement socio-économique de la famille d'origine. Tout d'abord, la plupart des femmes de l'échantillon ont dit être issues d'un milieu de classe moyenne alors que l'appartenance à une famille de l'élite est souvent présentée comme un vecteur de contre-socialisation. D'autre part, l'occupation des mères des répondantes ne plaçait aucune d'entre elles dans la classe aisée et toutes ces femmes travaillaient dans des domaines typiquement féminins.

Dans un autre ordre d'idées, il s'avère que la plupart des mères ainsi que la plupart des pères des participantes à l'étude entretiennent des liens avec la politique ou l'action communautaire et qu'un bon nombre des répondantes comptent des personnes actives en

politique parmi les autres membres de leur famille ou encore parmi les proches de celle-ci. Toutes les femmes interrogées ont fait état d'un lien familial quelconque avec la politique, que ce soit parce que leur mère ou leur père était actif dans ce champ d'activité ou s'y intéressait ou encore parce qu'au moins une autre personne de leur entourage familial était active en politique. La pluralité des répondantes ont dit qu'au moins un de leurs parents était actif dans un ou plusieurs organismes communautaires ou sociaux. La majorité des répondantes ont été influencées par plus d'un modèle d'engagement politique et communautaire. Si on la compare à des données concernant l'engagement partisan et communautaire et l'intérêt pour la politique dans la population en général, cette présence marquée de liens entre les familles des répondantes, d'une part, et la politiques et l'action communautaire, d'autre part, porte à croire que l'environnement de socialisation des jeunes militantes se démarque sur ce point de celui de la majorité des femmes de leur génération.

L'exemple donné par la mère apparaît aussi comme un vecteur de contre-socialisation politique pour lequel les données semblent appuyer l'hypothèse. Si on considère les résultats globalement, les mères de la plupart des répondantes ont offert à leur fille un environnement de socialisation différent de celui des femmes de la même génération dans l'ensemble par leur niveau d'instruction, par le fait qu'elles aient travaillé à l'extérieur du foyer pendant la plus grande partie de la vie de leur fille et par les liens qu'elles entretiennent avec la politique et l'action communautaire.

D'autre part, aucune conclusion n'a pu être tirée au sujet de trois des facteurs étudiés. Pour ce qui est de l'occupation des jeunes femmes au moment de la collecte des données, le fait que plusieurs d'entre elles étaient encore aux études à temps plein ou à temps partiel a

rendu impossible l'analyse des réponses. Les données recueillies auprès des militantes au sujet de l'occupation de leur père n'étaient pour leur part pas assez détaillées pour permettre une analyse approfondie. Parallèlement, les données statistiques disponibles au sujet du revenu annuel des femmes de 18 à 30 ans au Québec n'étaient pas disponibles. Par ailleurs, les années s'écoulant entre 18 et 30 ans sont des années de transition entre les études et le monde du travail. Une moyenne des revenus comprenant à la fois celui de travailleuses de 30 ans et celui de cégépiennes aurait probablement manqué de fiabilité.

En somme, les données recueillies dans le cadre de cette recherche pour lesquelles l'analyse s'est avérée possible semblent appuyer l'hypothèse dans le cas de la pluralité des dimensions de l'environnement étudiées. Les jeunes femmes actives en politique au Québec qui ont été interrogées semblent connaître un environnement de socialisation différent de celui de la population générale des femmes de leur génération, cette différence allant dans le sens d'une contre-socialisation qui prédisposerait à l'engagement politique.

Il est important de rappeler ici certaines des limites de la recherche effectuée. Tout d'abord, la petite taille de l'échantillon, sept personnes, exclut toute possibilité de généralisation statistique et même de saturation qualitative. De plus, en raison de la manière dont l'échantillon a été formé (par des contacts avec des secrétaires ou des présidents et des présidentes d'associations de comté, des présidents et des présidentes d'organisations jeunesse ou encore avec des personnes travaillant aux administrations centrales des partis ainsi que par la méthode boule de neige), on ne peut dire que les femmes interrogées soient représentatives de l'ensemble des militantes politiques québécoises. Les participantes à l'étude étaient ce qu'on pourrait appeler des « super-militantes » : la plupart d'entre elles occupaient dans leur

parti des postes bénévoles élevés dans la hiérarchie de la section jeunesse ou encore travaillaient pour une quelconque structure, pour un ministre ou encore pour le chef. Ces formes d'engagement ne représentent probablement pas l'ensemble des manières dont les jeunes femmes sont actives dans les partis politiques au Québec. Les réponses de ces femmes ne peuvent donc pas être généralisées. Par contre, elles peuvent peut-être permettre certains éclairages sur l'environnement de socialisation des « super-militantes » politiques québécoises.

Une autre limite de la recherche tient au fait que certaines des comparaisons entre les données recueillies auprès de l'échantillon et les mêmes données pour l'ensemble de la population ont été faites sur des bases peu solides. C'est le cas en particulier des comparaisons des niveaux d'instruction des mères, des pères et des jeunes militantes avec ceux des groupes correspondants dans la population. Des catégories de niveau d'études ont dû être construites à partir des données disponibles afin d'isoler la catégorie des plus instruits pour chacun des groupes. Les formes sous lesquelles étaient disponibles les données — d'ailleurs déjà classées selon leurs propres catégories par Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec — ont limité le choix de la méthode de comparaison des niveaux de scolarité, peut-être au détriment de la solidité des bases de l'analyse.

Finalement, dans sa conceptualisation et son analyse, la présente recherche ne fait pas explicitement la différence entre les facteurs de contre-socialisation qui mènent spécifiquement les femmes à la politique et ceux qui y mènent également les hommes. La plupart des facteurs étudiés ont été identifiés par un ou plusieurs auteurs ou auteures comme étant des facteurs de contre-socialisation particulièrement importants pour les femmes. D'autres ont un impact similaire sur la socialisation politique des hommes et des femmes; c'est le cas du statut

socio-économique de la famille d'origine qui est lié dans la littérature à l'engagement politique des hommes comme à celui des femmes. Un examen plus approfondi des différences entre ces deux types de facteurs permettrait probablement de mieux envisager la question de la socialisation dans l'optique de la présence des femmes en politique électorale.

Les résultats de la présente étude suggèrent des avenues de recherche pour l'avenir. Il est par exemple intrigant de constater qu'une bonne partie des pères des répondantes occupent ou ont déjà occupé des emplois de nature atypique. Ces hommes sont vendeurs à commission, entrepreneurs, travailleurs indépendants, etc., des occupations nécessitant certaines qualités particulières qui correspondent peut-être à celles qui sont nécessaires à l'activité politique. Il serait intéressant de pousser davantage la recherche à ce sujet pour voir si une occupation atypique du père est monnaie courante chez les militants et, surtout, chez les militantes. On assiste peut-être là à une transmission de traits de personnalité comme l'initiative ou le goût du risque qui sont des caractéristiques qu'on peut associer à ce genre de travailleurs et qui peuvent potentiellement aussi mener à l'engagement en politique.

La place que prend l'exemple de la mère dans l'environnement de socialisation politique des participantes à la présente étude laisse à penser que l'examen de ce vecteur de socialisation, qui fait l'objet de relativement peu d'attention dans les travaux sur la socialisation politique, devrait être approfondi. Les conditions de vie des femmes des générations passées ont peut-être empêché ce vecteur de contre-socialisation politique de démontrer son importance. Par exemple, la proportion relativement élevée de femmes de l'échantillon dont les mères sont ou ont déjà été actives en politique électorale porte à croire qu'il serait souhaitable d'étudier cette question plus avant. Certains auteurs et auteures n'ont

pas décelé cette tendance dans des études réalisées auprès de militantes dans les années soixante-dix ou quatre-vingt. Or, l'évolution des conditions de vie des femmes qui a eu lieu au cours de la seconde moitié du XX^e siècle et l'ouverture de différentes sphères de la société aux femmes suite à la seconde vague du féminisme ont peut-être fait en sorte que la génération actuelle des 18 à 30 ans est la première dont les mères ont pu être actives en grand nombre en politique ainsi qu'avoir accès massivement aux études postsecondaires et au marché du travail. L'exemple que donne la mère en matière d'engagement en politique électorale ainsi que l'instruction et les modalités de travail de celle-ci pourraient donc être des vecteurs de contre-socialisation appelés à exercer une influence significative pour les générations à venir.

Enfin, il serait intéressant d'explorer le contenu de la socialisation politique opérée par l'environnement, c'est-à-dire les attitudes, les façons de penser et les comportements transmis aux jeunes femmes au sujet de la politique et de la place des femmes dans la société en général. Est-ce que l'environnement de socialisation des jeunes femmes actives en politique leur a transmis une vision particulière du pouvoir ou de la politique? Comment leur façon d'envisager la sphère politique se distingue-t-elle de celle des autres femmes, de celle des hommes ou encore de celle des autres membres de leur génération? De telles recherches permettraient non seulement d'évaluer dans quelles conditions on pourra envisager une plus grande présence numérique des femmes en politique, mais aussi de voir si les jeunes militantes d'aujourd'hui, les élues des prochaines décennies, apportent à la politique et à la gouverne une vision et des attitudes qui les mèneront à travailler à l'amélioration des conditions de vie des Québécoises et à contribuer à rendre le système politique plus accueillant pour celles et ceux qui jusqu'ici y ont été marginalisés.

ANNEXE

Protocole d'entrevue et questionnaire

Cette annexe présente les questions dont les réponses ont été utilisées dans ce travail. Certaines d'entre elles ont été posées de vive voix dans le cadre d'entrevues alors que les autres faisaient partie d'un questionnaire écrit auto-administré.

Questions d'entrevue

Version française

1. Quelle est l'occupation principale de votre mère?

Est-ce que votre mère a changé d'occupation au cours de votre enfance ou de votre adolescence?

2. Quelle est l'occupation principale de votre père?

Est-ce que votre père a changé d'occupation au cours de votre enfance ou de votre adolescence?

3. Quelle est votre occupation principale actuelle?

4. De façon générale, diriez-vous que vous avez grandi dans un milieu modeste, dans un milieu de classe moyenne ou encore dans un milieu aisé?

Est-ce que cette situation a changé au cours de votre enfance ou de votre adolescence?

5. Votre mère est-elle ou a-t-elle déjà été impliquée en politique?

(Si oui) De quelle manière?

(Si non) Votre mère s'intéresse-t-elle ou s'est-elle déjà intéressée à la politique ou aux affaires publiques?

(Si oui) De quelle manière?

6. Votre mère est-elle ou a-t-elle déjà été impliquée, bénévolement ou non, dans un ou des organismes communautaires ou sociaux?

(Si oui) De quelle manière?

7. Votre père est-il ou a-t-il déjà été impliqué en politique?

(Si oui) De quelle manière?

(Si non) Votre père s'intéresse-t-il ou s'est-il déjà intéressé à la politique ou aux affaires publiques?

(Si oui) De quelle manière?

8. Votre père est-il ou a-t-il déjà été impliqué, bénévolement ou non, dans un ou des organismes communautaires ou sociaux?

(Si oui) De quelle manière?

9. Un membre de votre famille, ou une personne proche de votre famille, est-elle ou a-t-elle déjà été impliquée en politique?

(Si oui) Qui? De quelle manière?

Version anglaise

1. What is your mother's main occupation?

Did your mother's main occupation change during your childhood or adolescence?

2. What is your father's main occupation?

Did your father's main occupation change during your childhood or adolescence?

3. What is your main occupation at the present time?

4. In general, would you say you grew up in a modest environment, a middle-class environment or an upper-class environment?

Did this situation change during your childhood or adolescence?

5. Is your mother involved in politics or has she ever been?

(If yes) In what way?

(If no) Is your mother interested in politics or public affairs or has she ever been?

(If yes) In what way?

6. Is your mother involved as a volunteer in one or more community or social organization or has she ever been?

(If yes) In what way?

7. Is your father involved in politics or has he ever been?

(If yes) In what way?

(If no) Is your father interested in politics or public affairs or has he ever been?

(If yes) In what way?

8. Is your father involved as a volunteer in one or more community or social organization or has he ever been?

(If yes) In what way?

9. Is a member of your family or someone close to your family involved in politics or has there been someone involved in the past?

(If yes) Who? In what way?

Questions du questionnaire écrit

Version française

1. En quelle année êtes-vous née?

2. Dans quel(s) parti(s) politique(s) êtes-vous impliquée?

3. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé complété par votre mère?

- Études primaires
- Études secondaires
- Études collégiales ou professionnelles
- Études universitaires de premier cycle
- Études universitaires de deuxième cycle
- Études universitaires de troisième cycle
- Autre, précisez _____
- Je ne sais pas
- Je ne veux pas répondre

Est-ce que le niveau de scolarité de votre mère a changé au cours de votre enfance ou de votre adolescence?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas
- Je ne veux pas répondre

Si oui, expliquez.

4. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé complété par votre père?

- Études primaires
- Études secondaires
- Études collégiales ou professionnelles
- Études universitaires de premier cycle
- Études universitaires de deuxième cycle
- Études universitaires de troisième cycle
- Autre, précisez _____
- Je ne sais pas
- Je ne veux pas répondre

Est-ce que le niveau de scolarité de votre père a changé au cours de votre enfance ou de votre adolescence?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas
- Je ne veux pas répondre

Si oui, expliquez.

5. Dans laquelle des catégories suivantes se situe votre revenu annuel actuel?

- Moins de 20 000 \$
- Entre 20 000 et 39 999 \$
- Entre 40 000 et 59 999 \$
- Entre 60 000 et 79 999 \$
- Entre 80 000 et 99 999 \$
- Entre 100 000 et 124 999 \$
- Entre 125 000 et 149 999 \$
- 150 000 \$ et plus
- Je ne sais pas
- Je ne veux pas répondre

6. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez complété?

- Études primaires
- Études secondaires
- Études collégiales ou professionnelles
- Études universitaires de premier cycle
- Études universitaires de deuxième cycle
- Études universitaires de troisième cycle
- Autre, précisez _____
- Je ne sais pas
- Je ne veux pas répondre

Dans quel(s) domaine(s)?

Version anglaise

1. In what year were you born?

2. In which political party or parties are you involved?

3. What is the highest level of schooling completed by your mother?

- Elementary school
- High school
- College or professional school
- Undergraduate studies
- Master's studies
- Doctorate studies
- Other, specify _____
- I don't know
- I don't want to answer

Has your mother's level of schooling changed during your childhood or adolescence?

- Yes
- No
- I don't know
- I don't want to answer

If yes, please explain.

4. What is the highest level of schooling completed by your father?

- Elementary school
- High school
- College or professional school
- Undergraduate studies
- Master's studies
- Doctorate studies
- Other, specify _____
- I don't know
- I don't want to answer

Has your father's level of schooling changed during your childhood or adolescence?

- Yes
- No
- I don't know
- I don't want to answer

If yes, please explain.

5. I which of the following categories does your annual income fall?

- Less than \$20 000
- Between \$20 000 and \$39 999
- Between \$40 000 and \$59 999
- Between \$60 000 and \$79 999
- Between \$80 000 and \$99 999
- Between \$100 000 and \$124 999
- Between \$125 000 and \$149 999
- \$150 000 and over
- I don't know
- I don't want to answer

6. What is the highest level of schooling that you have completed?

- Elementary school
- High school
- College or professional school
- Undergraduate studies
- Master's studies
- Doctorate studies
- Other, specify _____
- I don't know
- I don't want to answer

In what field(s)?

BIBLIOGRAPHIE

- AKOUN, André (1999), article « Socialisation », *Dictionnaire de Sociologie*, Paris, Le Robert/Le Seuil, p. 481-482.
- BASHEVKIN, Sylvia (1991), « La participation des femmes aux partis politiques », in Megyery, Kathy, dir., *Les femmes et la politique canadienne. Pour une représentation équitable*, Toronto et Oxford/Montréal, Dundurn Press/Wilson Lafleur, « Collection des études réalisées pour le compte de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis », vol. 6, 203 p., p. 67-88.
- BASHEVKIN, Sylvia [1993 (1985)], *Toeing the Line. Women and Party Politics in English Canada*, 2^{ième} édition, Toronto, Oxford University Press, 182 p.
- BENNETT, Linda L. M., BENNETT, Stephen Earl (1989), « Enduring Gender Differences in Political Interest. The Impact of Socialization and Political Dispositions », *American Politics Quarterly*, vol. 17, no. 1, janvier, p. 105-122.
- BEM, Sandra L. (1974), « The Measurement of Psychological Androgyny », *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, vol. 42, no. 2, p. 155-162.
- BEM, Sandra L. (1981), *Bem Sex-Role Inventory. Professional Manual*, Palo Alto CA, Consulting Psychologists Press, 37 p.
- BOURDIEU, Pierre (1998), *La domination masculine*, Paris, Seuil, collection « Liber », 142 p.
- BOURKE, Lisa, LULOFF, A. E. (1997), « Women and Leadership in Rural Areas », *Women & Politics*, vol. 17, no. 4, p. 1-23.
- BOY, Daniel (1978), « Origine sociale et comportement politique », *Revue française de sociologie*, XIX, p. 73-102.
- BRODIE, Janine M. (1985), *Women and Politics in Canada*, McGraw-Hill Ryerson Limited, Toronto, 145 p.
- BRODIE, Janine, (1991), « Les femmes et le processus électoral au Canada », in Megyery, Kathy, dir., *Les femmes et la politique canadienne. Pour une représentation équitable*, Toronto et Oxford/Montréal, Dundurn Press/Wilson Lafleur, « Collection des études réalisées pour le compte de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis », vol. 6, 203 p., p. 3-66.

- BURT, Sandra (1986), « Les questions féminines et le mouvement féministe au Canada depuis 1970 », in CAIRNS, Alan et WILLIAMS, Cynthia, coordonnateurs de la recherche, et al., *Les dimensions politiques du sexe, de la langue et de l'ethnie au Canada*, Ottawa, Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, collection des études réalisées dans le cadre de la commission, vol. 34, 281 p., p. 125-191.
- CHERKAOUI, Mohamed (1999), article « Socialisation », *Dictionnaire de Sociologie*, Paris, Larousse-Bordas, collection « Les référents », p. 217.
- CLARK, Cal, CLARK, Janet et CHOU, Bih-er (1993), « Ambition, Activist Role Orientations, and Alienation Among Women Legislators in Taiwan: The Impact of Countersocialization », *Political Psychology*, vol. 14, no. 3, p. 493-510.
- COMMISSION ROYALE SUR LA RÉFORME ÉLECTORALE ET LE FINANCEMENT DES PARTIS (1991), *Pour une démocratie électorale renouvelée : rapport final*, volume 1, Ottawa, Approvisionnement et services Canada, 563 p.
- COSTANTINI, Edmond (1990), « Political Women and Political Ambition: Closing the Gender Gap », *American Journal of Political Science*, vol. 34, no. 3, août, p. 741-770.
- DAMICO, Alfonso J., DAMICO, Sandra Bowman, CONWAY, Margaret M. (1998), « The Democratic Education of Women: High School and Beyond », *Women & Politics*, vol. 19, no. 2, p. 1-31.
- DEUTCHMAN, Iva Ellen (1985-1986), « Socialization to Power: Questions About Women and Politics », *Women & Politics*, vol. 5, no. 4, p. 79-91.
- DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA (2000), *Revue trimestrielle du marché du travail*, Hull, Gouvernement du Canada, vol. 1, no. 3, 17 p.
- DOLAN, Kathleen (1996), « Support for Women Political Candidates: An Examination of the Role of Family », *Women and Politics*, vol. 16, no. 2, p. 45-60.
- FOWLKES, Diane L. (1983), « Developing a Theory of Countersocialization: Gender, Race, and Politics in the Lives of Women Activists », *Micropolitics*, vol. 3, no. 2, p. 181-225.
- FOWLKES, Diane L. (1984), « Ambitious Political Woman: Countersocialization and Political Party Context », *Women & Politics*, vol. 4, no. 4, hiver, p. 5-32.
- GAUTHIER, Madeleine (1999), « La jeunesse : un mot, mais combien de définitions? », in Gauthier, Madeleine et Guillaume, Jean-François, dir., et al., *Définir la jeunesse? D'un bout à l'autre du monde*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval/Les Éditions de l'IQRC, collection « Culture et Société », 270 p., p. 9-25.

- GINGRAS, Anne-Marie, MAILLÉ, Chantal et TARDY, Évelyne (1989), *Sexes et militantisme : étude*, CIDIHCA, 256 p.
- GREENE, Katherine S. et GYNTHÉ, Malcolm D. (1994), « Another Femininity Scale », *Psychological Reports*, vol. 75, p. 163-170.
- HUDON, Raymond et FOURNIER, Bernard (1994), « Apolitisme et "politisation" des jeunes », in Hudon, Raymond et Fournier, Bernard, dir., *Jeunesses et politique*, tome 1, *Conceptions de la politique en Amérique du Nord et en Europe*, Sainte-Foy/Paris, Les Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 548 p., p. 1-39.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2000a), « Taux d'obtention du certificat d'école de métier ou du certificat d'autres études non universitaires de la population de 20 ans et plus selon le groupe d'âge, le sexe et le principal domaine d'études, Québec, 1996 », <http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/education/scolarisation/tableau14.htm> (4 août).
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2000b), « Taux d'obtention du certificat ou du grade universitaire de la population de 20 ans et plus selon le groupe d'âge, le sexe et le principal domaine d'études, Québec, 1996 », <http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/education/scolarisation/tableau17.htm> (4 août).
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2000c), « Revenu moyen des particuliers bénéficiaires d'un revenu selon certaines caractéristiques (sexe, âge, type de famille et scolarité), Québec, 1997 », <http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/indmen/revenu/province/revenu3b.htm> (4 août).
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2000d), « Répartition du revenu total des unités familiales, par quintile, Québec, 1986 à 1997 », <http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/indmen/revenu/province/revenu7b.htm> (4 août).
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2000e), « Les 10 principales professions féminines par groupe d'âge, Québec, 1996 », http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/marche_travail/professions/prof_age/tableau13.htm (4 août).
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2000f), « Les 10 principales professions masculines par groupe d'âge, Québec, 1996 », http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/marche_travail/professions/prof_age/tableau12.htm (4 août).
- KAY, Barry J., LAMBERT, Ronald D., *et al.* (1988), « Feminist Consciousness and the Canadian Electorate: A Review of National Election Studies 1965-1984 », *Women & Politics*, vol. 8, no. 2, p. 1-21.

- KELLY, Rita Mae et BOUTILIER, Mary A. (1978), *The Making of Political Women, A Study of Socialization and Role Conflict*, Chicago, Nelson-Hall, 368 p.
- KLEIN, Ethel (1984), *Gender Politics: From Consciousness to Mass Politics*, Cambridge, Massachussets et London, Angleterre, Harvard University Press, « Paths to Feminism », chapitre 7, p. 105-122.
- LEE, Aie-Rie et RINEHART, Sue Tolleson (1995), « Korean Women's Politicization: The Effects of Public/Private Constructions », *Women & Politics*, vol. 15, no. 2, p. 53-83.
- LEGAULT, Ginette, DESROSIERS, Guy et TARDY, Évelyne (1988), *Militer dans un parti provincial : les différences entre les femmes et les hommes au P.L.Q. et au P.Q.*, Montréal, UQAM, 196 p.
- MEYER, Nonna et MUXEL (1993), Anne, « Introduction », in Percheron, Annick, *La socialisation politique*, Paris, Armand Collin Éditeur, 226 p., p. 7-9.
- MISHLER, William (1979), *Political Participation in Canada: Prospects for Democratic Citizenship*, Toronto, Macmillan of Canada, collection « Canadian controversies series », 167 p.
- MUXEL, Anne (1991), « Le moratoire politique des années de jeunesse », in Percheron, Annick et Rémond, René, dir. *et al.*, *Âge et politique*, Paris, Economica, collection « La Vie Politique », 269 p., p.203-232.
- PERCHERON, Annick (1974), *L'univers politique des enfants*, Librairie Armand Colin/Fondation nationale des sciences politiques, 253 p.
- PERCHERON, Annick (1985), « La socialisation politique; défense et illustration », in Grawitz, Madeleine et Leca, Jean, dir., *et al.*, *Traité de science politique*, tome 3, *L'action politique*, Paris, Presses universitaires de France, 713 p., p. 165-235.
- PERCHERON, Annick (1993), (textes réunis par Nonna Meyer et Anne Muxel), *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 226 p.
- RAMANALAH, Nerella V. et MARTIN, Harry J. (1984), « Convergent and Discriminant Validity of Selected Masculinity and Femininity Scales », *Sex Roles*, vol. 10, no. 7/8, p. 493-504.
- ROMER, Nancy (1990), « Is Political Activism Still a "Masculine" Endeavor? Gender Comparisons among High School Political Activists », *Psychology of Women Quarterly*, vol. 14, p. 229-243.
- SAPIRO, Virginia (1983), *The Political Integration of Women: Roles, Socialization, and Politics*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 205 p.

- SCHLOZMAN, Kay Lehman, BURNS, Nancy et VERBA, Sidney (1994), « Gender and the Pathways to Participation: The Role of Resources », *The Journal of Politics*, vol. 56, no. 4, p. 963-990.
- SCHLOZMAN, Kay Lehman, BURNS, Nancy, VERBA, Sidney (1999), « "What Happened at Work Today?": A Multistage Model of Gender, Employment, and Political Participation », *The Journal of Politics*, vol. 61, no. 1, février, p. 29-53.
- SINEAU, Mariette (1988), *Des femmes en politique*, Paris, Economica, collection « La Vie Politique », 240 p.
- STATISTIQUE CANADA (1984), *L'éducation au Canada. Revue statistique pour 1982-83*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 198 p., (catalogue 81-229 annuel).
- STATISTIQUE CANADA (1987), *Les femmes sur le marché du travail*, Ottawa, Ministère des Approvisionnement et Services Canada, 78 p.
- STATISTIQUE CANADA (1992), *L'éducation au Canada. Revue statistique pour 1990-91*, Ottawa, Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 274 p., (catalogue 81-229 annuel).
- STATISTIQUE CANADA (1993), *Les femmes sur le marché du travail*, Ottawa, Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, (1987), 61 p.
- STATISTIQUE CANADA (1998a), *Canadiens dévoués, Canadiens engagés : Points saillants de l'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation*, Ottawa, Ministère de l'Industrie (catalogue 71-542-XPF hors série), 77 p.
- STATISTIQUE CANADA (1998b), *L'éducation au Canada, 1997*, Ottawa Ministère de l'Industrie, 208 p., (catalogue 81-229-XPB annuel).
- STATISTIQUE CANADA (1998c), « Nombre de personnes ayant un revenu d'emploi et ayant travaillé toute l'année à plein temps et leur revenu moyen d'emploi en dollars constants (1995) selon le sexe, les groupes d'âge et le plus haut niveau de scolarité atteint, Canada, 1990 et 1995 — Données-échantillon (20 %) », http://www.statcan.ca/francais/census96/may12/t4a_f.htm (5 août).
- STATISTIQUE CANADA (1998d), « Population de 15 ans et plus selon le plus haut grade, certificat ou diplôme, le sexe et les groupes d'âge, par activité, Québec, recensement de 1996 — Données-échantillon (20 %) », http://www.statcan.ca/francais/census96/apr14/hipq_f.htm (5 août).
- STATISTIQUE CANADA (1999a), *Dictionnaire du recensement de 1996 — Édition définitive*, http://www.statcan.ca/francais/freepub/92-351-UIF/free_f.htm (12 novembre).

- STATISTIQUE CANADA (1999b), *L'éducation au Canada, 1998*, Ottawa, Ministre de l'Industrie, 206 p., (catalogue 81-229 annuel).
- STATISTIQUE CANADA (1999c), *Tendances du revenu au Canada 1980-1997*, disque laser d'ordinateur, Ottawa.
- STATISTIQUE CANADA (2000a), « Population active et taux d'activité selon le sexe et l'âge », http://www.statcan.ca/francais/Pgdb/People/Labour/labor05_f.htm (12 octobre).
- STATISTIQUE CANADA (2000b), « Questionnaires du Recensement de la population de 1996. Questionnaire complet », p. 14-17, <http://www.statcan.ca/francais/concepts/96-2b-fr.pdf> (29 février).
- TARDY, Évelyne, TREMBLAY, Manon et LEGAULT, Ginette (1997), *Maires et mairesses. Les femmes et la politique municipale*, Montréal, Liber, 111 p.
- TREMBLAY, Manon et PELLETIER, Réjean (1995), *Que font-elles en politique?*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 284 p.
- VERBA, Sidney, BURNS, Nancy, SCHLOZMAN, Kay Lehman (1997), « Knowing and Caring about Politics: Gender and Political Engagement », *The Journal of Politics*, vol. 59, no. 4, novembre, p. 1051-1072.
- WILSON, F. Robert et COOK, Ellen Piel (1984), « Concurrent Validity of Four Androgyny Instruments », *Sex Roles*, vol. 11, no. 9-10, p. 813-837.